



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2019-11-16/2019-12-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 16 novembre.

Le deuxième vaccin contre Ebola administré à Goma. Cette deuxième campagne de vaccination cible, dans un premier temps, deux quartiers de la partie Nord-Ouest de la ville : Kahembe et Majengo. Quarante personnes ont été vaccinées au premier jour. Cette campagne a commencé par la phase d'étude clinique sur ce vaccin Johnson and Johnson, selon Véronique Urbaniak, la coordinatrice de MSF pour la vaccination. Cette étude, a-t-il souligné, insiste sur le respect des étapes et du protocole scientifique par les vaccinateurs. Véronique Urbaniak reconnaît aussi que cette étude comporte des défis. Il s'agit entre autres du consentement du candidat à la vaccination et du protocole à respecter. Il y a aussi le facteur temps par rapport au nombre de 50.000 personnes à vacciner dans une période de 4 mois. Ce deuxième vaccin contre Ebola est proposé en deux doses dans un intervalle de deux mois et concerne les adultes, les enfants d'un an et plus mais aussi les femmes enceintes, sous un suivi strict selon le protocole scientifique.

Insécurité à Pinga et Kitchanga : Leïla Zerrougui promet de faire un plaidoyer. La vulnérabilité, l'enclavement, la pauvreté de la population ainsi que la fragilité de la situation sécuritaire avec la présence des groupes armés sont autant de problèmes que la cheffe de la Monusco, Leïla Zerrougui, a pu constater. Il y a aussi l'absence de l'autorité de l'Etat qui peine à se rétablir dans certaines zones de la province. Un défi majeur aussi bien pour le gouvernement congolais que pour la Monusco, a-t-elle reconnu. Selon elle, les habitants de ces deux territoires demandent le désenclavement de leurs zones et veulent aussi que les militaires aient plus de moyens et des logistiques pour les protéger.

Nord Kivu : au moins 15 civils tués dans une attaque des ADF à Mbau. « L'ennemi a opéré au centre de Mbau, à Mandida et à Kebi keba. Dans un même ménage au niveau de Mbau-centre on a exécuté 5 personnes, à Madinda, on a tué deux personnes et à Kebi Keba une autre personne. Et ce matin, nous avons appris qu'il y aurait 7 pygmées égorgés par ces ADF au niveau de la rivière Kebi Keba », témoigne un habitant de Mbau-centre. Cette structure citoyenne dit ne pas comprendre la poursuite des tueries des civils par les ADF dans la région de Beni, pendant que les FARDC ont déclenché depuis le 31 octobre dernier des opérations de grande envergure contre ce groupe armé.

Beni : les Fardc contrôlent trois campements des rebelles des ADF à Oicha. Selon des sources sécuritaires et militaires, ces campements ont été conquis par l'armée, vendredi 15 novembre, après trois jours de violents affrontements. D'après les mêmes sources, l'un des commandants de l'ADF aurait été tué pendant les combats.

La stabilité du Nord-Kivu au cœur de l'échange entre Leïla Zerrougui et le gouverneur Carly Nzanzu. « Nous nous sommes mis d'accord avec le gouverneur d'avoir une stratégie coordonnée entre nous, de voir quelles sont les priorités,

aligner nos actions avec celles du gouvernement. Pour travailler sur les 5 piliers qui ont été identifiés pour cette province, travailler avec le peu de moyens qui existent, pour pérenniser les acquis, les renforcer, utiliser l'expertise internationale tant qu'elle est là. Elle ne sera pas là pour toujours », a affirmé Leïla Zerrougui, la cheffe de la Monusco. Pour elle, il faudrait répondre aux besoins de la population, parce qu'il n'y a pas de stabilité, s'il n'y a pas de besoins essentiels fondamentaux de base pour les populations.

Kongo-Central : les jeunes exigent le début effectif de la construction du port en eaux profondes de Banana. Les Jeunes de l'Espace Ne Kongo soutiennent la décision du chef de l'Etat Felix Tshisekedi de construire le port en eaux profondes de Banana avant la construction du pont reliant Kinshasa à Brazzaville. Ces jeunes disent « mettre en garde » les ennemis de la RDC et du peuple Kongo en particulier contre le complot visant à freiner la vision du chef de l'Etat pour réaliser ce projet, « au risque de laisser sombrer la province du Kongo-Central. » Au cours d'un entretien avec le président du Congo-Brazzaville à Oyo le 12 mai dernier, le président de la Banque africaine de développement (BAD) avait annoncé que les travaux de construction du pont-route-rail Brazzaville-Kinshasa allaient débuter en août 2020. Mais quelques jours après cette annonce, des centaines de personnes sont descendues dans la rue, dans la cité côtière de Muanda au Kongo-Central, pour réclamer plutôt la construction du port en eau profonde à Banana et s'opposer ainsi au projet de construction du pont route rail reliant Kinshasa et Brazzaville.

Dimanche 17 novembre.

Ituri : Jean Bamanisa demande aux habitants d'Aru de dénoncer toute initiative de déstabilisation de la province. Sur le plan sécuritaire, Jean-Bamanisa Saidi, le gouverneur de l'Ituri, dans ses meetings à Ariwara et Ingbokolo a demandé aux habitants de dénoncer toute personne qui pourrait avoir l'idée de déstabiliser l'Ituri. Selon lui, ce territoire est exposé à des hommes armés, qui viennent de l'étranger pour y trouver refuge. Sur le plan économique, il a interpellé les commerçants à éviter la fraude douanière. Il leur demande de payer les taxes de l'Etat, ce qui contribuerait au développement de leur entité.

Offensive contre les groupes armés : la Monusco apporte un soutien logistique et médical aux Fardc. « Le gouvernement a décidé de mener une opération offensive. On n'est pas associée à cette opération. On n'a pas fait une planification conjointe. C'est une décision souveraine du gouvernement d'aller en offensive contre un groupe armé. Nous, on apporte un appui en ce qui concerne la sécurisation des zones qui restent derrière. On travaille avec eux pour ne pas permettre des infiltrations, des vengeances sur les populations. Nous assurons tout ce qui est appui médical pour transporter des blessés, pour s'occuper d'eux. Nous travaillons sur l'appui logistique », a indiqué Mme Leïla Zerrougui, la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en RDC. Plusieurs campements des ADF sont déjà conquis par l'armée congolaise depuis le début de ces opérations militaires. Mais on note également des attaques récurrentes des ADF contre les civils avec mort d'hommes.

Cardinal Ambongo : « Malgré les difficultés du moment, nous devons espérer un Congo nouveau et meilleur ». « La vraie religion c'est celle qui nous pousse à donner le meilleur de nous-même pour que nos frères et sœurs vivent mieux. C'est celle qui construit la civilisation de l'amour et non pas celle de la mort. Il est impératif que nous prenions des résolutions concrètes de changement de comportement. Débarrassons-nous des antivaleurs qui ont élu domicile dans notre pays, qui l'ont détruit et ruiné. Tournons ensemble le regard vers l'avenir. Et c'est possible », a lancé le cardinal Fridolin Ambongo. Pour cela, il appelle à la responsabilité individuelle et collective. Il appelle à travailler pour vivre et faire vivre dignement sa famille. Car le travail est une vocation. En travaillant, l'homme accomplit sa dignité et travail humanise l'homme. **Le cardinal Ambongo appelle les Congolais à mettre fin à l'arrogance.** Selon lui, chacun de nous a une dimension d'arrogance qu'il doit combattre. Il appelle à la fraternité. « Il y a un peu d'arrogance dans chacun de nous. Les arrogants sont ceux qui pratiquent des messes noires, qui fréquentent des milieux ésotériques. En société traditionnelle, on dirait ceux qui recourent à la pratique de la sorcellerie. Ce sont les adultères qui mangent à tous les ateliers, ceux qui font de faux serments, qui promettent et ne réalisent rien ou qui font le contraire de leurs promesses. Ce sont ceux qui oppriment les salariés, ceux qui excluent les nécessiteux représentés par la veuve, l'orphelin et l'étranger. Les arrogants marchent sur les petits, les pauvres, ils exploitent les travailleurs comme ils veulent », a expliqué le cardinal Ambongo. Il invite les Congolais à s'interroger sur leur manière de vivre la fraternité dans l'exercice de leurs responsabilités à différents niveaux. **Aux politiciens : « Le peuple est fatigué des querelles politiciennes complètement inutiles ». « Il n'est pas normal dans ce contexte de communion, de sursaut de nationalisme, qu'il y ait encore certains de nos frères et de nos sœurs qui passent leurs temps à se quereller autour des futilités. En réalité, le peuple est fatigué des querelles politiciennes complètement inutiles. Le temps des querelles est révolu. Il y a de nouveaux responsables qui sont en charge. Et quand vous êtes en charge, ne passez pas votre temps à vous quereller inutilement autour des futilités (...) Le sens de responsabilité veut que nous mettions de côté nos petits intérêts partisans et égoïstes pour nous concentrer et nous engager sur l'essentiel qui est**

l'avenir de notre peuple. Nous devons chercher comment créer ensemble les conditions d'un nouvel avenir rassurant pour notre peuple qui n'a que trop souffert. Au-delà de nos divergences légitimes, nous réussissons ce pari si nous nous mettons ensemble autour des valeurs fondamentales qui fondent une vraie nation : la justice et la paix, la fraternité sans frontières et la communion, l'entente et la concorde, l'honnêteté et la vérité, surtout l'attention aux pauvres et aux plus petits », a lancé le cardinal fridolin Ambongo.

Djugu : 2 morts et trois blessés dans une attaque des assaillants du groupe armé Codeco, dans la localité de D'zudda dans la chefferie de Ndo-Okebo en territoire de Djugu (Ituri). Selon la société civile locale, ces malfrats ont réussi à emporter plusieurs biens de valeur des habitants. Au moins dix personnes ont été prises en otage pour transporter les butins. Cette structure citoyenne ajoute que, les assaillants ont opéré avec quiétude suite à l'absence des forces loyalistes dans cette entité.

Félix Tshisekedi : « C'est unis dans l'amour de la Nations que nous bâtirons un Congo qui apportera la joie à notre peuple » Il a lancé cet appel lors de son intervention au cours de la première messe du cardinal fridolin Ambongo au Stade des Martyrs. « Je ne puis terminer cette adresse sans exhorter chaque congolaise et chaque congolais, politique ou pas, de se rappeler à chaque instant que notre démocratie est encore fragile. Et que c'est unis dans l'amour de la Nation, avec foi en Dieu, que nous bâtirons un Congo qui apportera non seulement la joie à tout notre peuple, mais aussi des réponses apportées à ses attentes afin d'améliorer ses conditions de vie. Telle est ma profession de foi », a rappelé Félix Tshisekedi. Il appelle les Congolais à la tolérance et à dépasser les clivages partisans. Le Président Félix Tshisekedi s'est engagé ce même dimanche à apporter tout son soutien pour la réussite du ministère du cardinal Fridolin Ambongo.

Nord-Kivu : 48 civils tués en 7 jours dans les attaques des ADF à Beni. La société civile locale qui communique ces chiffres ce dimanche, alerte sur l'activisme des ADF sur l'axe routier Mavivi-Kainama pendant que les Fardc poursuivent les opérations de grande envergure contre ce groupe armé dans la région de Beni. Dans un document intitulé « la population de l'axe Mavivi-Kaima sacrifiée » et adressé au commandant des opérations Sokola 1, cette structure citoyenne affirme que la population est exposée même dans les endroits où se trouvent les positions des Fardc. Elle plaide pour la sécurisation de l'axe routier Mavivi-Kainama et recommande la traque de tous les groupes Maï-Maï encore actifs à Beni.

Lundi 18 novembre.

Mgr Ambongo sur l'insécurité à Fizi et Uvira : « Trop, c'est trop ». Il a rappelé que cette situation d'insécurité dure depuis longtemps et que « cela cause de profondes douleurs dans le cœur des pasteurs. ». « Cette situation dure depuis très longtemps et il ne nous manque pas d'intelligence nécessaire pour asseoir les uns et les autres, et qu'une solution soit enfin trouvée et que nos populations et nos différentes communautés puissent enfin vivre en paix (...) Nous pensons avec beaucoup de soucis et angoisses dans le cœur à la situation qui prévaut actuellement et de façon particulière dans les hauts plateaux de Fizi et Uvira, où se servant et animant des conflits entre nos différentes communautés, des troupes armées, parfois étrangères se battent sur notre sol, sur notre territoire, jetant des populations qui ont toujours vécu ensemble dans la préoccupation, dans la douleur et dans les pleurs », a souhaité Mgr Fridolin Ambongo. Selon l'ONU, près de 3 000 personnes déplacées internes ont été identifiées à la suite des affrontements intercommunautaires encore en cours dans les territoires de Fizi et de Mwenga (Sud-Kivu). Pour elle, il y a une « crise de confiance persistante » entre les civils et les militaires dans le Minembwe notamment. Pour mettre fin à cette situation, Mgr Ambongo invite les uns et les autres à prendre leurs responsabilités, à restaurer rapidement l'autorité de l'Etat, au travers des services de la Police nationale, de l'Armée, de la migration. « Nous ne sommes pas faits pour vivre éternellement en conflit avec les autres. L'être humain est fait pour vivre en paix les uns avec les autres. Naturellement, nos rapports doivent se fonder sur le respect humain et la justice sociale (...) Cela cause de profondes douleurs dans notre cœur des pasteurs. Les responsables doivent s'engager, les uns et les autres doivent prendre leur responsabilité en mains, à créer très vite un climat d'apaisement, sous peine de voir la situation dégénérée et embrasée dans toute la région de l'Est. Et quand ça commence par l'Est, c'est l'Ouest qui sera atteint », a affirmé le Cardinal.

Ebola à Butembo : les agents de la riposte reprennent du travail, après trois jours d'arrêt. Ce compromis fait suite à un échange dimanche 17 novembre matin, entre le maire intérimaire de la ville de Butembo et l'ensemble de ce personnel. Ces agents ont commencé à manifester leur mécontentement jeudi dernier. Ils réclament deux mois d'arriérés de salaire auprès du gouvernement central. Pendant ce temps, les malades étaient abandonnés à leur triste sort. Le maire intérimaire de Butembo, Patrick Tsiko, estime que les divergences sont aplanies : « Ce n'est plus un problème, parce que ça se transforme maintenant en une demande de faveur. Nous allons maintenant canaliser la demande. Il y avait une confusion. En fait, eux pensaient qu'ils auraient un salaire venant de l'OMS et d'autres partenaires et un autre salaire du ministère. Alors, nous avons tiré les choses au clair. C'est que ce qu'ils touchent vient du ministère. »

Au moins 6 morts dans une nouvelle attaque des ADF à Oicha, lundi 18 novembre matin. Selon la société civile locale qui livre ce bilan, cinq autres personnes ont été grièvement blessées et six maisons incendiées par des assaillants. Ces six personnes tuées à Oicha portent à 54 le nombre des civils tués depuis sept. Cette nouvelle attaque a occasionné le déplacement de plusieurs ménages vers des endroits supposés sécurisés.

Le FMI et la RDC signent un accord d'environ 370 millions USD. Selon M. Villafuerte, qui conduisait la mission en RDC, les autorités congolaises et la mission du FMI sont parvenues à un accord ad-referendum sur des politiques visant à « renforcer la stabilité macroéconomique, les réserves internationales et les réformes structurelles clés pour s'attaquer aux problèmes profondément enracinés liés à la mauvaise gouvernance, à un environnement économique difficile et à une pauvreté généralisée. » La même source précise que si le conseil d'administration du FMI donne son avis favorable, d'ici mi-décembre, la RDC pourrait bénéficier de 370 millions de dollars américains, pour soutenir ses réserves internationales d'échanges. Le FMI demande au gouvernement congolais de se concentrer sur la mobilisation des recettes et de fixer les priorités en matière de dépenses.

Uvira : 3 morts et environ 30 blessés dans un accident de circulation. Un camion de marque FUSO, revenait de la localité de Lusuku avec plusieurs passagers à bord à destination d'Uvira. L'accident serait dû à l'ivresse au volant, en plus de la conduite nocturne sur une route en délabrement très avancé, a-t-il estimé. Le conducteur de l'engin, qui a terminé sa course dans un ravin, reste introuvable.

Marche pacifique des élèves contre la grève des enseignants. Des élèves des écoles publiques de Goma et Kinshasa sont descendus dans les rues lundi 18 novembre pour protester contre la grève des enseignants, qui dure depuis un mois. Face à cette situation, Jean Bosco Puna, secrétaire général du Syndicat national des enseignants des écoles conventionnées catholiques (SYNECAT) et porte-parole de la synergie des syndicats des enseignants de la RDC, parle d'une entorse : « C'est une véritable entorse ; dans la mesure où cette grève n'est pas portée par le syndicat, parce que c'est une assemblée générale des enseignants qui décide de la grève. Nous consolidons la gratuité (de l'enseignement de base), parce qu'elle est irréversible. Tous les regards doivent être focalisés vers l'Etat, qui est notre seul employeur. »

Un poste de police incendié par de Maï-Maï à Mambasa. Le commissariat de la police de Mandimbi, à près de 30 km de Biakato dans le territoire de Mambasa, a été incendié dans la nuit de dimanche 17 à lundi 18 novembre par des présumés miliciens Maï-Maï. Depuis lors, la localité Mandimbi est vidée de ses habitants de suites de cette insécurité. Certains ont trouvé refuge à Makumu, d'autres se sont carrément rendus au Nord-Kivu.

Reddition des comptes du Budget 2018 : l'Assemblée nationale relève un déficit de 137 millions USD. Pour un budget prévisionnel de plus de 6 milliards de dollars USD, le gouvernement a dépensé plus que les moyens disponibles occasionnant un déficit de plus de 233 milliards de francs congolais, soit 137 millions USD. Au regard de l'analyse de ce projet de loi, trois institutions et 15 ministères ont connu plus de 100 % d'exécution des dépenses avec en tête la Présidence qui a consommé plus de 476 % du budget alloué à son fonctionnement. Les députés de l'Opposition dénoncent les dépassements budgétaires excessifs qui sont des cas graves de mauvaise gestion.

« La situation socio-sécuritaire reste encore fragile au Nord-Kivu », selon Leïla Zerrougui. Ce constat est fait lundi 18 novembre à Goma par la représentante spéciale du secrétaire générale des Nations-Unies en RDC, Leïla Zerrougui, après une tournée dans les zones affectées par les conflits armés. « Je pense que ce que je voulais d'abord c'est d'essayer un peu de mieux comprendre les dynamiques qui nourrissent les tensions et les conflits parce que quand on comprend comment les choses se déroulent, quelles sont les causes profondes, on peut avoir une réponse qui sera beaucoup plus efficace. Donc c'était ça ma préoccupation », a indiqué la cheffe de la Monusco. « Dans ces zones, vous avez plusieurs acteurs qui alimentent les conflits : vous avez des groupes armés nationaux et étrangers, vous avez des gangs, des bandes criminelles qui sévissent dans certaines zones et qui n'ont aucun agenda sauf de demander de l'argent, de rançonner. Donc nous sommes en train de travailler sur le budget pour voir comment on peut, parce qu'appuyer est une bonne chose, pérenniser le succès et l'appui en est une autre. C'est ça le plus difficile et nous allons y pencher », a ajouté Leïla Zerrougui.

Le ministère public requiert 10 ans de prison à l'encontre de Dolly Makambo, et Bagachuraki Kavusa Semeyi. Ce dernier est l'un des acheteurs des parcelles dans la concession du centre de santé de référence Vijana, dans la commune de Lingwala, à Kinshasa. Toujours dans son réquisitoire, le ministère public a requis la peine capitale pour les prévenus Serges Antonio Kamanda, chauffeur de Dolly Makambo, Gaëtan Ekawa, le policier présumé assassin, et Akilimani, chargé de suivi des travaux sur le site du centre de santé Vijana.

Ituri : une motion de défiance contre le gouverneur de province déposée à l'assemblée provinciale. L'initiateur cette motion, le député provincial -membre de la Coalition Lamuka, Louis Masumbuko Adaba, reproche au gouverneur l'opacité dans la gestion financière des fonds du gouvernement central alloués à la province au profit des déplacés de Djugu et le manque de respect vis-à-vis de la première institution provinciale. Dix-sept élus provinciaux membres aussi bien de l'opposition que de la coalition FCC-CACH, ont apposé leurs signatures sur cette motion de 18 pages. L'élu du territoire d'Irumu accuse par ailleurs le gouverneur d'avoir illégalement vendu 12 lingots d'Or saisis par la justice militaire au profit de l'Etat congolais. Le mauvais état des routes sur l'ensemble de la province, l'outrage à l'assemblée provinciale, les menaces proférées contre certains députés provinciaux font partie des autres griefs contre le gouverneur.

La gratuité de l'enseignement, axe prioritaire du projet de loi des Finances 2020. Le Premier ministre vient de présenter devant les députés nationaux le budget 2020 évalué à plus de 10 milliards de dollars. Pour Sylvestre Ilunga, ce budget principalement axé sur le social du peuple congolais alloue des moyens conséquents pour la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base ainsi que de l'accès aux soins de santé pour tous. Selon le chef de l'exécutif congolais, plus de 30% du budget sont destinés à améliorer le social des Congolais avec en tête le budget de l'éducation qui passe de 15 à plus de 20% avec 11 % destinées à la gratuite de l'enseignement.

Kinshasa : ouverture des travaux du réseau des parlementaires de la Francophonie de lutte contre certaines maladies. Les travaux du réseau des parlementaires de la Francophonie de lutte contre la VIH Sida, la tuberculose et le paludisme ont été ouverts ce lundi 18 novembre à Kinshasa. Le VIH sida continue de représenter un problème mondial de santé publique.

La Monusco apporte un soutien en renseignements et en évacuation des blessés Fardc, selon le général Lion. « Je mentionnerai deux soutiens importants : le premier est le soutien aux activités de renseignements. Nous avons pu faire un certain nombre de vols de reconnaissance des zones à la demande des autorités des Fardc, pour constater l'état de la situation sur terrain. Deuxièmement, nous avons effectué plusieurs évacuations sanitaires des soldats qui ont été blessés lors des combats. Enfin la Monusco actuellement renforce tout son dispositif compte tenu des actions des ADF sur les arrières des lignes des Fardc », a affirmé le général de Division Thierry Lion, commandant intérimaire de la force de la Monusco.

Mardi 19 novembre.

Les députés du Nord-Kivu « vivement préoccupés » par la montée de tueries à Beni. « Autant que notre armée est en train d'évoluer dans la forêt pour récupérer le bastion de l'ennemi, mais dans tous les milieux urbains et péri-urbains, l'ennemi ne cesse de tuer jour pour jour nos populations. Depuis 7 jours, nous comptons 50 personnes tuées. Et c'est chaque nuit que cela se fait (...) Là où l'ennemi a tué, il n'y a pas eu de réaction directe pour aller tuer l'ennemi. Nous pensons que notre armée doit tout faire pour protéger la population. Que le gouvernement prenne vite de mesure pour protéger la population », a déploré le député Paul Mohindo.

Butembo : une centaine de ménages délogés par la police, le week-end dernier du quartier Rwenda dans la commune de Bulengera à Butembo, en exécution d'un jugement rendu par le tribunal de grande instance de Butembo. Cette concession en pleine ville appartiendrait à une famille qui aurait gagné le procès au tribunal. Après une rencontre avec toutes les parties prenantes, le maire intérimaire de Butembo, Patrick Tsiko, a demandé à ces familles de regagner leurs maisons en attendant la suite du dossier. Selon lui, le procureur s'est engagé d'aller relire le jugement pour voir si le greffier a respecté les limites circonscrites dans le document. Pour le moment, a expliqué Patrick Tsiko, il est difficile de trouver encore des familles d'accueil, là où on pourrait amener ces déplacés internes.

Kinshasa : le marché de Bumbu ressemble à un dépotoir. Certains vendeurs du marché de Bumbu exposent leurs marchandises le long de l'avenue de la Libération (ex-24 Novembre). Sur des sacs perméables et des cartons, ils étalent légumes, épices, poissons et autres aliments destinés à la consommation directe. Le marché de fortune de Bumbu présente un visage désastreux : de la boue, des eaux usées coulant des caniveaux bouchés. Tout en reconnaissant le danger sanitaire auquel ils exposent leurs clients, ces vendeuses et vendeurs disent manquer d'espace à l'intérieur du marché.

Kinshasa : justicia ASBL exige la libération immédiate de Wildor Makonero. « Nous confirmons que le député honoraire Wildor Makonero est encore détenu à l'Agence nationale des renseignements (ANR) depuis le mercredi dernier », a lancé le coordonnateur de l'ONG congolaise Justicia, Timothée Mbuya. Il regrette cependant que le prévenu ait été arrêté pour une affaire de business qui l'oppose avec des sujets turcs. Il soutient que ce problème n'a rien à voir avec la sureté intérieure et extérieure du pays.

Sylvestre Ilunga s'engage à poursuivre les détourneurs des deniers publics. « Ceux qui détournent l'argent de l'Etat sont-ils effectivement sanctionnés ? Pourquoi le coulage des recettes n'est pas toujours sérieusement découragé dans notre pays ? » s'est interrogé sylvestre Ilunga. Répondant lui-même à cette question, le Premier ministre assure : « Personne ne sera épargnée. Rien ne nous empêchera d'envisager la multiplication d'enquêtes déclenchées à partir des signes extérieurs d'enrichissement rapide et illicite. » Sylvestre Ilunga a aussi pris l'engagement à poursuivre ceux qui s'adonnent à la corruption s'il le faut, « puis ce que le mal est profond. »

Uvira : marche des enseignants pour exiger de bonnes conditions sociales. Des centaines d'enseignants d'écoles publiques de Ruzizi, de moyens plateaux et d'Uvira ont organisé mardi 19 novembre dans la ville d'Uvira une marche pour soutenir la mesure de gratuité de l'enseignement de base en RDC et exiger l'amélioration de leurs conditions sociales. Selon le président de l'intersyndicale des enseignants/EPST Sud-Kivu 2, Irende Batachoka, aucun incident majeur n'a été enregistré. Les manifestants ont donné un ultimatum de trois jours pour trouver une solution au problème de nouvelles unités et des non-payés, dont certains continuent à prester dans les écoles publiques. Depuis trois semaines, les élèves de la quasi-totalité d'écoles publiques d'Uvira, maternelles, primaires et secondaires n'étudient pas.

Nord-Kivu : l'armée récupère « le plus important bastion des ADF ». Selon le porte-parole des opérations Sokala 1, le major Mack Hazukayi, deux grands chefs et combattants de des ADF ont été tués lors de ces affrontements, qui ont duré près d'une semaine et qui ont bénéficié de l'appui de la Monusco. « Sept positions ont été récupérées. Parmi ces positions, Mapobu 3, situé entre Mapobu carrière et Mapopu village dans le triangle dit 'de la mort'. Nous pensons que c'est le bastion le plus important parce que nous avons trouvé beaucoup de choses », a déclaré le major.

Affaires RDC-Ouganda : les victimes de guerre et la Société civile exigent des explications sur le report des audiences. Les manifestants ne comprennent pas le mobile de ce report au moment où les avocats de la partie ougandaise se trouvaient déjà à la Cour Internationale de Justice et ceux de la RDC traînaient toujours à Kinshasa. Ils demandent à Felix Tshisekedi de retourner d'urgence les avocats de la République à la Haye pour que le sort des congolais attendu depuis vingt ans soit fixé. Selon le Président de la Société civile Forces vives de la Tshopo, ces audiences étaient initialement prévues du 18 au 22 novembre. Le report est intervenu le 13 novembre dernier, suite à une demande conjointe des deux parties en cause.

Lomami : au moins 700 élèves de l'école primaire Kansansa n'étudient plus, leur école étant incendiée. Leur établissement a été incendié le samedi 16 novembre par quelques élèves et autres habitants de cette entité. Ces derniers affirment qu'ils voulaient venger la mort par noyade de deux élèves. Ces deux élèves sont d'une même famille. L'un âgé de 8 ans et l'autre avait 11 ans. Selon les mêmes sources, leur école organise chaque samedi les travaux manuels, mais cette activité n'a pas eu lieu le week-end dernier, car le directeur était indisponible. Tous les élèves ont été libérés à temps. Au lieu de rentrer à la maison, ces victimes accompagnées de leurs collègues se sont dirigés à la rivière Ntombolu connue pour ses eaux profondes, pour boire de l'eau et aussi se baigner. Les victimes ont été emportées par le courant d'eau.

Mercredi 20 novembre.

Sud-Kivu : prison à perpétuité pour le chef milicien Frederic Masudi « Koko Dikoko ». Dans son verdict rendu mardi 19 novembre, le tribunal condamne aussi deux de ses compagnons respectivement à 20 et 15 ans de prison ferme. La bande à Koko di Koko était poursuivie pour des faits insurrectionnels, crime contre l'humanité, viols, meurtres, tortures, esclavage sexuel, pillages. Frédéric Masudi Alimasi est un ancien élément de la Police nationale congolaise (PNC).

Nord-Kivu: nouvelle attaque des ADF signalée dans le quartier Boikene, de la commune de Rwenzori en ville de Beni. Selon des sources locales et de la société civile, des civils ont été tués et d'autres kidnappés par les assaillants au cours de cette attaque. La population proteste contre ces nouvelles tueries de civils dans la région de Beni.

Avec Kinshasa et l'Est, le Kasai est la zone qui compte le plus de pauvres en RDC, selon la Banque mondiale, a déclaré mardi le directeur pays de la Banque mondiale pour la RDC, Jean Christophe Carret devant les députés provinciaux du Kasai-Central. «Une fois qu'on a identifié le grand Kasai comme étant un endroit où on aimerait en faire plus pour aider la population à sortir de la pauvreté, la deuxième question qu'il faut se poser, c'est par quoi on commence. Et là, le chantier est immense», fait savoir Jean-Christophe Carret. Il reconnaît que la Banque mondiale n'a pas été très présente dans la région du Kasai au cours des dernières années. Parmi les défis, il cite notamment la question des infrastructures, de l'énergie et du secteur productif. Jean-Christophe Carret insiste également sur le défi du capital humain.

Uvira : 12 maisons incendiées dans des affrontements entre deux groupes miliciens à Rusankuku. D'après les témoins, ces affrontements ont plongé les déplacés dans la panique totale alors que les deux groupes belligérants (les Maï-Maï et les Gumino) renforçaient de part et d'autre l'effectif des combattants dans leur position. Le même mardi, un autre village de Rusankuku, habité principalement par une communauté locale en conflit dans la région, a été attaqué par des miliciens Gumino. Des sources locales affirment que cette invasion fait suite à plusieurs rumeurs d'un assaut des Maï-Maï sur Minembwe-centre, localité habitée actuellement en majorité par une autre communauté en conflit.

Bunia : dispositif sécuritaire important dans plusieurs endroits du centre-ville, ainsi qu'au siège de l'assemblée provinciale. Cette situation est consécutive au débat sur la motion de défiance contre le Gouverneur de Province Jean Bamanisa prévu ce même mercredi à l'Assemblée Provinciale.

Bunia : une centaine de chefs coutumiers réfléchissent pour pacifier et sécuriser le littoral du Lac Albert. Une centaine de chefs coutumiers des entités Lendu, Hema et Alurs, ainsi que quelques personnalités du domaine sécuritaire de l'Ituri réfléchissent depuis mardi 19 novembre sur les voies et moyens pour pacifier et sécuriser le littoral du Lac Albert. Cette zone fait face ces derniers temps à l'insécurité due aux atrocités perpétrées par des miliciens Codeco, causant mort d'hommes et mouvements massifs des populations. L'objectif principal de ces assises est de renforcer les mécanismes de transformation des conflits à travers le dialogue. L'autre objectif est aussi de baisser la tension entre les communautés et favoriser le retour des personnes qui ont abandonné leurs villages à cause de l'insécurité.

Beni : 21 personnes tuées et des enfants kidnappés par les ADF. La société civile fait état de sept morts dans la ville de Beni. Toujours cette même nuit, les ADF ont également mené une autre attaque à Mavete dans la commune rurale d'Oicha. La société civile parle d'au moins 14 morts. Cette structure citoyenne dit avoir alerté sur l'infiltration des ADF dans plusieurs agglomérations de Beni pendant que les FARDC sont en offensive contre ce groupe armé.

Nord-Ubangui : RDC : dix décès et 180 000 sinistrés enregistrés dans les inondations au Nord-Ubangi. Depuis le début du mois d'octobre 2019, la province du Nord Ubangu est confrontée à de graves inondations qui ont fait déjà environ 182 mille sinistrés, dont 35 mille réfugiés centrafricains. La cellule de crise mise en place par les autorités de la province, affirme avoir identifié également d'importants dégâts matériels causés par cette catastrophe naturelle dans les 4 territoires et la ville de Gbadolite. Dans la déclaration des députés, les statistiques signalent la destruction de 27.389 maisons d'habitation, 113 écoles et 81 églises, 32.959 h des champs, 4,89 tonnes des vivres qui étaient entreposés, 360 sources d'eau souillées, etc.

« **La RDC doit améliorer son image pour attirer les investisseurs** », (ONG NRG). Cette recommandation a été faite mardi 19 novembre, au cours de l'atelier de lancement du processus d'évaluation de l'Indice de Gouvernance des Ressources naturelles (RGI) de la RDC, placée au bas de l'échelle des 89 pays évalués dans le monde.

Beni : les chefs coutumiers plaident pour une assistance urgente aux déplacés. Un déplacement massif des populations est observé depuis plus de deux semaines à Beni (Nord-Kivu), en provenance des zones où se déroulent des opérations militaires vers des zones plus sécurisées. Ce mouvement expose les populations à tous les risques sécuritaires et même la maladie à virus Ebola. Les chefs coutumiers plaident pour la mise en place d'un plan d'assistance d'urgence de la part du gouvernement tant provincial que national ainsi que des organisations humanitaires.

Bunia : table-Ronde internationale sur l'Energie électrique. Du 19 au 20 novembre, plusieurs investisseurs privés venus de sept pays vont assister à la présentation des différentes opportunités d'investissements dans le domaine de l'énergie en Ituri. Hormis la RDC, les investisseurs sont venus de l'Ouganda, Burundi, Kenya, Etats-Unis, Congo- Brazzaville, Allemagne et Canada. Ces assises vont examiner plusieurs matières ; notamment, des questions liées au développement de l'Energie renouvelable et l'amélioration des réseaux de distribution de l'énergie électrique dans la ville de Bunia ainsi que dans les cinq territoires de l'Ituri, à savoir Aru, Mahagi, Djugu, Irumu et Mambasa.

Matadi : première audience dans une affaire d'exploitation sexuelle d'une mineure. Elle concerne une jeune élève de 14 ans, abusée par huit de ses collègues de la 4e des humanités de l'Ecole sacrée cœur de Matadi. Cette affaire d'abus sexuel dont les vidéos circulent déjà dans les réseaux sociaux concerne dix garçons, tous âgés de 14 ans. Les faits ont eu lieu après un match de football organisé par l'Ecole pendant le congé de détente. La victime raconte qu'après le match, ses condisciples lui ont fait boire du vin. La suite, elle ne se rappelle plus. C'est 11 jours après, lorsque les images ont commencé à circuler dans les réseaux sociaux que la fille, sa famille et la direction de l'école ont appris ce drame. Trois parmi ces écoliers sont emprisonnés il y a de cela 5 jours et 7 autres ont réussi à s'enfuir.

La RDC signe un partenariat avec la Pologne pour faciliter les échanges scientifiques et techniques. Des entrepreneurs privés de la Pologne, en mission économique et commerciale à Kinshasa, ont conclu mardi 19 novembre un partenariat avec le centre de recherche géologique et minière de la RDC. Ce protocole va faciliter les échanges scientifiques et techniques entre les deux parties, mais plus la RDC à cause de son potentiel minier. Les entrepreneurs polonais et congolais ont également eu des échanges sur les secteurs de l'agriculture, les services et transports, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, et la construction.

Les projets financés par la Banque mondiale dans le domaine du transport connaissent une évolution positive à Goma (Nicolas Peltier Thiberge). « Je viens de visiter les travaux en cours sur l'aéroport de Goma, je crois qu'ils se déroulent bien. Dans le secteur de transport, il y a beaucoup de projets en cours, au Nord-Kivu notamment sur la route nationale numéro 2, entre Sake-Kavumu, la route Beni-Kasindi. Nous avons parlé, évidemment d'autres besoins d'investissement dans le domaine des infrastructures de transport, notamment la route Goma-Beni qui a besoin de financement, peut-être l'aéroport de Beni également. Et puis nous avons parlé aussi du futur, des projets qui sont en cours de préparation. Je crois que les besoins sont tellement immenses que tous les partenaires sont les bienvenus, évidemment nous travaillerons ensemble et nous essayerons de compléter nos investissements pour qu'ils apportent plus de bénéfices au Pays. », a déclaré M. Nicolas Peltier Thiberge.

Kasaï-Oriental : campagne gratuite de réparation des fentes labio-palatines à Dipumba. Une équipe composée de 2 chirurgiens, de 2 anesthésistes, d'un encodeur, d'un photographe et de la représentante de l'ONG Smile Train en RDC venus de Kinshasa sont à pied d'œuvre. Lors de la journée d'ouverture de cette campagne, quinze personnes dont deux enfants de moins d'une année ont subi des interventions chirurgicales sur les quarante enregistrés.

Ituri : l'assemblée provinciale destitue le gouverneur Jean Bamanisa. La motion de défiance contre le gouverneur de province de l'Ituri, Jean- Bamanisa Saidi, a été votée à la majorité des députés provinciaux présents lors d'une séance plénière tenue ce mercredi 20 novembre. Sur 28 députés présents, 27 ont voté pour la motion et 1 s'est abstenu.

Kongo-Central : des enseignants accusés de conditionner la réussite des élèves par les travaux dans leurs plantations. « Ces élèves issus de toutes les classes confondues quittent leurs domiciles le matin pour ne rentrer que vers 19h. En lieu et place des objets classiques utilisés à l'école, ils sont munis des arrosoirs, houes, machettes, râtaux, et des semences », a raconté M. Lingo, parent d'un élève. Le pourcentage d'un élève est évalué par rapport à sa performance aux champs.

Tshopo : les enseignants du territoire d'Opala en grève, depuis dix jours. Ils exigent l'application de l'augmentation salariale promise par le gouvernement de la République pour tous les enseignants. Ces derniers affirment qu'ils attendaient un ajout de 39.000 Franc Congolais sur le montant qu'ils percevaient auparavant. En outre, ils n'apprécient pas, le montant promis qui, selon eux, est largement inférieur à celui octroyé à leurs collègues de Kisangani et de Kinshasa qui serait respectivement selon eux, de l'ordre de 139.000 et 193.000 Francs congolais.

Sylvestre Ilunga : « Le gouvernement a pris des mesures de réajustement des salaires des enseignants à tous les niveaux concernés ». « Afin de réserver une réponse globale et systématique à la problématique posée par la gratuité, le gouvernement a mis en place, au cours de la réunion du Conseil des Ministres du 4 octobre 2019, une commission chargée de l'évaluation de cette mesure. Un premier rapport vient d'être déposé auprès du Vice premier Ministre, Ministre du Budget. Ce rapport pose une ébauche de la feuille de route dans la résolution des problèmes relevés. Nous comptons par ailleurs sur nos partenaires techniques et financiers qui nous ont exprimé leur engagement à nous accompagner dans la réussite de cette réforme. Face à une réforme aussi audacieuse, il est de bon aloi qu'une méthodologie progressive soit observée pour la suite de sa mise en œuvre effective », promet M. Ilunga.

Jeudi 21 novembre.

L'Assemblée nationale juge recevable le projet de budget 2020, voté à 10 milliards USD. Les députés nationaux l'ont voté mercredi 20 novembre au cours d'une séance plénière au cours de laquelle le Premier ministre a répondu aux préoccupations des élus nationaux. La loi des finances est reçue à la hauteur de 10 milliards de dollars américains. Après le vote du projet de budget, l'Assemblée nationale l'a envoyé en commission Economique et financière (ECOFIN), pour un examen approfondi pendant 10 jours.

Massacres de Beni : Dr Denis Mukwege appelle au déploiement d'une opération inspirée de la mission « Artemis », avec le soutien de l'armée française, pour mettre fin aux massacres de Beni dans le Nord-Kivu. Selon lui, une opération militaire limitée dans le temps et dans l'espace « pourrait en effet être très efficace pour protéger la population et sécuriser

la région de Beni. » Il lance un appel à l'action aux autorités congolaises et à la communauté internationale pour enrayer la spirale de la violence et mettre un terme aux crimes de masse et à la souffrance énorme que subit la population de Beni et de ses environs. Près de 50 civils ont été massacrés dans la région de Beni en moins de 10 jours, rappelle Dr Denis Mukwege, qui estime qu'on ne peut plus présenter des condoléances à cette population martyrisée sans agir.

Le budget 2020 n'obéit à aucun principe des droits humains, fustige Christelle Vuanga. « Je ne peux pas être extrémiste, mais je ne retrouve pas le droit à l'eau, à la santé, au travail. Le budget ne répond pas à tout cela, raison pour laquelle je me suis abstenue », a expliqué Christelle Vuanga, députée nationale. « Ma question était de savoir pourquoi tout l'argent est dirigé vers les institutions, pourquoi on a doublé ou triplé le fonctionnement des institutions alors qu'on a réduit le budget de la santé » ? s'est-elle interrogée.

Ouverture des travaux de la revue annuelle provinciale 2019 du programme de coopération entre la RDC et l'Unicef à Kisangani. Ces travaux qui iront jusqu'à samedi 23 novembre permettront aux participants venus de la Tshopo et du Bas-Uele d'apprécier le niveau de mise en œuvre du plan de travail de cette année. Ils vont également rapporter les progrès accomplis, mesurer les progrès vers les résultats-clé pour les enfants et les femmes dans les provinces de la Tshopo et du Bas-Uele. Au terme de cette revue annuelle, les participants vont tirer des conclusions et élaborer quelques recommandations à l'endroit du gouvernement congolais et de l'Unicef.

Sud-Kivu : des hommes armés abattent le chef de village de Rusankuku et ses quatre enfants. Selon la société civile, l'incident s'est passé au village de Rusankuku, à environ 30 km au Nord de Minembwe-centre, dans le territoire de Mwenga, au Sud-Kivu. La société civile inscrit cet assassinat dans un contexte des conflits intercommunautaires.

Général Hamuli Bahigwa : « La Police a le devoir de protéger la population jusqu'à la fin contre les ADF ». « Les ADF veulent tromper la vigilance de l'armée pour contourner et attaquer la population. Mais les dispositions sont prises depuis que nous sommes là pour renforcer les policiers et faire face à ces attaques », assure le général Hamuli Bahigwa, le Commissaire général de la Police nationale congolaise (PNC) Il parle de la question de sous-effectif et de l'appui de la police aux Fardc dans ces offensives contre les ADF.

Beni : des jeunes érigent des barricades et perturbent la circulation. Les jeunes du groupe de pression de la « véranda Mutshanga » ont barricadé les grandes artères de la ville de Beni en brûlant des pneus à des endroits chauds de la ville. A la suite de cette tension observée dans la ville, la quasi-totalité des activités sont paralysées : « Boutiques, magasins, stations d'essences, et même les écoles n'ont pas fonctionné » Selon le président de la société civile, noyau de Beni, Kizito Bin Hangi, « cette ville morte est spontanée, et est suivie par certains moto-taximen et quelques opérateurs économiques pour dénoncer les massacres à répétition des civils par les ADF, » a-t-il expliqué. La police nationale congolaise est intervenue le matin pour dégager les voies et encadrer certaines manifestations.

Tanganyika : 40% d'enfants de moins de 5 ans accusent un retard de croissance (Unicef). « La gratuité, bien qu'effective depuis le début de cette année scolaire en cours n'a pas pour l'instant résolu le problème d'accès à l'école. Le manque des infrastructures scolaires dans tous les territoires est un facteur aggravant », a-t-il soulevé. Par ailleurs, l'Unicef déplore le faible taux de couverture vaccinale, soit 21%. Tout comme l'enregistrement de l'enfant à la naissance. Seuls 14 % d'enfants du Tanganyika ont pu en bénéficier.

Ituri : après sa destitution, le gouverneur Bamanisa promet de se référer aux cours et tribunaux. Le gouverneur de la province de l'Ituri, Jean Bamanisa Saidi, a rejeté la décision de sa destitution par la majorité des députés provinciaux. 27 élus provinciaux sur les 28 qui comptent cet organe délibérant ont voté, mercredi 20 novembre, la déchéance de Bamanisa. Dans une interview exclusive accordée à Radio Okapi, Jean Bamanisa parle du non-respect de la procédure. Il promet de se référer aux cours et tribunaux pour l'interprétation de la loi. **Les parlementaires de l'Ituri appellent au calme.** La présidente du caucus des parlementaires de l'Ituri, Angèle Tabu appelle la population de l'Ituri au calme : « J'invite tous les jeunes à la retenue. A la police et aux services de sécurité, je vous invite à ne pas vous mêler des affaires politiques mais plutôt de sécuriser la population et ses biens ». Pour elle, les députés provinciaux pouvaient se réunir autour d'une table et régler le problème qui les opposait avec le gouverneur déchu.

Kalemie : une quarantaine de condamnations à l'issue des audiences foraines sur les violences sexuelles à Moba. 37 des 42 dossiers traités en chambre foraine à Moba, concernaient les cas de violences sexuelles et basés sur le genre. Un seul a été acquitté faute de preuve. Les condamnations vont de 6 à 16 ans de prison. « Il y a eu 40 condamnations, et le tribunal l'a fait non pas pour plaire aux partenaires, le tribunal l'a fait en âme et conscience. » Ces audiences ont reçu l'appui financier du HCR et l'ONG AIDES, son partenaire d'exécution.

Kasaï : plusieurs infrastructures publiques et privées menacées par les fortes pluies. Les dernières fortes pluies qui se sont abattues dans la province du Kasaï ont entamé sérieusement la voirie de la cité de Luebo à plus de 200 kms de Tshikapa. Les axes routiers qui relient Luebo à d'autres territoires sont aussi détériorés, a signalé mercredi 20 novembre, le député Leon Mubikayi. Certains bâtiments des services publics dont le bâtiment de l'ancien district du Kasaï, celui du Parquet de Grande Instance, et le siège de la sous-division de l'EPST sont détruits. Pour sa part, Jean-Jacques Kabuya de la société civile locale évoque la détérioration des axes routiers qui sortent de Luebo vers d'autres territoires. Selon lui, l'axe Luebo-Kananga nécessite des remblayages au niveau de la colline de Kanyinganyinga, l'axe Luebo-Mweka est complètement délabré.

Nord-Kivu : arrivée à Beni du gouverneur du Nord Kivu. Il vient s'imprégner de la situation qui prévaut dans la ville et ses environs. Selon la société civile de Beni, en l'intervalle de 9 jours au moins 74 personnes ont été massacrées dans la ville et en territoire de Beni au cours des attaques des ADF pendant que les Fardc sont en offensive contre ce groupe armé.

Ituri : le Bureau de l'Assemblée provinciale barricadé jusqu'à nouvel ordre. Depuis lors, les membres du Bureau de l'Assemblée provinciale ainsi que les autres députés provinciaux n'ont accès à ces installations. Des députés provinciaux qualifient cet acte d'antidémocratique et assurent qu'ils ne changeront rien au résultat du vote de la motion de défiance contre le Gouverneur Jean Bamanisa Saidi. « Nous regrettons amèrement comment le commissaire provincial de la police peut continuer à exécuter les ordres du gouverneur destitué ? », s'est-il lamenté.

Nord-Kivu : marche des défenseurs judiciaires près le tribunal de grande instance de Goma. Les défenseurs judiciaires près le tribunal de grande instance de Goma ont marché pacifiquement mercredi 20 novembre pour contester contre la mesure du Procureur général près la cour d'appel de Goma qui les interdit d'assister leurs clients au niveau du parquet général et de la cour d'appel. Le procureur général près la cour d'appel de Goma, s'est refusé de tout commentaire à ce sujet.

« **Le rétablissement d'une paix durable sur le littoral du Lac Albert passe par le retrait de cette zone, des éléments du Chef rebelle Justin Ngujolo** », l'Amiral Eugide Ngoy. Le plus important est de conjuguer d'abord l'effort que tout ce monde qui constitue un groupe armé de Ngujolo qui se fait passer pour des pêcheurs, mais met une arme dans une pirogue, arrête de tuer. Il existe aussi de gens comme de Kamutasi, Nyasoro qui viennent dans de localités surplombant le littoral du Lac Albert. Ils pratiquent la pêche et à un moment, ils retournent (à la guerre). Le plus important est de sensibiliser ces gens à déposer les armes et profiter de cette opportunité pour que la paix revienne », a-t-il déclaré.

La Monusco invite la presse de Bukavu à diffuser des messages de cohésion sociale afin d'atténuer les conflits entre communautés. Le chef de la Monusco Maniema, Karna Soro, qui s'exprimait le 20 novembre à Bukavu devant les médias, faisait allusion à la situation qui prévaut actuellement dans les moyens et hauts plateaux de Minembwe en territoire de Fizi. « La presse a un rôle capital à jouer car il y a différents messages de haine qui proviennent de tous les groupes ethniques. Il est important que les médias soient des éveilleurs de conscience quand il y a des gens qui dépassent de lignes rouge »

Kinshasa : légère hausse du taux de change. Le marché de change à Kinshasa affiche depuis lundi 18 novembre le taux de 1700 franc congolais pour un dollar américain (1 \$US), alors qu'il y a peu, ce taux était de 1650. La hausse du taux de change que le marché de Kinshasa connaît, selon les spécialistes, est un comportement normal du marché en cette période de fin de l'année. Les fêtes approchent, les opérateurs importateurs ont besoin des devises pour approvisionner le marché.

Les Etats-Unis vont fournir 600 millions USD pour promouvoir la santé, l'éducation et le développement économique, d'ici 2022. Cet accord, signé dans le cadre du Partenariat privilégié pour la paix et la prospérité entre les États-Unis et la RDC, porte l'aide américaine dans ces secteurs à \$1,25 milliard depuis 2015. « A travers l'USAID et d'autres formes d'aide au développement, le gouvernement américain soutient le programme de changement du Président Tshisekedi, comprenant la lutte contre la corruption, l'amélioration des droits de l'homme, la promotion de la stabilité, l'attraction des investissements et l'obtention de résultats pour le peuple congolais », a-t-il ajouté.

Matadi : les élèves dénoncent le phénomène « cotation des cahiers » instauré par les enseignants. Le « Phénomène « cotation des cahiers » rongent plusieurs écoles secondaires de Matadi. Cette pratique instaurée par les enseignants consiste à faire payer aux élèves de l'argent avant la correction d'un devoir, d'une interrogation ou d'un examen. Pourtant, le règlement des écoles l'interdit. Les enseignants perçoivent 1000Fc par cours avant de transcrire les points dans le cahier de côtes. « Moi, j'ai 15 cours. Je dois me battre pour trouver 15.000 fc, sinon, je n'aurai pas des bonnes notes », raconte une élève de la 4^{ème} secondaire, section commerciale et administrative.

Meurtre des experts de l'ONU au Kasai : le déroulement du procès perturbé par l'absence des avocats. C'était déjà le cas lundi. A chaque fois, la Cour a été obligée de renvoyer la cause, constatant que plusieurs prévenus n'étaient pas assistés par leurs avocats. Le président de céans fait ensuite savoir aux accusés que pour certaines raisons qui lui ont été communiquées pendant l'aparté, certains avocats ne se sont pas présentés à l'audience de lundi et à celle d'aujourd'hui. Ngalamulume Beya pousse un coup de gueule, dénonçant des manœuvres : « Si à la prochaine occasion il y a encore des manœuvres pareilles, continuez avec les audiences. Moi je suis déjà fatigué ».

Kananga : la Nouvelle société civile dénonce la spéculation du prix du maïs. Selon Daniel Ntumba, les revendeurs ont racheté tous les sacs de maïs venus d'Angola. Un sac de maïs de 25 kg se négocie à 65.000 FC (39.40 USD) au lieu de 50.000 FC (30.31 USD). La mesurette de 2,5 kg communément appelée Meka se négocie entre 6000 et 7000 FC.

Affaire meurtre de l'AG de Vijana : Dolly Makambo condamné à 10 ans de servitude pénale principale. Dolly Makambo a été reconnu coupable d'incitation à commettre un acte contraire au devoir et à la discipline. Ainsi l'affaire du meurtre de l'administrateur gestionnaire du centre hospitalier Vijana est close au premier degré. M. Makambo et ses coaccusés ont été immédiatement conduits à la prison militaire de Ndolo où ils vont purger leurs peines. Pour rappel, Belvis Nkuku Ilo, administrateur gestionnaire du centre hospitalier Vijana a trouvé la mort lors d'une altercation qu'il a eu avec un groupe de collaborateurs du ministre Dolly Makambo sur le site Vijana à Lingwala dans la ville de Kinshasa, le 30 octobre.

Assemblée nationale : Jacques Lungwana du MLC élu rapporteur adjoint. Sur 406 députés votants, Jacques Lungwana a obtenu 211 voix et a été proclamé élu. Le député Pétillon Mundia a récolté 107 voix et le député Fabrice Puela 86 voix.

Vendredi 22 novembre.

Le HCR lance l'opération de rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains au Sud-Ubangi. Environ 3 500 de ces réfugiés sont concernés. Selon le HCR/Gbadolite, il s'agit des réfugiés centrafricains des camps Mole à Zongo et Boyabu à Libenge. Le programme prévoit deux convois de 400 personnes par semaine. Bangui et diverses préfectures de la République centrafricaine sont les lieux de destination, précise la source. Environ 173 000 réfugiés centrafricains vivent en RDC depuis 2013. Ils avaient fui les violences dans leur pays. Plus de 17 000 étaient au camp Boyabu de Libenge et plus de 14 000 au camp Mole de Zongo.

Le tribunal militaire de Kananga acquitte les 3 élèves officiers accusés de viol. Le tribunal dit avoir constaté des contradictions et de l'incohérence dans les différents récits relatés par la présumée victime lors de son audition au Parquet et au cours des audiences. Les juges parlent de «récits invraisemblables» qui n'ont pas convaincu le tribunal de la certitude des faits reprochés aux prévenus. En outre, le tribunal relève que les prévenus ont apporté des preuves attestant de leur présence le jour présumé du viol à l'académie militaire où les trois élèves officiers sont en formation. Le tribunal déclare ainsi non établie l'infraction de viol d'enfant et acquitte les trois élèves officiers pour doute.

Ituri : deux assaillants tués dans des combats avec l'armée à Pimbo. Jeudi 21 novembre matin, un groupe d'hommes armés a fait incursion dans cette localité, relate la société civile locale. Les assaillants, identifiés aux miliciens de Codeco, ont tiré plusieurs coups de feu en direction du cachot de la police où un de leur était détenu. Après échange de tirs, ces miliciens ont réussi à récupérer leur compagnon d'arme. Ils ont pillé plusieurs maisons. Pour le porte-parole de l'armée en Ituri, le lieutenant Jules Ngongo, deux assaillants ont été neutralisés et un militaire blessé à la jambe. D'autres sources dans la région signalent des pillages de plusieurs boutiques au marché de Pimbo. La population a fui dans la forêt.

Nord-Kivu : 200 enfants exploités sexuellement depuis janvier à Butembo (Parlement d'enfants). Environ deux cents enfants sont exploités sexuellement depuis le mois de janvier jusqu'à ce jour et une centaine d'autres sont associés dans des groupes armés aux alentours de Butembo dans le Nord-Kivu. Le président du Parlement d'enfants de Butembo, Victoire Musongora, indique que plusieurs autres enfants de la ville sont victimes directes et indirectes de la maladie à virus Ebola.

Goma célèbre la journée internationale des droits de l'enfant. Le 20 novembre 1989, l'ONU adoptait à l'unanimité la Convention relative aux droits de l'enfant : les droits de chaque enfant du monde étaient désormais reconnus par un traité international ratifié par 195 Etats. Depuis, le 20 novembre a été déclaré Journée internationale des droits de l'enfant : un temps fort que la Monusco a célébré à l'institut Patemo situé à une douzaine de km du centre-ville de Goma. Quelques salles de classe en bois brun forment un U autour d'une cour couverte de pierres de lave crachées en 2003 par le volcan Nyiragongo situé à une vingtaine de km plus au nord. Lesdites classes ont été récemment construites par le contingent indien du Secteur central de la Monusco basé à Keshero, à une encablure de Goma. Diverses saynètes mettant en avant le

fait que les enfants devraient aller à l'école et non faire la guerre ont émaillé la célébration de la journée. A l'occasion de la journée du 20 novembre, la section Protection de l'enfant de la Monusco a lancé quelques jours avant un concours de dessins auquel plus d'une centaine d'enfants issus des deux ONG et de l'institut ont participé sur le thème de cette année.

Sud Ubangi : une ONG apporte de l'assistance à environ 10 000 victimes des inondations. Le premier lot, constitué d'une cargaison de cinq tonnes de vivres et autres produits, a quitté Gemena jeudi 21 novembre pour Zongo. Ces victimes vont recevoir du riz, du sucre, du niébé, du sel et de l'huile de palme. Elles vont également recevoir des bâches, bidons, gobelets, assiettes, casseroles, des habits et des médicaments. Cette aide vise d'abord les personnes vulnérables, notamment des enfants de 0 à 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les personnes de troisième âge. Jusque-là, les victimes, qui sont pour la plupart des déplacés ne bénéficient pas d'aide humanitaire. Ils sont sans abris et manquent de tout.

Tshopo : le territoire d'Isangi sous les eaux depuis trois semaines. Sept collectivités du Territoire d'Isangi ainsi que la cité portant le même nom se retrouvent sous les eaux, depuis le début du mois. Les maladies telles que la diarrhée se sont déclarées, les élèves ne vont plus aller à l'école et la population est complètement démunie, dit-il. « A Isangi, toute la population est sous les eaux. Les inondations ont dévasté les champs. Les eaux ont envahi les maisons, les écoles et les centres de santé », a décrit l' élu d'Isangi. Les populations touchées n'ont pas d'eau potable, leurs toilettes sont contaminées. Certaines victimes se déplacent vers d'autres villages.

Beni : le commandant de « Sokola 1 » appelle la population au calme, après des manifestations des jeunes observées jeudi 21 et vendredi 22 novembre dans cette partie du Nord-Kivu. « La population doit garder son calme, doit faire confiance en son armée, à la police et même à la Monusco par ce que l'ennemi est en train de faire des propagandes pour essayer de briser notre mariage avec cette population », a déclaré le général Ychaligonza. Selon le général de Brigade Jacques Ychaligonza, les barricades érigées sur les différents axes routiers empêchent les Fardc, la Police et la Monusco de poursuivre leur mission de sécurisation de la population ainsi que les opérations contre les ADF.

Tanganyika : les enseignants nouvellement engagés désertent les salles de classe à Kongolo. Ils protestent ainsi contre leur non-prise en charge ni par l'Etat ni par les parents. « Je suis « nouvelle unité », et les enfants sont abandonnés bien sûr. On nous parle toujours de la gratuité, nous les avons accompagnés depuis le mois de septembre jusqu'aujourd'hui le 20 Novembre, nous ne sommes pas pris en charge ni par les parents, ni par le gouvernement. Alors, vous savez, le ventre creux n'a pont d'oreille », s'est exprimé l'un d'eux. Pour le responsable de cet établissement, dans ces conditions, la tâche devient difficile de maintenir la discipline pour près de 1 200 élèves.

Procès Masudi « Koko Dikoko » : l'UE salue le jugement rendu par le tribunal militaire de garnison de Bukavu. La bande à Koko Dikoko était poursuivie pour des faits insurrectionnels, crime contre l'humanité, viols, meurtres, tortures, esclavage sexuel, pillages. Dans son verdict du mardi 19 novembre, le tribunal militaire de garnison de Bukavu (Sud-Kivu) a condamné l'ancien chef de guerre Frederic Masudi Alimasi, alias « Koko diKoko » à une peine de prison à perpétuité ; le tribunal a condamné aussi ses deux compagnons respectivement à 20 et 15 ans de prison ferme. Pour la délégation de l'UE en RDC, « les condamnations prononcées témoignent de l'engagement de la justice congolaise à lutter contre les crimes les plus graves, en particuliers les violences sexuelles de masse commises contre les populations civiles. Elles marquent une étape significative dans le combat contre les groupes armés et un signal positif dans la lutte contre l'impunité ».

Mbuji-Mayi : 73 détenus de la prison centrale transférés à Kabinda, dans la province de Lomami. Les autorités pénitentiaires affirment que la décision a été prise pour leur permettre d'amorcer sans inquiétude, les travaux de réhabilitation de la prison de Mbuji-Mayi, qui est délabrée. Cette maison carcérale a été construite depuis l'époque coloniale pour une capacité d'accueil de 150 personnes, mais garde actuellement plus de 800 détenus.

Sud-Kivu : la Monusco et la communauté humanitaire s'activent pour assister les déplacés à Bijombo, en territoire d'Uvira. Ainsi plus de 4 000 personnes sont sans abris et manquent de tout. Les enfants malnutris, les femmes parmi lesquelles, certaines accouchent à l'air libre et d'autres ont du mal à accéder aux travaux champêtres. Bijombo est une chaîne montagneuse et difficile d'accès par routes. Un défi logistique considérable pour acheminer l'assistance.

Justice : l'Eglise du Christ au Congo salue la condamnation de Dolly Makambo. L'Eglise du Christ au Congo (ECC), à travers sa commission justice, paix et réconciliation, s'est félicitée de la condamnation à 10 ans de servitude pénale principale du ministre provincial de Kinshasa chargé de l'intérieur Dolly Makambo. « Ce verdict sert de leçon pour la classe politique congolaise », s'est exprimé le porte-parole de l'ECC, le pasteur Eric Senga. D'après lui, « C'est maintenant le temps de parler de l'Etat de droit. Car, condamner un ministre provincial de l'Intérieur, en dépit des manœuvres dilatoires

de l'Assemblée provinciale, traduit clairement la volonté de limiter les déviations du pouvoir politique et la garantie des droits fondamentaux des citoyens. » L'ancien ministre provincial de l'Intérieur a passé sa première nuit en prison.

Meurtre des experts de l'ONU au Kasaï: le barreau annonce le retour des avocats. C'est la réaction du barreau après les deux audiences de la Cour militaire de l'ex-Kasaï-Occidental, écourtées du fait de l'absence de certains avocats qui assistent les personnes poursuivies pour le meurtre des experts de l'ONU au Kasaï. Me Albert Nkashama, membre du conseil de l'ordre du barreau du Kasaï-Central a déclaré : «L'absence de certains confrères aux audiences de lundi et mercredi ne peut pas prêter à des interprétations erronées de la part de certaines personnes mal intentionnées. Nous avons pris l'engagement de défendre les prévenus jusqu'à la fin de ces audiences et de ce procès. Nous allons le faire», déclare-t-il. L'avocat fait état des «contraintes d'ordre humanitaire» qui n'ont pas permis à certains de ses confrères de se présenter lors de deux dernières audiences.

Lancement du programme de consommation durable et de substitution partielle au bois-énergie. Plus d'un million de ménages congolais devront se convertir à l'utilisation des foyers améliorés ainsi que du gaz pour la cuisson dans les foyers. C'est l'un des objectifs que se sont assignés le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Gouvernement de la RDC à travers un programme lancé officiellement jeudi 21 novembre à Kinshasa. Il s'agit du Programme de consommation durable et de substitution partielle au bois-énergie. « C'est un programme qui vise justement à diversifier les sources d'énergie de la RDC, parce que, aujourd'hui le bilan énergétique de la RDC, tel qu'il se présente, il y a une forte prépondérance du bois-énergie, qui représente plus de 94% du poids dans le bilan énergétique de la RDC. Et cela est à la base de la déforestation, de plusieurs maladies dont sont victimes surtout les femmes et les enfants, du fait de l'inhalation de la fumée. Et cela est également à la base de la pauvreté, parce que ça appauvrit le sol, ça perturbe le climat et tout ce qu'on peut imaginer. Le bois-énergie, c'est une longue tradition dans laquelle nous avons évolué, c'est vrai, mais il est aussi temps que nous puissions nous moderniser. Donc, ça fait partie des programmes de modernisation du système énergétique de la RDC.»

Nouvelle manifestation des jeunes et sit-in devant le Quartier général de la MONUSCO à Beni. Des jeunes ont manifesté vendredi 22 novembre pour une troisième journée consécutive à Beni (Nord-Kivu). Les manifestants dénoncent « l'inaction de la Monusco » après la tuerie de sept civils par les rebelles des ADF, lundi 18 novembre à Boikene. Ils ont été dispersés par la police et l'armée à l'aide de tirs de sommation.

« **Les opérations militaires contre les ADF et les autres groupes armés doivent réussir** » (gouverneur du Nord-Kivu). Pour le gouverneur du Nord-Kivu, la réussite de ces opérations sera liée à la franche collaboration entre les civils et l'armée, mais aussi au fait que les jeunes se désolidarisent des groupes armés actifs dans la région. « On peut aujourd'hui avoir détruit la capacité militaire des ADF, mais leur capacité de nuisance pour faire les actes de terrorisme est encore là », a déclaré Carly Nzanzu ? « Mais cela n'est possible qu'avec aussi le soutien de la population. C'est la raison pour laquelle, nous voudrions une fois solliciter cet appui qui a été exprimé par l'ensemble de la population de la ville de Beni et du territoire de Beni. Il a, par ailleurs, déploré certains actes des jeunes commis contre les militaires.

Ituri : les hema et les lendu s'engagent à œuvrer pour la paix. Les communautés vivant sur le littoral du Lac Albert ont pris l'engagement d'œuvrer pour la paix en vue de tirer profit de leurs richesses. Cette résolution a été prise lors du « Dialogue sur la paix » qui s'est clôturé jeudi 21 novembre à Tchomia, au sud de Bunia dans le territoire de Djugu. Durant trois jours, les participants ont réfléchi autour des mécanismes à mettre en place pour faciliter une cohabitation pacifique entre les populations affectée par des conflits armés à répétition.

Butembo : manifestation des jeunes contre les tueries de Beni. Des jeunes membres du groupe de pression « Parlement Debout » du quartier Fourou ont érigé des barricades vendredi 22 novembre sur le boulevard Joseph Kabila à l'entrée Nord de la ville de Butembo (Nord-Kivu). Ils avaient appelé à une journée ville-morte ce jour pour dire non aux tueries enregistrées dans la ville voisine de Beni et dénoncer « l'inaction de la MONUSCO » face à ces tueries. La police a réussi à dégager la route partout où ils avaient mis des barricades. Des blessés par balle et plusieurs arrestations ont été signalés. Le commandant urbain de la police, colonel Richard Mbambi, affirme que quelques manifestants étaient munis d'armes à feu et des machettes. Quelques tirs de sommation se faisaient entendre jusqu'en début de la soirée. Le responsable de ce « Parlement Debout », Léon Tsongo, dresse un bilan de deux civils blessés par balles et plus de quinze personnes interpellées.

Kinshasa : clôture de la Biennale Young Congo. La 1ère édition de la Biennale Young Congo, appelée autrement Congo Biennale, s'est clôturée jeudi 21 novembre à Kinshasa. Quarante artistes, designers, architectes, historiens de l'art, conservateurs et critiques d'art venus des cinq continents ont pris part à cette biennale placée autour du thème : « Transition». Démarré le 20 octobre dernier, Congo Biennale s'est déroulé sur quatre sites. Ce festival international d'art

contemporain, organisé par Kin'Art Studio, a été parrainée par le sculpteur congolais et auteur du batteur de Tam-Tam de la FIKIN, André Lufwa Mawidi.

Samedi 23 novembre.

***Kinshasa : perturbation des enseignements dans les écoles conventionnées.** Dans la majorité de ces écoles, les enseignants campent sur leur position et ne dispensent pas les cours. Les enseignants de ces écoles sont en grève pour réclamer de meilleures conditions de travail et une bonne rémunération. Ils affirment qu'ils ont perdu le pouvoir d'achat avec l'instauration de la gratuité de l'enseignement de base. Leurs nouveaux salaires ne leur permettent plus de renouer les deux bouts du mois.

Le regain de violence risque d'entraver la lutte contre Ebola (OMS). « Nous voulons simplement exprimer à quel point nous sommes alarmés par le fait que le manque d'accès et de sécurité nous empêche maintenant de mettre un terme à cette épidémie », a déclaré le Dr Michael Ryan, directeur des programmes d'urgence de l'OMS, lors d'un point de presse à Genève. « Ces résultats s'expliquent principalement par la poursuite des opérations militaires contre les groupes armés non étatiques et les attaques de représailles contre la population locale », a indiqué l'OMS dans son dernier bulletin daté du jeudi 21 novembre. Et pour le Dr Ryan, il s'agit « d'une évolution très dangereuse et alarmante » dans les efforts pour mettre fin à l'épidémie d'Ebola dans l'est de la RDC ». Sept nouveaux cas d'Ebola la semaine dernière mais plus d'incidents sécuritaires.

Félix Tshisekedi veut éviter que les assemblées provinciales deviennent des lieux de manipulation et de règlement de compte. « Enchaînant avec la question de l'instabilité de nos institutions provinciales, le Chef de l'Etat a déploré cette situation qui n'est pas de nature à faire rayonner une belle image de notre pays à l'extérieur. Le Chef de l'Etat a saisi cette occasion pour recommander au Gouvernement de prendre des mesures pour éviter que les assemblées provinciales deviennent des lieux de manipulation et de règlement de compte. Parmi ces mesures, il a cité l'exigence de libérer régulièrement les frais de fonctionnement et les rémunérations revenant aux différentes provinces. Le Chef de l'Etat a également préconisé l'engagement des réformes en vue de la stabilisation de nos institutions provinciales », a indiqué M. Makelele. Le Conseil des ministres a évoqué notamment des motions de censure à l'égard notamment des gouverneurs de provinces du Kasai-central, Haut-Lomami et Ituri. Il note également la tension à l'assemblée provinciale de Bas-Uélé à la suite de la suspension des plénières par la présidente de l'assemblée provinciale consécutivement à la motion de défiance initiée contre elle.

Gratuité de l'enseignement : les écoles conventionnées et le syndicat des enseignants vont échanger avec la Présidence. Le chef de l'Etat a félicité le gouvernement pour avoir tenu ses engagements en payant les salaires et les frais de fonctionnement des écoles publiques depuis septembre jusqu'à ce jour. Les ministres évoquent le « risque de perturbation du calendrier scolaire dans une grande partie du territoire national à la suite des grèves des enseignants des écoles publiques, conventionnées catholiques et protestantes ». « Leurs revendications portent toujours sur le paiement des enseignants dits « nouvelles unités » et « non payés », ainsi que la suppression des zones salariales, indique le ministre Makelele.

Kananga : la représentante du HCR en RDC attristée par des violences commises sur les femmes au Kasai. Selon elle, plus de 1100 femmes ont été violées au cours de cette année. Elle se dit cependant impressionnée par la générosité des habitants du Kasai qui ont offert leur hospitalité aux nombreux déplacés, refoulés et rapatriés ces dernières années dans la région. Elle l'a dit à la veille de la fin de sa visite de trois jours à Kananga.

Kinshasa : Félix Tshisekedi inaugure la Musée national de la RDC. Situé sur le Boulevard Triomphal, ce musée est le fruit de relations de coopération entre Kinshasa et Seoul. Le musée comprend 3 salles d'exposition, 2 réserves totalisant 1202 objets, un laboratoire de restauration moderne, une salle d'enregistrement sonore professionnel, une salle polyvalente, une salle de conférence, une salle de séminaire, une bibliothèque, un espace prévu pour la cafétéria, un espace prévu pour la boutique des souvenirs, une salle de surveillance de 68 caméras se trouvant dans le musée.

Nord-Kivu : des dégâts énormes après l'incendie du marché central de Goma. L'origine du feu qui a embrasé vers une heure du matin et consumé au moins dix-neuf boutiques, quatre grands dépôts contenant des ordinateurs, des souliers, des fruits et des vivres où s'approvisionnent la quasi-majorité des habitants de Goma en plein centre-ville, n'est pas toujours connu. Le véhicule anti-incendie de la mairie arrivé sur le site du drame, n'a pas pu contenir des rafales des flammes, la quantité d'eau étant insuffisante. Mais plusieurs voisins du marché ont précisé toutefois que l'intervention de cet engin a limité les dégâts et la propagation du feu sur d'autres boutiques ainsi qu'à une station-service, située non loin du marché.

Jean Bamanisa : « Je ne déposerai pas ma démission ». « Je ne déposerai pas ma démission. Je vais respecter toutes les procédures pour réfuter ce message pour lequel je ne connais pas une notification quelconque. Ils ont délocalisé sans prévenir la plénière, ils ne nous ont pas notifié de la nouvelle adresse où ils devraient se rendre, ils ne nous ont pas invité, ils nous ont pas entendu », a déclaré Jean Bamanisa, gouverneur de la province de l'Ituri, évincé par l'assemblée provinciale. Selon lui, la procédure de sa déchéance n'a pas été respectée. Il l'a dit dans une interview exclusive accordée à Radio Okapi à Kinshasa où il répond à l'appel de la vice-primature en charge de l'intérieur.

Sud-Kivu : L'Unicef va débloquer 86 millions de dollars pour la scolarité des enfants, en début de l'année 2020. C'est ce qui ressort des recommandations du programme de coopération entre le gouvernement congolais et l'Unicef. Les experts du ministère du Plan, de la Santé et de la division des Affaires sociales ainsi que ceux de l'Unicef ont réfléchi sur les mécanismes à mettre en place en vue de promouvoir le droit de l'enfant au Sud-Kivu. Ce programme de cinq ans se fixe comme priorité l'amélioration des conditions de vie des enfants qui traversent une vie de misère dans les milieux secoués par la guerre au Sud-Kivu.

Dimanche 24 novembre.

3 morts et plus de 15 blessés au 4e jour des manifestations à Beni. Deux policiers et un militant de la Lucha ont été tués samedi 23 novembre, quatrième jour des manifestations de colère à Beni contre les tueries des civils par des rebelles des ADF. Selon des sources officielles, ce militant a reçu une balle perdue lors des échauffourées qui ont opposé les manifestants à la police. Les jeunes de Beni se sont engagés dans une guerre de pierres contre les policiers qui dégagent les barricades érigées sur les grandes artères de la ville. Selon le colonel Safari, onze policiers ont été blessés, dont neuf pour la seule journée de samedi. Deux autres ont succombé à leurs blessures. Selon des sources hospitalières, six civils ont été aussi blessés lors des échauffourées ce samedi. A la suite à ces manifestations, les activités ont été paralysées dans la ville.

La NDSC plaide pour une mission de type Artémis à Beni. Face à la persistance des tueries des civils dans la région de Beni (Nord-Kivu), la Nouvelle dynamique de la société civile (NDSC) propose de recourir à une mission internationale de type Artémis pour arrêter ces crimes odieux. « La NDSC note que ce qui se passe à Beni n'est en rien différent que le terrorisme que le monde connaît actuellement ; notamment dans le Sahel ainsi qu'au Moyen et le Proche Orient », a déclaré Jean Chrysostome Kijana, décriant « l'indifférence manifeste, coupable voire complice de la communauté internationale » face à ce drame.

Un Antonov s'écrase dans un quartier de Goma, au moins 17 morts. Selon les sources proches de la compagnie BISO BEE, une forte détonation d'un des moteurs a été entendue quelques instants après de décollage de l'appareil. Visiblement, d'après certains observateurs du quartier Mapendo, le pilote aurait tenté vainement de retourner sur son point de départ. L'appareil est allé alors finir sa folle course sur une habitation, où la famille se préparait déjà d'aller à la messe. Tous les passagers et les deux membres d'équipage ainsi que six membres de cette famille ont péri.

Butembo : libération d'environ 30 civils arrêtés dans les zones de combats. Au total, 87 personnes, dont cinq mineurs, avaient été capturées. Selon le magistrat Kumbu Ngoma, 56 avaient été appréhendées à Mwalika et 31 personnes à Karuruma. Parmi les 87 personnes, 27 adultes et 5 mineurs, dont le lien avec les rebelles de les ADF n'a pas été établi, ont été libérées. Les mineurs ont été mis à la disposition de la Monusco, précise-t-il. Le reste, soit une cinquantaine de personnes, sont celles dont le lien avec les rebelles des ADF est établi. Il s'agit notamment de 45 cultivateurs qui auraient reconnu avoir collaboré avec les rebelles en achat et vente de différents produits de première nécessité, dont le sel, les médicaments et autres. Pour l'activiste des droits humains dans la chefferie des Bashu, la plupart des personnes libérées étaient capturées dans le Graben Isale. Nombreuses de celles qui restent en détention avaient été arrêtées dans les villages de Kamwanga, Kiamboho et Kitehe, riverains du parc national des Virunga.

Ituri : afflux des déplacés vers la chefferie de Babila Babombi. Ce mouvement fait suite à une incursion d'hommes armés non autrement identifiés à Mandombi, un village situé à environ 140 km de Mambasa-centre, à la limite avec la province du Nord-Kivu. Les autorités territoriales indiquent qu'une femme a été grièvement blessée par balle et plusieurs bureaux de l'Etat saccagés. Des habitants de cette entité ont trouvé refuge dans plusieurs localités de la chefferie de Babila Babombi ; entre autres Njiapanda, Makumu et Makiki, dans la chefferie de Babila Babombi.

Caritas Congo assiste les sinistrés des inondations au Nord-Ubangi. Cette ASBL catholique a dépêché une délégation pour la remise symbolique de ce don, composé de l'argent, de produits non alimentaires et des intrants de pêche. Ce dernier

volet cible huit mille ménages, repartis dans les diocèses de Molegbe et de Budjala ainsi dans le territoire de Mobayi-Mbongo.

Il y a eu aussi la remise de quatre pirogues, qui serviront aux pêcheurs ayant tout perdu. Ces embarcations, espère cette structure catholique, aideront l'organisation des pêcheurs à reprendre ses activités dans le cadre d'un ancien projet de sécurité alimentaire, dénommé : « un monde sans faim. »

François Grignon : « On ne peut pas participer aux opérations des Fardc si les Fardc ne nous invitent pas. ». François Grignon, représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU chargé de la protection et des opérations en RDC a apporté cette précision dimanche 24 novembre à Kinshasa. Il réagissait ainsi à la suite des manifestations des jeunes de Beni qui accusent la Monusco d'inaction depuis le début de cette offensive le 30 octobre dernier. « Les opérations qui étaient lancées le 30 octobre sont des opérations que les Fardc ont voulu comme étant nationales, sans soutien, sans planification, sans exécution conjointe avec la Monusco. (...) Penser que nous puissions mener des opérations unilatérales sur un théâtre où vous avez déjà les Fardc qui opèrent, c'est complètement illusoire. Vous risquez d'avoir des incidents entre forces amies »

Lundi 26 novembre.

Pour l'ONU, la violence contre les femmes et les filles est l'une des violations plus répandues et dévastatrices dans le monde, mais elle est souvent passée sous silence en raison de l'impunité, de la honte et des inégalités entre les sexes, a souligné l'ONU à l'occasion de la Journée mondiale contre la violence faite aux femmes et aux filles, célébrée le 25 novembre. Un tiers des femmes et des filles subissent des violences physiques ou sexuelles au cours de leur vie, la moitié des femmes tuées dans le monde l'ont été par leur partenaire ou leur famille, et la violence perpétrée contre les femmes est une cause de décès et d'incapacité aussi courante chez les femmes en âge de procréer, que le cancer et une cause de maladie plus grave que les accidents de la route et la malaria réunis. « La violence sexuelle contre les femmes et les filles est enracinée dans des siècles de domination masculine », a-t-il ajouté, rappelant au monde que la stigmatisation, les idées fausses, la sous-déclaration et la mauvaise application des lois perpétuent l'impunité dans les affaires de viol. « Si je pouvais faire exaucer un vœu, ce serait de supprimer totalement le viol », a pour sa part déclaré la directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, dans son message à l'occasion de la Journée. « Le viol n'est pas un acte isolé. Il endommage la chair et se répercute dans la mémoire. Il peut avoir des résultats qui changent la vie, des résultats non choisis - une grossesse ou une maladie transmise », a expliqué Mme Mlambo-Ngcuka, ajoutant que les conséquences d'un acte ponctuel peuvent s'étendre à des effets néfastes à long terme. « Il s'agit d'un effet durable et dévastateur qui touche d'autres personnes : la famille, les amis, les partenaires et les collègues », a-t-elle poursuivi. La Directrice d'ONU Femmes a souligné les vulnérabilités des femmes et des filles.

Les ressources naturelles doivent permettre à réduire les inégalités sociales, recommande la CBFC. « L'une des résolutions est de mobiliser les recettes qui proviennent de nos ressources naturelles et qui doivent être canalisées de manière saine pour arriver à réaliser un projet qui puisse contribuer au bien-être du Congolais, sur le plan de la fiscalité, sur le plan de la bonne gouvernance et sur le plan de la cohésion nationale. Puisque sans cela, la paix sera impossible dans notre pays, étant donné que pour le moment on observe des inégalités criantes entre ceux qui sont extrêmement riches et ceux qui sont extrêmement pauvres », a indiqué le pasteur Faustin Alipanazanga, représentant du collège des pasteurs de l'église locale de la Communauté baptiste du fleuve Congo (CBFC) Gombe.

Beni : manifestation de colère de la population après le meurtre de 8 personnes. La population de Beni manifeste depuis ce lundi 25 matin contre le meurtre de 8 personnes, dimanche 24 novembre à 19h locales rapporte le compte twitter de la police nationale congolaise. La mairie de Beni a été incendiée ajoute la même source.

Insécurité dans le territoire de Beni : des populations se ruent vers la ville de Beni pour se mettre à l'abri. Ces populations fuyant les attaques à répétition des ADF se dirigent vers des agglomérations plus au moins sécurisées, notamment la ville de Beni. Le Bureau de la protection civile en ville de Beni appelle, à cet effet, les chefs de base à identifier ces déplacés internes pour lui permettre de faire un travail de plaidoyer auprès des autorités compétentes en vue d'une assistance humanitaire.

Likasi : des bandits armés tuent deux personnes en l'espace de trois jours. Selon la société civile qui livre ce bilan, le premier cas est survenu dans la nuit de samedi 23 à dimanche 24 novembre dans la commune de Panda. La police nationale Congolaise (PNC)- ville de Likasi a réceptionné douze motos pour faciliter la mobilité de la police et combattre ainsi la criminalité qui semble reprendre du poil de la bête après l'accalmie de quelques mois.

Sud-Kivu : trois filles violées dans une incursion des hommes armés dans un carré minier à Jambo. Quatre personnes ont aussi été blessées et au moins 10 personnes ont été enlevées et prises en otage pour transporter les biens pillés par ces hommes armés, après cette incursion, qui a duré quatre heures. Certaines sources locales attribuent cette incursion aux combattants Raïa Mutomboki Mwilo et Ntarumanga. D'autres sources en revanche indexent les jeunes démobilisés qui intègrent la vie civile avec leurs armes.

Haut-Katanga : coup d'envoi des travaux de la construction de la centrale hydro-électrique de Sombwe. Le coût de ces travaux qui dureront trois ans, est estimé à quatre cent millions de dollars américains (400 000 000 USD) pour une production de 150 Mégawatts. Les travaux consistent en la construction d'une route qui partira de la nationale qui passe par le village de Kalera jusqu'à la rivière Lufira où sera érigée cette centrale hydro-électrique. Cette dernière fournira le courant par le biais d'une ligne haute tension de 200 km qui reliera Sombwe à Fungurume et alimentera plusieurs villages. Ces travaux seront exécutés par l'entreprise Kipay investment en partenariat avec l'entreprise Power China.

L'association des Nations unies invite la Monusco à être plus opérationnelle dans l'Est de la RDC, afin de mettre un terme aux groupes armés qui créent l'insécurité. L'assistante administrative au sein de l'ANU, Clémentine Fatoumata, a lancé cet appel samedi 23 novembre, lors de la journée porte ouverte organisée par cette structure, à Kinshasa. « L'objectif est qu'elle puisse changer sa manière de faire les choses en associant aussi la population locale, les acteurs de certaines sociétés. Et nous en tant que ANU/RDC, nous avons pris l'initiative de réunir les organisations de la société civile pour pouvoir accompagner un peu ce processus de réforme et de la reformulation de la Monusco », a déclaré Clémentine Fatoumata.

Sud-Kivu : l'évêque du diocèse catholique d'Uvira « très préoccupé » par l'insécurité dans l'Est du pays. Mgr Sébastien-Joseph Muyengo, se dit « très préoccupé » par l'insécurité qui sévit dans la partie Est de la RDC, notamment dans les hauts plateaux de Fizi et d'Uvira au Sud-Kivu. Il dénonce l'activisme des groupes armés étrangers qui se battent sur le sol congolais et entretiennent l'insécurité dans les hauts plateaux. « L'autorité de l'Etat devrait être restaurée au travers la police nationale, l'armée et le service de migration en vue de sortir cette partie du pays de l'état de non-droit », a-t-il écrit. Pour l'autorité ecclésiastique, un véritable dialogue interne capable de sortir les communautés de la crise passe aussi par se débarrasser de la région toutes les armées étrangères. Mgr Sébastien-Joseph Muyengo Mulombe tire la sonnette d'alarme sur le problème d'urgence humanitaire des déplacés. Ils ont besoin de la nourriture, de vêtement, d'abris, de médicaments et de l'éducation.

Sud-Kivu : les associations féminines renforcent la campagne contre les mariages précoces et forcés. À l'occasion du lancement lundi 25 novembre des 16 jours d'activisme contre les violences à l'égard de la femme, plusieurs associations féminines du Sud-Kivu renforcent la campagne contre les mariages précoces et forcés. Ces associations veulent sensibiliser les jeunes et les éducateurs sur les causes des mariages précoces, et proposer des solutions durables afin d'y mettre définitivement fin. Le thème retenu cette année est : « Orangez le monde, la génération égalité s'oppose aux viols. »

Goma : le procureur général interdit les défenseurs judiciaires d'assister les clients au parquet. Joseph Dianzonzila dit vouloir ainsi combattre l'escroquerie des clients souvent ignorants ainsi que la corruption décriée dans ce domaine. De son côté, le responsable du Syndicat des défenseurs judiciaire à Goma, Frédéric Kigovi, rejette ces allégations. Il parle de la violation de la constitution par le procureur général.

La paix dans l'Est de la RDC, cheval de bataille du Cardinal Ambongo. Il l'a déclaré lundi 25 novembre, lors de la conférence de presse tenue à Mbandaka (Equateur). Il promet aussi de se battre durant son cardinalat pour le rassemblement du peuple congolais, de la bonne gouvernance à tous les niveaux et de l'amélioration du social des congolais. Fridolin Mbongo a également recommandé l'amour du prochain et la collaboration entre acteurs politiques, en vue de surmonter les défis qui gangrènent actuellement le pays.

Mai-Ndombe : cinq morts et plusieurs disparus dans un naufrage, survenu vendredi 22 novembre sur la rivière Mfimi à Nioki, chef-lieu de la province de Mai-Ndombe. Selon les témoins, l'embarcation en bois dénommée « Staf Presci Daka daka » avait à son bord plus de 150 passagers qui se rendaient à un deuil au village Isaka situé à 16 km de la cite de Nioki. La surcharge serait à la base de cet accident qui fait état d'un bilan provisoire de 5 morts dont 4 femmes et plusieurs disparus.

Crash de Goma : l'identification des corps reste difficile. Plusieurs personnalités ont été calcinées dans cet appareil. Parmi ces victimes se trouvait une figure de la société civile de l'Est de la RDC et coordinatrice de la Solidarité féminine

pour la paix et le développement intégrale, Mame Zawadi Mambo. Dans cet avion se trouvaient plusieurs fonctionnaires, des humanitaires et des familles entières.

Félix Tshisekedi autorise les opérations conjointes Fardc - Monusco à Béni. A l'issue de la réunion du conseil de sécurité, présidée lundi 25 novembre à Kinshasa par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, il a été décidé notamment de la mise en œuvre d'opérations conjointes entre les militaires des Fardc et les casques bleus de la Monusco contre les rebelles des ADF à Beni.

La ministre Lomeya condamne les arrangements à l'amiable avec les auteurs de viols. « Les arrangements à l'amiable et les intimidations, tout ça ce sont des antivaleurs que nous devons dénoncer. Nous devons démontrer aux parents que, lorsque vous faites des arrangements à l'amiable, vous, vous avez peut-être quelques billets de dollars, mais cet enfant-là, sa vie est hypothéquée pour toujours », a déclaré Mme Lomeya, la ministre d'Etat en charge du Genre, Famille et Enfant Selon elle, il faut qu'il y ait vraiment une prise en charge complète de l'enfant victime de violences sexuelles. Les auteurs de ces bévues ne devraient pas restés impunis. A propos des intimidations que font souvent les auteurs de ces violences contre les victimes, a-t-elle reconnu, « il y a du travail à faire. C'est des choses encrées dans les communautés, mais au fur et à mesure que nous continuons avec la sensibilisation, la sanction, nous espérons que d'ici quelques décennies nous pourrions arriver au bout. »

Mardi 26 novembre.

Leïla Zerrougui : « On ne peut pas réussir à protéger la population si on devient nous même une cible ». « Je dis à la population de Beni que je comprends sa colère. Je compatis parce que c'est une population qui a beaucoup souffert, qui a subi beaucoup de pertes, qui est déstabilisée. Mais on ne peut pas réussir à la protéger et à soutenir nos partenaires du gouvernement et des Fardc si on devient nous même une cible. On ne veut pas qu'on soit la cible. On veut qu'on travaille ensemble pour réduire la menace jusqu'à la finir (...) Je demande à la population de ne pas céder à la tentation. La MONUSCO est un partenaire. Les racontars qui sont en train de circuler selon lesquels nous appuyons les ADF ou que nous avons tiré sur la population civile, tout ça c'est de la propagande. Mais nous devons travailler pour corriger, pour améliorer parce que nous n'avons d'autres choix que de gagner ensemble », a recommandé Mme Leïla Zerrougui.

Beni : s'attaquer à la Monusco, c'est faire le jeu des ADF. Le général Patrick Ngwebi Dube, le commandant de la Brigade d'intervention (FIB) : « Je voudrais dire à la population que ce qui se passe en ce moment ici à Beni profite à l'ennemi ; parce que nous FIP, nous continuons à travailler avec les FARDC. Mais sachez que si la population se comporte ainsi, elle doit reconnaître qu'elle vient en appui à l'ennemi. Parce que, lorsque nos installations sont brûlées, cela va retarder la suite de nos actions. » Des jeunes de Beni ont incendié lundi la mairie et une des bases locales de Beni pour manifester leur colère après une nouvelle attaque de rebelles ougandais des ADF perpétrée dimanche dernier au quartier Masiani dans la commune de Mulekera. Au cours de cette attaque, huit civils avaient été tués à l'arme blanche.

Kinshasa : plusieurs morts et plusieurs maisons emportées après une forte pluie. Plusieurs personnes ont trouvé la mort ce mardi 26 novembre au quartier Livulu dans la commune de Lemba après une forte pluie qui est tombée sur la ville de Kinshasa. La même source indique que le glissement de terre au quartier Livulu a emporté plusieurs maisons. Trois personnes ont été tuées dans l'écroulement d'une maison sur l'avenue Béa-Pumbu II au quartier Salongo.

Uvira : 4 civils morts lors des affrontements armés à Minembwe. Quatre civils sont morts dans des combats qui ont opposés lundi 25 novembre les miliciens Gumino aux Maï-Maï à Kabingo et Kisanya, au sud de Minembwe-centr (Sud-Kivu).

Kinshasa : 106, un numéro vert pour dénoncer les violences sexuelles. L'ONG Progrès santé sans prix (PSSP) a mis en place le numéro 106, une ligne gratuite pour dénoncer les violences sexuelles. « 106, c'est un numéro à partager et à vulgariser. C'est un numéro accessible par tous et pour tous. Il est gratuit et les services de call center travaillent 24h/24 et 7 jours sur 7 », a indiqué Dr Hilaire Mbwolie Nsabala, directeur exécutif de l'ONG PSSP. Ce numéro vert a été initié en collaboration avec Cordaid, qui vise à lutter contre les violences sexuelles et la propagation du VIH en RDC.

Grand Kasaï : de nombreux enfants éprouvent encore des difficultés d'accès à l'éducation et aux soins de santé. Cette information est donnée par la cheffe de bureau de l'UNICEF aux Kasaï, Christine Nare Kabore. Elle exprime la volonté de son agence d'accompagner l'exécutif provincial du Kasaï-Central à relever ces défis.

Butembo : la police appelle les manifestants au respect des règles démocratiques pour éviter le dérapage. « Une journée ville morte est une expression de la démocratie. Cette logique de démocratie veut qu'on ne puisse pas imposer cette journée à tout le monde. Evitez de barricader la route. La police agit selon le comportement des manifestants », a averti le commissaire Richard Mbambi Kingana.

Mbusa Nyamwisi appelle la population de Beni au calme. Dans la matinée de lundi 25 novembre, les jeunes de Beni (Nord-Kivu) avaient manifesté pour protester contre le meurtre de huit civils, tués par des rebelles ougandais des ADF. Dans la colère, ils avaient incendié la mairie de la ville et une des bases de la Monusco. « Ce qui est arrivée est vraiment regrettable et nous le condamnons. Nous savons, leur douleur c'est la nôtre. Mais nous en appelons au calme. Il ne faut pas que nous jouions le jeu de l'ennemi en faisant exactement ce que l'ennemi veut que nous fassions pour qu'il nous fasse davantage mal. Je pense que les autorités ont entendu les cris de cœur de la population de Beni », a fait savoir l'ancien ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération régionale.

Nord-Kivu : le gouverneur Carly Nzanzu décrète un couvre-feu à Beni. « Vue l'urgence de restaurer l'ordre public, ainsi que la sécurité des personnes et des leurs biens, il a été décrété, jusqu'à nouvel ordre, un couvre-feu entre 18 heures et 6 heures du matin dans les entités ci-après ; Beni-ville, Mbau, Mavivi, Oïcha, Kokola, Maimoya et Eringeti », a déclaré, le Ministre Jean Bosco Sebishimbo, ministre provincial de l'Intérieur, Défense et sécurité et porte-parole du gouvernement provincial.

Lubumbashi : fin des travaux de la 13e session de la commission permanente mixte régionale des provinces. Les travaux de la 13e session de la commission permanente mixte régionale des provinces du Haut-Katanga, Lualaba et Tanganyika ainsi que les provinces Zambiennes de Copperbelt, Luapula Northen et North Western se sont clôturés lundi 25 novembre à Lubumbashi. De samedi 23 à lundi 25 novembre, les participants ont planché sur des questions relatives à la défense et à la sécurité, à l'économie et au socio-culturel. S'agissant de la lutte contre les crimes transfrontaliers tels que la contrebande, le vol des véhicules, la migration illégale, le trafic de la drogue et des êtres humains qui constituent une menace permanente à la sécurité des deux pays, la commission s'est engagée à les combattre sous toutes leurs formes en intensifiant des opérations conjointes visant à renforcer et à favoriser l'échange d'information à tous les niveaux. En rapport avec les ressortissants des deux pays en situation irrégulière de part et d'autre de la frontière, les deux délégations conviennent de se référer aux instruments légaux pour l'échange d'informations chaque fois que le besoin se fera sentir. Sur le plan économique, la lutte contre la fraude douanière notamment les transbordements des marchandises à destination de la RDC dans les dépôts situés en Zambie étaient préconisés.

Nord-Kivu : la ville de Goma sous tension et déploiement des policiers et militaires. Un déploiement important des éléments de la police anti-émeutes s'observe sur des ronds-points, visiblement pour empêcher les débordements des manifestations. Les trois points chauds des manifestations notamment l'axe RVA-Université de Goma et 3 paillotes, dans l'ouest de la Ville, Majengo-Mutinga et axe Aéroport dans le nord de la Ville. Les manifestants essaient de barricader les routes en y mettant des pierres et y brûlant des pneus. Quelques jeunes se réclamant être de la Lucha mais, aussi les étudiants de l'Université de Goma (UNIGOM) et plusieurs habitants, manifestaient sur différents axes routiers. Selon les témoins, ces jeunes de la Lucha se relayaient tour à tour jusqu'au petit matin, pour, selon eux, protester contre les massacres des civiles ainsi que l'assassinat de l'un des leurs à Beni. Ils exigeaient aussi, le départ de la Monusco.

La Cenco prône l'élaboration d'un programme d'urgence sur la situation sécuritaire à Beni et Minembwe. Ce programme, selon un communiqué de la Cenco signé par son président, Mgr Marcel Utembi, visera à créer un climat d'apaisement et de mettre définitivement fin aux hostilités dans cette partie du pays. Par ailleurs, la Cenco propose de restaurer l'autorité de l'Etat au travers des services de la police nationale, de l'armée, de la migration, afin de sortir cette partie du pays de l'arbitraire. Elle appelle à réaliser un programme de solidarité nationale pour assurer une aide humanitaire aux personnes sinistrées en l'occurrence les déplacés, mais aussi les personnes restées sur place dans les zones à conflits. Faute de solution appropriée, la situation qui perdure à Beni-ville et Territoire ainsi que dans les Hauts Plateaux de Minembwe risque d'entraîner le pays dans un cycle de violence qui empêchera l'amélioration des conditions de vie des congolais et la stabilité du pays. Aussi, la Cenco souhaite-t-elle la tenue d'un dialogue au national pour favoriser un climat de justice, de paix et de réconciliation entre les communautés antagonistes. Les affrontements armés de Minembwe, indique Mgr Marcel Utembi, sont alimentés par des troupes étrangères qui se servent de ces conflits pour se battre sur le territoire congolais.

Bas-Uele : un adjudant en chef des Fardc condamné à 20 ans de prison pour viol sur mineurs. L'adjudant en chef Mulumba Tshimpanga est reconnu coupable du double viol des deux fillettes âgées respectivement de 3 et 4 ans, en date du 22 novembre 2019. Acheminé à Buta après son forfait, il a été ramené lundi 25 novembre sur le lieu de crime pour la

poursuite de la chambre foraine entamée depuis samedi dernier à Buta. Plusieurs griefs lui ont été chargés, notamment dissipation de munition de guerre, perte d'arme et violation des consignes. Faisant application de l'article 7 du code pénal militaire, le Tribunal militaire de garnison a condamné le prévenu à une peine unique, soit 20 ans de prison ferme et à une amende de 1 million de FC.

Ituri : le projet budgétaire 2020 déposé à la Cour d'Appel. Le Gouvernement provincial de l'Ituri a déposé lundi 25 novembre, par l'entremise de son avocat conseil, le projet d'Edit budgétaire 2020 au Greffe principal de la Cour d'Appel de l'Ituri à Bunia, après avoir fait le constant de la fermeture du bureau de l'Assemblée provinciale. Ce projet d'Edit budgétaire pour l'exercice 2020 est évalué en recettes et en dépenses à un peu plus de 217 milliards de Francs congolais (127.647.058\$usd). Le Gouverneur intérimaire, Ucirican Bule, affirme que l'objectif est de respecter le délai établi par la loi pour le dépôt de ce document, à savoir le 25 novembre de chaque année.

Crash de l'avion à Goma : le parquet ouvre l'enquête. Le parquet de Goma a ouvert lundi 25 les enquêtes pour déterminer les causes exactes du crash qui a coûté la vie à 27 personnes à Goma. Les sources proches de l'Autorité de l'aviation civile à Goma parlent d'une succession des pannes techniques survenues sur le Dornier 228-200, immatriculée 9s-GNH depuis le 15 novembre 2019. Nos sources précisent aussi qu'un autre problème est celui d'assurance des personnes tuées sur le lieu du crash. Elles ne seraient pas couvertes par l'assurance de la compagnie, disent-elles.

Beni : les activités restent toujours paralysées dans la ville. Les maisons de commerce, banques, écoles et les stations d'essence n'ont pas ouvert les portes malgré le calme observé mardi 26 novembre, après cinq jours des manifestations de colère contre les massacres des civils par les ADF dans la région. Selon le commandant de la PNC dans la ville de Beni le Colonel Safari Kazingufu, quinze policiers, cinq militaires Fardc et seize civils ont été grièvement blessés. La même source renseigne que quatre civils ont été tués et seize autres personnes arrêtées et poursuivies pour avoir incendié la mairie de Beni et le bureau de la Monusco au quartier Boikene.

Nord-Kivu: un mort dans les manifestations à Butembo. Un manifestant a succombé de ses blessures lors des manifestations organisées par la population mardi 26 novembre à Butembo. Selon les sources locales, les manifestants qui sont pour la plupart des jeunes cherchaient à s'attaquer à plusieurs employés des Nations-Unies, installés au centre d'accueil de Kikyo. La police a fait usage de gaz lacrymogène et des tirs de sommation pour les disperser. Les manifestants ont opposé une résistance farouche à la police qui les a pourchassés. Le maire de la ville appelle la population au calme et à ne pas adhérer à ces groupes des jeunes qu'il qualifie « d'inciviques ».

Sud-Kivu : des combats opposent les Fardc aux groupes armés dans les hauts plateaux de Kalehe. « Ces opérations viennent d'être lancées ce mardi matin. Pour l'instant, les forces armées ont récupéré plusieurs localités qui étaient jadis sous contrôle de ces groupes armés. Nous pouvons citer Rutare, Disasimana, Njanjo. Les forces armées continuent à pourchasser l'ennemi pour le mettre hors d'état de nuire », a déclaré le capitaine Dieudonne Kasereka. Plus de 14 milles personnes ont fui ces combats depuis ce matin. La plupart d'entre elles se dirigent vers le territoire de Walikale au Nord-Kivu, tandis que d'autres se regroupent au tour du camp de la Monusco à Bibatama.

Le FCC en retraite à Kisantu. « Nous voulons évaluer la marche du Front commun pour le Congo, depuis sa création jusqu'à ce jour, et répondre à deux défis majeurs : le premier défi, c'est la gouvernance (...) Nous n'avons pas pu avoir la présidence de la République. Mais, le Front commun pour le Congo a eu à gagner les élections à tous les autres niveaux. Donc, nous sommes en train de gouverner le pays et nous devons relever ce défi de la gouvernance », a expliqué Felix Kabange, membre du comité organisateur. « Nous allons jeter les jalons de 2023, où nous voulons faire mieux », a-t-il poursuivi.

Plus de 30 morts après la pluie à Kinshasa. Plus de trente personnes sont mortes à la suite de la pluie diluvienne, qui s'est abattue sur Kinshasa dans la nuit de lundi à mardi 26 novembre. Des dégâts matériels importants sont aussi enregistrés, dont des écroulements des maisons et des coupures des routes. Les avenues Kyanza, reliant les communes de Ngaba et Lemba, et Université, menant vers l'UNIKIN, se sont coupées en deux, perturbant totalement la circulation. La route de l'Université est coupée par un ravin de plus de 20 mètres de profondeur. Cet après-midi, le Chef de l'Etat Félix Tshisekedi est allé s'enquérir de la situation sur le terrain. Il a commencé par la route Kyanza ; avant de se rendre au plus gros des éboulements enregistrés ce jour, celui de la commune de Lemba au quartier Livulu vers l'arrêt Trinité.

Kinshasa : Gabriel Mokia aux arrêts. Gabriel Mokia, candidat malheureux à la présidentielle de décembre 2018, a été arrêté mardi 26 novembre à Kinshasa. Il est poursuivi pour tentative de meurtre. Le général Kasongo affirme que le prévenu « a expliqué l'acte d'agression commis par lui à l'aide de son véhicule contre mademoiselle Lisombo Poso », en date du 22

novembre : « Ç'a été fait sciemment. Après la discussion entre son garde du corps et la victime, lui (Mokia) est venu avec son véhicule pour cogner la dame (...) Ce n'était pas un accident de circulation puisque. »

Mercredi 27 novembre.

Nord-Kivu : retour au calme à Butembo après une journée marquée par de manifestations Le calme est revenu depuis mardi 26 novembre soir dans la ville de Butembo au Nord-Kivu. Les dernières nouvelles des responsables de la ville et de la police avancent un bilan de deux morts parmi les manifestants. L'on compte aussi certains blessés. Le maire de la ville et le commandant urbain de la police nationale congolaise promettent de réunir tous les éléments avant de donner un bilan officiel.

Dégâts de pluie à Kinshasa : Félix Tshisekedi ordonne la réhabilitation urgente des ouvrages endommagés. Le Président Félix Tshisekedi a ordonné mardi 26 novembre les travaux d'urgence pour la réhabilitation de l'avenue de l'université, coupée par les eaux de pluie qui s'est abattue à Kinshasa dans la nuit de lundi à mardi, causant ainsi d'importants dégâts. Il a aussi ordonné que les travaux soient entamés dès ce mercredi 27 novembre au quartier Livulu, où l'on trouve une crevasse qui a englouti plusieurs maisons d'habitation non loin de la paroisse catholique Elimo Santu. Plusieurs personnes sont disparues et d'autres encore sont contraintes d'abandonner leurs maisons menacées d'écroulement. Le Chef de l'Etat, accompagné de la première dame, Denise Nyakeru, ont visité les sites les plus touchés.

Routes coupées à Kinshasa : Sylvestre Ilunga exhorte les Congolais à plus de civisme dans la gestion de leur environnement. « Le gouvernement lance un appel à la population pour l'exhorter à plus de civisme dans la gestion de son environnement notamment, en évitant de jeter les immondices dans les caniveaux et en s'abstenant d'ériger des maisons d'habitations dans des zones inondables ou sujettes à érosions aussi bien à Kinshasa que dans les autres villes du pays », indique la Primature. Des moyens financiers et matériels ont été mobilisés pour que dès ce mercredi 27 novembre matin, les équipes d'intervention de l'OVD et du Génie militaire soient à pied d'œuvre pour réparer les dégâts.

Ituri : 70 camions citernes bloqués à Mahagi par manque de paiement de taxe à l'OGEFREM. Ces engins en provenance de Mombasa (Kenya) sont immobilisés pour n'avoir pas payés la taxe de cent dollars américains exigés par l'Office de Gestion du Fret multimodal, a dénoncé mardi 26 novembre le président des importateurs des produits pétroliers, Daniel Mugisa. Daniel Mugisa indique que cette taxe ne figure pas dans la structure des prix des produits pétroliers. « Face à cette situation, nous risquons qu'il y ait carence des produits pétroliers dans la ville. Nous avons refusé de payer cette taxe illégale ».

Tanganyika : l'armée contrôle de nouveau Nyunzu. « Nous avons justement deux secteurs ici dans le territoire de Nyunzu. Le secteur Nord-Lukuga et le secteur Sud-Lukuga. Au Sud, ça je vous assure qu'il y a du calme. Nous avons déployé nos éléments au niveau de Ngombe Mwana qui font des patrouilles en profondeur au-delà de Ngombe Mwana pour essayer de pacifier totalement le terrain... Du côté Nord-Lukuga, nous avons entamé des opérations. Au moment où je vous parle, Kilunga est dans nos mains », a-t-il déclaré. Selon lui, les secteurs de Mudimbe et Mukundi sont les objectifs finals des assauts de l'armée dans le Tanganyika.

Crise alimentaire à Kananga : le gouvernement appelé à mettre en place une cellule de crise. « Cette cellule de crise devra avoir la mission de mobiliser les intelligences, approcher les agences du système des Nations unies pour qu'on nous vienne en aide », a indiqué Kenir Kenandi. Il a fait savoir que la crise sociale et économique se manifeste par la flambée des prix des denrées alimentaires de première nécessité sur les marchés de Kananga.

Nord-Kivu : la tension est encore perceptible au troisième jour des manifestations à Goma. Les militants du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) et quelques jeunes manifestent pacifiquement depuis trois jours sur les rues de Goma au Nord-Kivu. Aucun incident n'est signalé mercredi 26 novembre matin, mais la tension est perceptible dans la ville. Par ailleurs, d'autres jeunes ont encore placé des barricades dans les rues des quartiers Nord de la ville sur l'axe Majendo-Mutinga. Les policiers anti-émeutes et ceux de la police militaire sont déployés partout dans la ville, et devant les principales bases de la Monusco pour prévenir tout débordement.

Nord-Kivu : la Monusco et les Fardc planifient des opérations conjointes contre les ADF. Le chef d'Etat-major des Fardc, le général Célestin Mbala, a déclaré que cette reprise est la mise en œuvre des décisions du conseil de sécurité nationale élargie à la Monusco prises lundi à Kinshasa entre les deux parties. « La décision hier (lundi) était de reprendre les opérations conjointes contre les ADF, de renforcer notre dispositif de partenariat, de faire en sorte de regagner la confiance des populations qui, aujourd'hui nous a lancé un cri d'alarme et un cri de désespoir, nous devons y répondre, mais nous

sommes résolus de faire en sorte que ce partenariat puisse délivrer des résultats plus efficaces pour protéger les civils », a déclaré François Grignon.

Sud-Kivu : la société civile demande à la Monusco de communiquer davantage sur ses actions sur le terrain. Selon une militante du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha), Judith Marroy, les participants sont tous tombés d'accord qu'à un certain niveau, « la protection des civils est un échec pour la Monusco » « Elle devrait améliorer sa façon de communiquer. Il y avait un déficit de communication. Elle ne communique pas sur tout ce qu'elle fait. Parfois elle est taxée parce que la population ne sait pas effectivement ce qu'elle fait sur le terrain », estime-t-elle. Même si la Monusco a des failles dans la protection des civiles, Judith Marroy a reconnu une évolution positive de la situation des droits humains grâce à la Mission onusienne. Pour sa part, la Monusco/ Sud-Kivu a pris l'engagement d'une collaboration accentuée et des échanges d'information de façon plus soutenue et pro active dans l'objectif de combattre la désinformation et la propagation des nouvelles de nature à déstabiliser la province.

Bas-Uele : la présidente de l'assemblée provinciale empêchée d'accéder à l'hémicycle. Un groupe de huit députés provinciaux a érigé des barricades devant l'entrée de l'assemblée. Ces députés l'accusent d'incompétence. Ils soutiennent qu'ils n'ont plus confiance à la présidente de l'assemblée provinciale. De son côté, Augustine Dako affirme qu'il s'agit des provocations pour créer des troubles au sein de l'assemblée provinciale. A cause de ce climat, les activités restent paralysées à l'assemblée provinciale du Bas-Uele. Les séances plénières convoquées depuis le début de semaine n'ont pas eu lieu à Buta.

Nord-Kivu : les activités scolaires perturbées à Butembo. Des jeunes manifestants ont créé des troubles en jetant des projectiles sur les bâtiments scolaires dans plusieurs quartiers de la ville. Quelques élèves affirment que des manifestants identifiés aux membres de la Véranda Mutsanga, ont vandalisé leurs bâtiments scolaires. Par prudence, les autorités scolaires ont demandé aux élèves de regagner leurs domiciles. La nouvelle s'est propagée dans toutes les autres écoles, qui ont également arrêté les cours et demandé aux élèves de rentrer maison. Un des représentants du groupe de pression véranda Mutsanga M. Akili Mali dit avoir demandé à ses membres de laisser les écoles fonctionner. La véranda Mutsanga se dit préoccupée actuellement par le programme d'inhumation du manifestant tué par balle mardi 26 novembre, dans le quartier qui porte le même nom.

Nord-Kivu : inhumation du militant de la Lucha, tué lors des manifestations à Beni. Le militant du mouvement citoyen Lutte pour le changement, Obadi Kanzogha sera inhumé mercredi 27 novembre à Beni (Nord-Kivu). Il a été tué samedi 23 novembre dernier lors des échauffourées avec la police durant les manifestations. Un autre militant de la Lucha, affirme que tout est mis en place pour que ce jeune militant soit enterré dans le calme et la dignité. Tous les militants des différents groupes de pressions, notamment la Véranda Mutshanga, La Lucha, Je suis Beni, et toutes les associations des mototaxis se sont donné rendez-vous pour rendre un dernier hommage à ce militant de la Lucha.

Nord-Kivu : François Grignon et le général Lion sont arrivés à Beni. La délégation est venue pour prendre la mesure de la situation qui prévaut actuellement à Beni. Sur place, elle a immédiatement rencontré le commandant de la Brigade d'intervention rapide, le général Patrick Dube pour un point de la situation militaire. Toutes les activités restent paralysées dans la ville. Boutiques, écoles, marchés et banques sont restés fermés depuis 8 jours maintenant. La population proteste contre les tueries des civils par les rebelles ougandais des ADF. Plus de 50 personnes sont mortes à la suite de ces tueries.

Kasaï : l'assemblée provinciale adopte 102 millions USD pour le budget 2020. Ce projet repose sur deux axes principaux: la pacification de la province et l'amélioration du bien-être de la population. Ce bien-être passe par la réhabilitation des routes de desserte agricole pour désenclaver la province, la modernisation du secteur agricole, la lutte antiérosive dans les cinq territoires et la ville de Tshikapa, et le renouvellement des contacts avec les bailleurs pour la transformation du secteur minier. Ce projet prend aussi en compte l'assainissement des recettes locales qui passe par la réforme de la Direction générale des recettes du Kasaï.

Uvira : le chef du quartier Musenyi tué par des inconnus. Le corps de la victime a été retrouvé allongé dans les enceintes du marché de Sange. Il présentait les traces de blessures à l'aide de machette au niveau du cou.

Kasaï-Oriental : suspension des médecins, infirmiers et agents administratifs de l'hôpital général de référence de Tshilenge. Dans son arrêté, il leur reproche d'avoir détourné environ 92 000 USD. « Ils ont tenté de justifier ce détournement à travers la fabrication des dossiers des malades fictifs afin d'augmenter le volume des fonds à bénéficier auprès des partenaires, l'utilisation des carnets des reçus parallèles, la mauvaise saisie des factures des soins, la falsification des reçus de preuves de paiement », précise l'arrêté provincial signé par le gouverneur « À la suite des griefs portés à leurs

charges, les autorités estiment que ces médecins, infirmiers et agents administratifs de l'HGR de Tshilenge ont créé un réseau mafieux de nature à ternir l'image de l'administration publique et à détériorer la confiance des partenaires qui appuient le secteur de la santé dans la province », ajoute le document.

Equateur : l'exécutif provincial propose un budget de 89, 426 millions USD. Selon le ministre provincial du plan et du budget, Jean-Claude Mbongo, ce budget connaît un accroissement de 138 %, par rapport à celui de 2019. « Les salaires des enseignants et des prestataires du ministère de santé ont été augmentés. Contrairement à l'année passée, le gouvernement provincial a travaillé pour que les recettes de la province augmentent. Nous sommes passés de 3 à 4 milliards. » Selon lui, les priorités du ministère provincial restent la réfection et la construction des routes de desserte agricole pour permettre l'évacuation de produits alimentaires de l'intérieur vers les centres urbains. « Nous allons construire des écoles. Nous comptons électrifier la province et mettre fin au coulage des recettes de la province avec des barrières qui seront érigées »

Affaire subornation des témoins à la CPI : la condamnation de Jean-Pierre Bemba confirmée : un an de prison et 300 000 euros d'amendes. Par son arrêt d'appel, elle rejette tous les trois moyens évoqués par Bemba portant sur les erreurs de la décision de la chambre de première instance. Jean-Pierre Bemba avait été donc condamné à un an d'emprisonnement et 300.000 euros d'amendes. Le condamné est allé en appel contre cette décision. « Donc, aujourd'hui la Chambre d'appel a rejeté les moyens d'appel qui étaient soulevés par Mr Jean-Pierre Bemba et donc a confirmé la décision portant sur la fixation des nouvelles peines ; tel que c'était prononcé par la chambre de première instance 7 », a expliqué la même source.

Lancement de la campagne de vaccination contre la rougeole. La campagne de vaccination contre la rougeole a été lancée mercredi 27 novembre pour la ville de Kinshasa et neuf provinces de la RDC. Plus de dix-huit millions d'enfants de six à cinquante-neuf mois sont ciblés à travers le pays, affirme le coordonnateur national du comité de coordination de lutte contre la rougeole (CCNR), docteur Luthongo Paluku Gaston. « Notre pays est en train de connaître une grande épidémie de rougeole. Et depuis 2011, notre pays connaît toujours de recrudescence de cas de rougeole, et ce n'est plus une épidémie, c'est devenu même endémique. »

Jeudi 28 novembre.

Ituri : un nouveau cas d'Ebola inquiète les autorités. Un cas positif d'Ebola a été enregistré le week-end dans la zone de santé de Lolwa, a indiqué mercredi 27 novembre l'administrateur du territoire de Mambasa (Ituri), après environ deux semaines d'absence de nouveaux cas positifs notamment à Lwemba, épicerie de cette épidémie. Il redoute la propagation de cette maladie dans cette zone, où affluent des déplacés de Beni et Oicha (Nord-Kivu) qui fuient les attaques des rebelles ADF.

Beni : au moins 15 civils tués dans une nouvelle attaque des ADF à Meleki. Selon des sources de la société civile locale, les assaillants auraient surpris chacun des paysans chez lui ou dans son champ. D'après la même source, 15 corps sans vie ont été levés du lieu de leur exécution. Parmi eux, on dénombre 9 hommes et 6 Femmes. Les victimes ont été presque toutes été décapitées à la machette. Les assaillants se seraient retirés de la zone avant l'arrivée des Fardc, alertées par la population.

François Grignon : « Il y a la volonté ferme de la Monusco et des Fardc de renforcer le dispositif de protection des civils ». D'après François Grignon, arrivé mercredi 27 novembre à Beni au Nord-Kivu, au cours de cette rencontre au quartier général des Fardc, il a été décidé des modalités de travail pour des opérations conjointes Fardc-Monusco contre les rebelles ougandais des ADF, actifs dans la région de Beni. François Grignon se confie à Radio Okapi. **L'installation d'un quartier général avancé de l'armée à Beni.** Pour la notabilité de la ville de Beni cette décision salutaire qui est une réponse aux multiples demandes de la population de ce territoire, est non seulement une assurance pour elle, mais aussi, une assurance pour le bon avancement des opérations militaires contre les groupes armés. « Tout en saluant cette mesure, nous voudrions encourager le chef d'état-major général des Fardc et le commissaire général de la police ainsi que la Monusco, à convenir urgemment d'un plan de contingence en vue de sécuriser les civils dans la ville, les villages et les agglomérations du territoire de Beni contre des éventuels actes de représailles des terroristes ADF », a déclaré l'un des notables de la ville de Beni. Les notables ont souligné la « nécessité de continuer à mettre en confiance la population civile dans cette zone opérationnelle. »

Kwilu : 65 cas de décès de rougeole enregistrés en 5 mois. "Vous êtes sans ignorés que la zone sante de Bandundu connaît jusqu'aujourd'hui une épidémie de la rougeole dont nous comptons jusque à cette semaine 1250 cas avec 65 décès dont 48 décès de moins de 5 ans et 17 décès de plus de 5 ans, » a indiqué Steve Matoma, le médecin chef de zone. Pour

faire face à cette épidémie qui sévit dans cette zone de sante et dans bien d'autres parties du pays, une campagne de vaccination va se dérouler du 29 novembre au 3 décembre sur toute l'étendue de la RDC.

Violences sexuelles : La police nationale congolaise lance l'opération « BASADI IX», qui consiste à cibler et à arrêter les personnes recherchées pour les cas de violences faites aux femmes et aux enfants. Pour le commissaire général adjoint de la police le Général Jean Baelongandi, cette opération de trois jours a été instaurée conformément aux dispositions des Nations Unies par rapport aux luttes contre les violences sexuelles. L'opération « BASADI IX» se déroule simultanément à travers tous les pays membres de la SADC, où il a été observé la réduction sensible du pourcentage des crimes des violences contre les femmes et les enfants. « En RDC, la police nationale a été associée et onze provinces ont été ciblées. Il s'agit de Kinshasa, Kwilu, Haut-Katanga, Nord et Sud-Kivu, Kongo-Central, Tshopo, Kasai-Oriental et Central, Maniema et Lualaba. »

Ituri : 4 morts lors d'une attaque des Mai-Mai à Biakato (autorité locale). « Tout est parti vers vingt-trois heures locales lorsque des hommes armés ont fait incursion dans ces deux villages du Territoire de Mambasa. ». D'autres sources confirment que ces attaques ont visé les sites de riposte contre la maladie à virus Ebola. « Ils se sont pris à une équipe de riposte où ils ont tiré des coups de feu faisant plusieurs victimes. ». Le Responsable de l'ONG Codepaf parle de 4 personnes qui auraient été grièvement blessées, des véhicules brûlés, des maisons vandalisées et plusieurs personnes portées disparues.

Goma : visite de la sous-secrétaire générale des Nations unies et défenseure des droits des victimes dans 3 structures médicales. Pour elle, si les volets médical et psychosocial sont bien assurés dans ces structures médicales, le volet juridique reste encore faible. Car, dit-elle, c'est parce que les bourreaux ne sont pas sanctionnés par la justice. « Le volet juridique, c'est un problème en général au niveau du pays. Peut-être. Les autorités juridiques doivent se mettre ensemble pour aider la population à combattre les violences à tous les niveaux. Les bourreaux doivent être sanctionnés. Si toutes les décisions sont prises pour protéger les victimes, je crois que cela peut aussi diminuer le taux des violences dans notre pays. L'autre défi, c'est la prise en charge des enfants ou des nouveau-nés issus de ces femmes qui ont été enceintes par les agents des Nations unies. Nous croyons que, elle va plaider pour la meilleure prise en charge, d'abord, de ces victimes qui ont droit à la vie ; et beaucoup plus pour leur réinsertion », a-t-il déclaré le médecin chef de staff de l'hôpital Kyeshero. Ces trois structures médicales visitées par Mme Jane Connors prennent en charge gratuitement plus de quatre cents survivantes des abus et exploitation sexuels avec l'appui des partenaires internationaux.

La Monusco « ni résignée, ni indifférente » aux attaques des ADF à Beni. « Nous tenons à réaffirmer que nous ne sommes ni résignés, ni indifférents aux terribles agissements des ADF. 14 attaques attribuées aux ADF et 80 morts depuis le 30 octobre, cette situation est inacceptable », a dénoncé Mathias Gillmann. Il dit comprendre parfaitement la colère de la population mais souligne que s'attaquer aux installations de la Monusco ou aux bâtiments de l'Etat ne résout pas le problème. Au contraire, cela fait le jeu de l'Ennemi. La Mission onusienne dit tout mettre en œuvre pour mettre fin à ces attaques en collaboration avec les Forces armées de la RDC. « Il est important de souligner que toute entrave ou diversion empêchant le bon déroulement des opérations de sécurisation fait le jeu des ADF. S'attaquer aux installations de la Monusco et aux bâtiments institutionnels ne fait qu'affaiblir la lutte contre ce groupe et les autres groupes armés.

Nord-Ubangi : les victimes des inondations reçoivent de l'assistance. L'ONG dénommée « Jeunesse responsable du nord Ubangi » a commencé à apporter depuis mercredi 27 novembre, son assistance humanitaire aux nombreux sinistrés des inondations dans la province. Cent ménages ont reçu des vivres et d'autres produits non alimentaires dans la cité de Mobayi-Mbongo à 25 kilomètres de Gbadolite. Cette collecte est le fruit de l'opération dite de solidarité provinciale aux sinistrés. Elle a consisté à la collecte des fonds et des biens auprès des populations locales et hommes de bonne volonté. Selon le président de la Jeunesse responsable, les victimes les plus vulnérables ont reçu aussi chacun cinq mille Francs congolais.

Sindika Dokolo appelle les mouvements citoyens à rester mobilisés pour la promotion des valeurs. Le mouvement citoyen « Les Congolais Debout » de Sindika Dokolo tient ses premières assises nationales depuis jeudi 28 novembre à Kinshasa. Pour lui, la RDC traverse une situation où se trouve, d'un côté, « une partie du pouvoir qui incarne le désir de changement, de réformes, d'amélioration, qui était le seul grand message qui est sorti de ces élections. Et de l'autre côté, on sent la résurgence des forces réactionnaires qui voudraient revenir à un état de choses qui était celui d'avant les élections. » Il est fondamental que l'ensemble des mouvements citoyens et la population congolaise s'engagent pour s'assurer que le changement est quelque chose d'irréversible, poursuit-il. Sindika Dokolo précise par ailleurs qu'à cette première victoire de la tenue des élections et l'alternance à la tête du pays vont suivre d'autres ; notamment « la réforme de la justice, la revisitation de toutes les institutions qui posent problème aujourd'hui et qui restent des vrais dangers pour la démocratie. »

La rougeole tue 5 000 personnes en 11 mois (Unicef). Il s'agit notamment de la violence et l'insécurité, du manque d'accès aux soins de santé, de la pénurie de vaccins et des kits médicaux dans les zones les plus touchées ainsi que de croyances culturelles et de pratiques de santé traditionnelles. L'Unicef dit mener, avec ses partenaires, des campagnes contre la rougeole dans les zones les plus touchées et fournir des médicaments aux cliniques pour traiter les symptômes.

Vendredi 29 novembre.

L'OMS bouleversée par la mort de 4 agents intervenant dans la riposte contre Ebola à Biakato. « Nous sommes bouleversés par la mort de ces agents dans l'exercice de leur mission qui était de sauver d'autres vies. Le décès de ces professionnels courageux est une perte pour le monde entier », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Il l'a exprimé dans un communiqué publié le 28 novembre. Deux attaques visant les agents intervenant dans le cadre de la riposte à la flambée d'Ebola dans l'est de la République démocratique du Congo ont fait quatre morts et cinq blessés. Les attaques ont eu lieu pendant la nuit sur une « base » de Biakato où vivent les équipes d'intervention et dans un bureau de coordination de la riposte à Ebola à Mangina (Ituri). Parmi les personnes décédées, on compte un membre de l'équipe de vaccination, deux chauffeurs et un agent de police.

Goma : activités paralysées suite à une ville morte décrétée par la société civile. La circulation n'est pas intense sur les principales artères routières, toutes les boutiques, mêmes celles qui ouvrent habituellement tôt, restent jusque-là fermées. Des élèves sont restées à la maison. Ceux qui se sont rendus à l'école sont priés de repartir en famille. Cette situation est la réponse à l'appel ville morte ce vendredi, lancé par la société civile du Nord-Kivu et certaines organisations des jeunes pour exiger l'instauration de la sécurité et la stabilité totale dans la zone de Beni mais aussi plus d'actions de la part de la Monusco.

Les Fardc et la Force de la Monusco vont renforcer leur collaboration pour mieux protéger la population. Le chef d'Etat-major général des Fardc, le général Célestin Mbala et le commandant de la Force de la Monusco, le général Thierry Lion ont échangé jeudi 28 novembre à Beni. « Cette rencontre a consisté à échanger les informations et surtout à renforcer la collaboration. La Monusco est un partenaire précieux pour les Forces armées de la RDC et elle a un mandat et dans le cadre de ce mandat elle a une mission d'exécuter un certain nombre des tâches aux côtés des Fardc. Et à l'occasion de cette rencontre, il a été question d'aller davantage dans l'efficacité pour mieux protéger les populations »

Lwalandji Luasingabo : « S'en prendre à la Monusco, je crois que ce n'est pas la meilleure réponse ». Lwalandji Luasingabo, ministre provincial de l'intérieur et sécurité du Sud Kivu estime que les mouvements de colère qui ciblent la MONUSCO ne choisissent pas la bonne solution. « Ce qui se passe au Nord-Kivu est tout simplement regrettable, nous le déplorons. Et c'est pourquoi au niveau de la province du Sud-Kivu, nous appelons la population au calme. Nous travaillons avec la Monusco depuis quelques temps. La Monusco est un instrument d'appui. L'essentiel du travail doit être fait par nous, le gouvernement Congolais, l'armée Congolaise. La Monusco ne nous vient qu'en appui. S'en prendre à la Monusco tel que ça a été fait, je crois que ce n'est pas la meilleure réponse », conseille Lwalandji Luasingabo.

Le général Chiviri Amuli invite la population de l'Ituri à collaborer avec les Fardc et la Monusco pour consolider la paix. Le Commandant du secteur opérationnel des Fardc en Ituri, le général Chiviri Amuli, a appelé la population de cette province à « garder son calme et à ne pas céder au jeu de l'ennemi. Cela, en évitant l'infiltration dans la province de l'Ituri, des hommes armés qui sont traqués dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. » Il a également rassuré la population des dispositions prises pour la sécuriser, ainsi que ses biens contre toute attaque d'hommes armés.

Uvira : la Monusco sensibilise les chefs des quartiers sur la police de proximité. Selon la cheffe sous-secteur UNPOL de la Monusco/Uvira, Clémence Doamba, l'objectif de cette formation est d'apporter les rudiments nécessaires sur la police de proximité en tant qu'autorité locale et acteur de la sécurité. Car, dit-elle, la ville d'Uvira est restée longtemps et continue de servir de base arrière opérationnelle à plusieurs groupes armés Maï-Maï. Elle souligne que cela est tributaire à l'environnement montagneux de la ville et favorise les activités criminelles de ces groupes.

Les activités de riposte contre la maladie à virus Ebola suspendues momentanément à Biakato et à Mambasa. Tout le personnel de santé et les partenaires des ONG et agences des Nations Unies sont évacués de la zone à Beni au Nord-Kivu, à la suite de l'attaque des sites d'Ebola par des miliciens Maï-Maï dont le bilan était de plusieurs victimes. Les activités ont repris depuis ce vendredi matin à Biakato après des tirs nourris qui ont été entendus presque toute la journée de jeudi 28 novembre dans cette localité. Un groupe de miliciens Maï-Maï s'est attaqué à l'équipe de riposte sur place. Selon les autorités locales, deux agents de lutte contre Ebola ont été tués parmi les victimes et d'autres sont disparus.

Butembo : pas d'activités dans la ville à la suite d'un appel à une ville morte décrétée par « Fourou ». Toutes les écoles ont fermé leurs portes. Il y a également les magasins, les banques, les stations – service et les maisons de la téléphonie mobile qui n'ont pas ouvert. Cependant, quelques motos – taxi sont restées visibles à la circulation. Cette paralysie partielle d'activités dans la ville, est une réponse à l'appel lancé par le groupe de pression parlement debout de « Fourou ». Le porte-parole du parlement debout de Fourou, Léon Tsongo, affirme également avoir instruit ses membres à laisser le libre passage à tout le monde surtout qu'il s'organise à Butembo ce vendredi, l'enterrement des victimes du crash de Goma survenu le dimanche 17 novembre. Il indique que, désormais il n'y aura pas de travail chaque vendredi à Butembo, jusqu'au retour de la paix à Beni.

Kisangani : les activités paralysées à la Division provinciale de Transport et voies de Communication. Les agents de ce service public de l'Etat ont signé une pétition adressée au Gouverneur de Province sollicitant le départ de leur directeur, l'accusant de mauvais gestionnaire. L'incriminé de son côté, le chef de division de transports, Jean-Marie Daruwezi Mungamba, rejette en bloc ses accusations. Il traite ses collaborateurs « des voleurs » en piratant les imprimés de valeur et de détournement de l'argent de l'Etat.

Le Tanganyika compte 560 mille déplacés internes exposés à des violations des droits humains. Le chef de bureau du HCR, Mamadou Yaya Diallo, a déclaré jeudi 28 novembre : « La province du Tanganyika compte plus de 560 mille personnes déplacées internes. Ces milliers de personnes vivent non seulement dans des conditions désastreuses, sans assistance appropriée, mais sont aussi sans protection et exposées quotidiennement à des violations extrêmes des droits humains. De son côté, le ministre provincial en charge des affaires humanitaires, Dr Natcha Mulange Pundu, a promis que le gouvernement provincial mettra l'accent sur la sécurité avec comme corollaire le retour des déplacés dans leurs milieux.

Sud-Kivu : des maisons incendiées lors des affrontements opposant les Mai-Mai au groupe armé Gumino/Twigwaneho à Kawela, localité située à 4 km au Nord-Ouest de Minembwe-centre, dans les hauts plateaux du territoire de Fizi, au Sud-Kivu. Ces miliciens ont encore attaqué jeudi 28 novembre matin, Kakangala et Muliza, deux bastions du groupe Gumino/Twigwaneho, dans la périphérie de Minembwe-centre. Des sources locales affirment que les Mai-Mai contrôlent une grande partie de la région autour de Minembwe-centre. Du côté Gumino/Twigwaneho, l'on signale que le cessez-le-feu serait conditionné au retour du bétail et à la fermeture de toutes les voies par où passent les vaches volées dans la région.

Beni : inhumation de 27 corps tués à Shabunda dans un climat délétère. Selon des sources locales, des jeunes ont érigé des barricades sur plusieurs artères principales de cette commune rurale en attendant l'inhumation des 27 personnes tuées par les ADF au village Maleki. Ils exigent à tous les passants de marcher pieds nus, en signe de deuil. La police tente de lever ces barricades alors que les jeunes reviennent à chaque fois à la charge. Des sources sécuritaires disent qu'au quartier Mabasele, un militaire Fardc a été tué par un groupe de jeunes qui lui ont ravi son arme avant de lui tirer dessus.

Kasaï-Oriental : le procureur général près la cour d'Appel invite les magistrats à redorer leur image. La rentrée judiciaire de la Cour d'Appel du Kasaï Oriental a été effective jeudi 28 novembre à Mbuji-Mayi. A cette occasion, Le procureur général, près la cour d'Appel, Mpungwe Namba a dans sa mercuriale dressé le portrait d'un bon magistrat pour amener ses collègues à se remettre en question. Selon lui le magistrat idéal doit faire preuve d'une éthique qui lui permettra de juger en toute indépendance, en se dépassant de toutes les passions humaines pouvant l'égarer du chemin de justice et pouvant le conduire à la partialité et iniquité. Le bon magistrat doit être simple et humble. Il doit se soucier de sa conscience plutôt que de son apparence. Le bon magistrat doit être prudent. Il doit prendre le temps d'écouter toutes les parties.

Changement climatique : la province de l'Equateur bénéficie de 10 millions de dollars pour « PIREDD+ ». Le gouverneur intérimaire de l'Equateur, Jean-Gilly Mwamolanda a procédé le 27 novembre à Mbandaka, au lancement du programme intégré de Réduction des Emissions liées à la Déforestation et Dégradation des forêts (PIREDD+). Ce programme estimé à 10 millions USD, a été financé par la Suède et sera co-exécuté pendant 5 ans par la FAO avec le Fonds Mondial pour l'environnement (WWF). L'objectif de ce programme reste la lutte contre la pauvreté et le changement climatique.

Nord-Kivu : François Grignon discute avec les jeunes « pour combattre la campagne mensongère contre la Monusco». Le Représentant spécial adjoint chargé des opérations de la Monusco, François Grignon : « Il y a aujourd'hui dans certains médias, une instrumentalisation de la douleur par des réseaux criminels contre la Mission, des gens qui bénéficient de la situation. Donc il était essentiel que je rencontre les représentations de la population, les jeunes en particulier pour leur expliquer la réalité. Ce que nous essayons de faire », a-t-il déclaré. Cette rencontre qui a réuni les délégués du comité des étudiants, du parlement des jeunes et ceux du Baraza intercommunautaire des jeunes de la province,

s'est tenue à Goma, pendant que l'on observe une ville morte initiée par la Société civile et les organisations des jeunes, pour déplorer les massacres à Beni.

Le FCC réaffirme son soutien aux institutions de la République et à la coalition avec CACH. C'est l'une des décisions prises à l'issue de la première retraite politique de cette plateforme politique tenue à Kisantu au Kongo-Central. Dans son communiqué final, le Front Commun pour le Congo FCC promet de rendre public incessamment les résolutions prises en rapport avec tous les autres aspects de la scène politique. « Nous nous sommes aussi penchés sur des questions relatives au fonctionnement des institutions. Nous avons deux défis à relever : le défi de gouvernance car nous sommes dans les institutions issues des élections et celles issues de la coalition FCC », a-t-il ajouté.

Des équipes de riposte contre Ebola quittent Biakato et Mangina pour Beni. Ces départs sont effectués après une attaque simultanée du centre de traitement Ebola de Biakato et de la sous coordination de la riposte contre Ebola de Mangina. L'attaque de Biakato a coûté la vie à trois personnes. Les agents qui travaillent dans la riposte contre Ebola ont commencé à rejoindre la ville de Goma à bord d'un vol humanitaire d'UNHAS à partir de l'aéroport de Mavivi. Sans donner plus de précisions, les sources aéroportuaires parlent d'environ une centaine de personnes du ministère de la Santé et de certaines ONG engagées dans la riposte contre Ebola. Le Directeur général de la riposte contre la maladie à virus Ebola, Dr Ahuka, indique que ces personnes sont traumatisées après les deux attaques simultanées par des hommes armés, dans la nuit de mercredi à jeudi des centres de traitement Ebola de Biakato et Mangina.

Butembo : la population rend un dernier hommage aux victimes du crash de Goma. Après la messe dite à la morgue de l'hôpital de Matanda, le cortège funèbre conduit par le maire de la ville, a fait le tour de la ville, avant que chaque famille ne conduise ses membres au cimetière. Le député Provincial élu de Butembo, Mbenze Yotama qui a conduit la délégation venue de Goma dans la soirée de jeudi 28 novembre, plaide pour l'indemnisation de toutes les victimes par l'aviateur. Il affirme que leur identification n'a pas été facile.

Pénurie d'eau potable dans plusieurs communes de Kinshasa. Les plus heureux sont ceux qui n'ont fait que deux mois sans eau potable, car d'autres sont dans cette situation depuis plusieurs mois : à la commune de Ngiri-Ngiri, à Kinsuka pêcheur à Ngaliema, en passant par Kitambo, jusqu'à Kauka à Kalamu.

Nord-Kivu : reprise timide des activités dans la ville de Goma. Mais dans certains points chauds, notamment sur l'axe Aéroport et Majengo, des troubles étaient encore signalés. Les activités ont été paralysées à la suite du mot d'ordre de la journée ville morte, lancée par la société civile de Goma. Son vice-président, Vicar Batundi Hangi salue l'engagement de la population par rapport à cette action, « qui vise à exiger des autorités plus des mesures pour restaurer la sécurité à Beni et arrêter les massacres. »

Les attaques lâches commises par des groupes armés contre les populations sont inacceptables (UE). L'Union Européenne affirme dans un communiqué publié le 29 novembre que les attaques lâches commises par des groupes armés, en particulier les Allied Democratic Forces (ADF), contre les populations civiles dans certaines régions du Nord-Kivu et de l'Ituri en RDC durant les dernières semaines sont inacceptables. Par ailleurs, indique le communiqué, alors que la Monusco et les acteurs de la riposte Ebola jouent un rôle essentiel dans la stabilisation de la région, les actes de violence à leur rencontre sont également injustifiés. Les auteurs de toutes ces violences doivent être traduits en justice. Les populations vivant dans les zones affectées doivent pouvoir exprimer leurs revendications, leur besoin légitime de sécurité et justice de manière pacifique, recommande l'UE. L'UE, en coordination avec ses partenaires internationaux, continuera de soutenir les autorités congolaises et la population dans la consolidation de la paix, de la stabilité et du développement durable et inclusif en RDC.

Le HCR extrêmement inquiet pour la sécurité et la protection de centaines de milliers de civils à Beni. « Les tensions augmentent dans cette partie de la province du Nord-Kivu en RDC, depuis le lancement, le 30 octobre dernier, d'une opération militaire menée par le gouvernement contre les Forces démocratiques alliées (ADF) pour rétablir la sécurité. Des groupes armés prennent pour cible les civils et les populations déplacées dans la région, tuant des dizaines de personnes », indique le HCR. Selon les estimations, au moins 100 personnes auraient déjà été tuées lors d'attaques violentes dans la région de Beni depuis le 2 novembre. Ces exactions ont également généré des milliers de déplacés, en grande majorité des femmes et des enfants. D'autres déplacements massifs ont été signalés au départ des localités de Mbau et d'Oicha, au nord de Beni. Les informations sont difficiles à vérifier, car les mouvements des employés humanitaires sont restreints dans la ville et le territoire de Beni, du fait des violences. Selon les estimations officielles, la ville de Beni compte près d'un demi-million d'habitants. Environ 275 000 personnes sont déplacées sur ce territoire. En raison de l'insécurité persistante, beaucoup d'entre elles sont bloquées sur place à la merci des groupes armés, ajoute le HCR. L'insécurité actuelle s'ajoute à

une situation humanitaire déjà hautement complexe au Nord-Kivu, avec 1,5 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays et la poursuite des efforts pour lutter contre la propagation du virus mortel Ebola dans la région.

Ituri : les députés provinciaux demandent à Félix Tshisekedi d'exiger la démission de Jean Bamanisa. Ces élus demandent aussi au gouvernement de la République d'ordonner la réouverture sans délai du siège abritant le bureau administratif de cet organe délibérant occupé par la Police nationale congolaise.

« **Les attaques contre le personnel et les installations de constituent des actes répréhensibles par la justice** », a affirmé André Lite, ministre des Droits Humains vendredi 29 novembre après des attaques perpétrées dans certaines zones du pays. « Les Nations unies sont en RDC sur demande du peuple congolais à travers ses dirigeants. Autrement, les Nations unies ne seraient jamais intervenues dans notre pays d'abord comme Monuc puis comme Monusco. En dépit du fait qu'il est reconnu, de par notre constitution, le droit à tout le Congolais de manifester pacifiquement, nous en appelons à l'apaisement et disons à nos frères et sœurs que nous ne devons pas nous tromper d'ennemis », a indiqué André Lite.

Sud-Kivu : Pramila Patten se réjouit des avancées dans la lutte contre l'impunité des auteurs de violences sexuelles. «La RDC a parcouru un long chemin. Malheureusement, les violences sexuelles sont toujours une douloureuse réalité du conflit. Le chemin est encore long. Parce que nous avons constaté qu'en 2019, il y a eu une augmentation dans les cas vérifiés par les Nations unies. Et donc nous avons du travail », a indiqué l'envoyée spéciale du secrétaire général de l'ONU pour les violences sexuelles en zone de conflits.

Dimanche 1^{er} décembre.

Dr Muyembe déplore la suspension d'activités de riposte à Ebola à Biakato. Le secrétaire technique du comité multisectoriel à la riposte d'Ebola, Dr Jean Jacques Muyembe a regretté samedi 30 novembre la suspension d'activités de riposte à la maladie à virus Ebola à Biakato (Ituri), pendant qu'on était, « à deux doigts de la fin de cette épidémie dans ce milieu. » Ces activités avaient été suspendues, après l'attaque du centre de traitement local pendant la nuit du 28 au 29 novembre dernier par des présumés Mai-Mai. Lors de cette attaque armée, « il y a eu trois décès et plusieurs blessés, et le centre a été brûlés et incendiés. Et donc, la plupart de nos activités ont été suspendues. Les blessés ont été amenés à Goma ».

Butembo : hausse des prix de denrées alimentaires. Les prix de denrées alimentaires de première nécessité ont pris de l'ascenseur depuis le début de la paralysie d'activités due aux différentes manifestations violentes des groupes de pression à Butembo (Nord-Kivu). Il s'agit de manifestations organisées depuis la semaine dernière pour dénoncer les tueries répétées dans la région de Beni et exiger le départ de la Monusco, accusée d'inefficacité dans la protection des civils dans la même région. Les produits dont le prix a haussé sont notamment les légumes.

Des notables de l'Ituri demandent à Felix Tshisekedi de faciliter le retour de Jean Bamanisa à Bunia. Dans leur déclaration lue par Claudine Nzeni, les notables de l'Ituri ont déploré la persistance de la crise causée par cette motion de députés provinciaux. Cette motion est inopportune après quatre mois d'installation du gouvernement provincial et surtout au regard du contexte d'insécurité notamment en territoire de Djugu, Irumu et Mambasa, ont-ils estimé. Selon eux, cette motion est inconstitutionnelle et entachée d'irrégularités, qui attestent l'immaturation politique de ces élus. Les signataires dénoncent « l'inexplicité des charges mises sur le gouverneur de province, violation de procédure devant aboutir à la déchéance d'un gouverneur de province, légèreté et précipitation avec lesquelles nos élus ont posé cet acte, verrouillage et manigance des voies de défense. » Le retour du gouverneur Bamanisa, selon eux, garantit la stabilité de cette partie de la RDC.

Attaques contre les humanitaires et la Monusco à Beni : Jean-Pierre Lacroix exige des sanctions. Le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix déclare « En fin un dernier message, c'est qu'il y n'y ait pas d'impunité. Parce que les actes qui ont été commis ces derniers jours - les attaques contre nos collègues de la réponse Ebola, les attaques contre le site de la Monusco à Boikené - ça n'est pas spontané, ça a été planifié, organisé et financé. Et il faut que les responsables, à tous les niveaux, soient démasqués et qu'ils puissent répondre de leurs actes. » Il note un engagement de la part des autorités congolaises et de la Monusco « à regarder aussi de quelle manière la réponse sécuritaire, doit être à la fois améliorée surtout mieux coordonnée, par ce que, nous avons besoin, pour être efficaces, d'un partenariat très étroit, une planification conjointe, un travail conjoint, qui commence vraiment à la première étape. »

Nord-Kivu : la police met en garde contre les manifestants violents. « La police met en garde contre tout comportement violent mettant en péril la protection des personnes et de leurs biens conformément à notre article 182 de notre constitution. La police n'est pas l'ennemi de la population. Et la sécurité de notre province est l'affaire de nous tous (...) D'autres personnes malintentionnées et instrumentalisées, s'apprêteraient d'attaquer le gouvernorat de province, la mairie de Goma, les édifices publics, les symboles de l'Etat et d'autres postes de police sous la conduite d'un certain Bwanakuba, candidat malheureux des législatives 2018 qui est recherché par la Police nationale congolaise. Les véhicules de la MONUSCO ne circulent plus normalement de peur d'être caillassés. D'autres ont été endommagés et incendiés à Beni-ville comme à Goma», a déclaré le commandant provincial intérimaire de la police, colonel Van Kasongo.

Lundi 2 décembre.

Le Pape François appelle les Congolais à renoncer aux armes et à promouvoir une économie au service de la paix. Il a lancé cet appel lors de la messe célébrée le même dimanche dans la basilique Saint-Pierre pour fêter avec la communauté catholique congolaise d'Italie ses 25 ans de présence dans la péninsule européenne. Le Pape et les 1 500 Congolais présents dans la basilique vaticane ont prié pour la paix « gravement menacée » en particulier dans les territoires de Beni et de Minembwe, rapporte le site web de Vatican News. « Aujourd'hui, nous prions pour la paix en RDC, où font rage des conflits, nourris également de l'extérieur, dans le silence complice de beaucoup », a affirmé le Pape François. Le 1er décembre, fête de la bienheureuse Marie-Clémentine Anuarite Nengapeta, religieuse congolaise, le Pape a demandé l'intercession de cette vierge et martyre congolaise qui pardonna à son bourreau à l'heure de sa mort, pour qu' «au nom de Dieu-Amour et avec l'aide des populations voisines, l'on renonce aux armes ».

Jean-Pierre Okenda : « Il y a un écart important entre les lois, les réformes en RDC et leur mise en œuvre ». Jean-Pierre Okenda, manager pour la RDC de l'ONG américaine Natural Resource Governance Institute fait remarquer : « Il y a un écart important entre les lois, les réformes en RDC et leur mise en œuvre. Le gouvernement doit beaucoup investir dans la mise en œuvre des lois. Une chose est d'initier des réformes, une autre est de les mettre en œuvre ». La RDC est dans la catégorie « mauvaise gouvernance », occupant respectivement la 75e place pour les mines et 84e pour les hydrocarbures sur 89 pays évalués. Pourtant, la RDC aurait pu, depuis longtemps, avoir réalisé des progrès, estime Jean-Pierre Okenda.

Le PNMLS demande aux acteurs communautaires de doubler d'efforts pour mettre fin au VIH/Sida d'ici 2030. À cette occasion, un service de dépistage gratuit est offert toute la journée de ce lundi 2 décembre au siège du Programme national multisectoriel de lutte contre le Sida (PNMLS) à Kinshasa. **L'ONG internationale Cordaid estime que la victoire sur le VIH/Sida passe par la sensibilisation des communautés.** Elle a, dans ce cadre, organisé le dimanche 1er décembre à Kinshasa une marche de santé, de la Gare centrale au Rond-point des huileries, pour célébrer la journée mondiale de lutte contre le Sida. « Le but de la marche, c'est d'abord une sensibilisation et puis une célébration. Cordaid a pensé qu'il était nécessaire de marquer l'opinion et de montrer à la face de tout notre pays que le Sida est là, ne baissons pas les bras. Tout le monde devrait s'engager dans une communauté pour lutter contre le VIH », a souhaité Gabriel Ngouma.

Le gouverneur du Sankuru « n'a jamais démissionné et il n'en a pas l'intention » (porte-parole). Ce communiqué donne en effet la position du gouverneur du Sankuru après la déclaration du bureau de l'organe législatif de la province le considérant comme démissionnaire, à cause de son absence à la plénière d'investiture de son gouvernement. Joseph Stéphane Mukumadi soutient que le bureau de l'assemblée provinciale était bel et bien saisi de la convocation à Kinshasa « toutes affaires cessantes» du gouverneur et du président de l'assemblée provinciale par leur autorité hiérarchique, le ministre de l'Intérieur.

Ituri : les députés provinciaux non-signataires de la destitution de Jean Bamanisa demandent l'implication de Félix Tshisekedi. Ils l'ont affirmé au cours d'un point de presse samedi 30 novembre à Bunia, au lendemain de la déclaration de leurs collègues signataires de la motion demandant Félix Tshisekedi d'obliger le gouverneur déchu à lui remettre sa démission, conformément à la loi. Les membres de diverses associations culturelles de l'Ituri demandent aussi à Felix Tshisekedi de retourner le gouverneur Jean Bamanisa Saidi à Bunia pour qu'il exerce ses fonctions. Ce dernier est accusé d'avoir illégalement vendu 12 lingots d'or saisis par la justice militaire au profit de l'Etat congolais. Le mauvais état des routes sur l'ensemble de la province, l'outrage à l'assemblée provinciale, les menaces proférées contre certains députés provinciaux...

Journée ville morte à Butembo contre les tueries de Beni, ce lundi 2 décembre, à la suite des appels lancés notamment par l'Eglise catholique, l'association culturelle Kyahanda et la Lucha. Ce matin, aucune école n'a ouvert ses portes dans la ville. Les magasins, stations-services et les institutions bancaires sont restés également fermés. Cette paralysie est observée même au sein des quelques services étatiques. A la mairie par exemple, la parade hebdomadaire que tient le maire chaque

lundi n'a pas eu lieu. C'est ce lundi même que les élèves du primaire devaient commencer les examens du premier trimestre. Contacté par Radio Okapi, le directeur de la province éducationnelle Nord-Kivu 2, Adaku Dawa Yose, indique que chaque école va récupérer les jours perdus selon son organisation interne.

Tueries de Beni : les habitants de Goma observent une journée ville morte, en raison de l'appel de différents mouvements des jeunes, qui ont décrété deux journées ville morte lundi et mardi pour dire non aux massacres de Beni. Cependant, cet appel a encore tourné aux manifestations violentes dans la partie Nord de la ville, où deux minibus de transport en commun ont été caillassés faisant huit blessés parmi les passagers. Et alors que toutes les écoles n'ont pas ouvert, le transport et certains commerces ont tout de même fonctionné timidement sur d'autres axes de la ville. D'après plusieurs témoins, les manifestants, en majorité des jeunes érigent des barricades à l'aide des pierres sur l'axe Mutinga, vers la paroisse Notre Dame, et l'axe principal Majengo – Aéroport. Là, des échauffourées ont opposé les jeunes manifestants aux éléments de la police, qui tentaient de les disperser à l'aide des tirs de sommation afin de rouvrir le passage. Toutes les activités sont paralysées dans cette partie Nord de la ville. Néanmoins une accalmie s'observe encore sur d'autres axes et les activités restent moins intenses.

Jean-Pierre Lacroix sur les attaques de Beni : « Il ne faut pas se tromper d'ennemi ». Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, commentait lundi 2 décembre à Kinshasa, les attaques et troubles perpétrés dans la ville et territoire de Beni au Nord-Kivu, notamment contre les agences humanitaires et la Monusco. « Il ne faut pas se tromper d'ennemi. L'ennemi, c'est ceux qui attaquent les collègues congolais de la riposte contre Ebola, les collègues civils et militaires à Beni (...) Des collègues congolais ont été tués lors de ces attaques. Ces attaques contre les collègues, qui travaillent dans la réponse contre Ebola, sont intolérables ! Et elles auront des conséquences sur l'efficacité de la réponse », déclare M. Lacroix. Il fait savoir qu'il y a beaucoup de messages de manipulations qui circulent dans la population au sujet de la situation de Beni.

Visite de Félix Tshisekedi à Zongo. D'après la presse présidentielle, le président congolais devrait visiter certains quartiers de la ville de Zongo engloutis par les eaux de la rivière Ubangi, sorties de leur lit. Plusieurs familles sont jusqu'à ce jour sans logements à la suite des inondations, qui affectent plusieurs agglomérations le long de la rivière Ubangi.

Dieudonné Lobo, proche de Félix Tshisekedi, transféré à la prison pour « faux et usage de faux ». Dieudonné Lobo, Coordonnateur administratif des services personnels du Chef de l'Etat, et deux autres personnes arrêtées sont incriminés pour « faux et usage de faux et association des malfaiteurs. » L'enquête révèle que le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba a dénoncé, dans une lettre du 26 octobre adressée au Directeur de cabinet du Chef de l'Etat, un scandale à la Minière de Bakwanga (Miba), dans lequel sont impliqués Dieudonné Lobo, Louis Baguma et Yanké Mukadi wa Mukadi. Le Premier ministre s'était insurgé contre le mandat spécial Dieudonné Lobo avait accordé à la compagnie Saint Louis BGM Sarl, d'aller à Mbuji-Mayi afin d'effectuer des études liées notamment à l'exploitation industrielle du diamant à la Miba.

Mardi 3 décembre.

L'UE alloue 50 millions d'euros pour lutter contre le virus Ebola et la malnutrition. « L'épidémie d'Ebola dans l'est de la RDC, ainsi que la crise de la sécurité alimentaire, aggravent la situation humanitaire. Nous intensifions notre soutien pour répondre aux besoins fondamentaux de la population. Notre nouvelle aide, d'un montant de 50 millions d'euros, permettra d'améliorer l'accès aux soins de santé, d'améliorer le statut nutritionnel des familles, en particulier les enfants, et d'améliorer l'accès à l'eau potable », a affirmé Jutta Urpilainen, commissaire chargée des partenariats internationaux de l'UE.

« L'ennemi de la population, ce sont les ADF », affirme le général Kasonga. « L'appel des Forces armées de la RDC est en direction de nos populations, en direction de toutes les composantes sociales de la population en particulier celles du Nord-Kivu, qu'elles ne se trompent pas d'ennemis. L'ennemi, ce n'est pas la police, l'ennemi ce ne sont pas les forces armées de la RDC, l'ennemi ce n'est pas la Monusco », a précisé le général Kasonga, le porte-parole de l'armée. Pour lui, l'ennemi ce sont les ADF qui opèrent maintenant dans la ville et pousse les gens de poser les actes d'incivisme et qui gênent l'armée dans la conduite des opérations victorieuses. « Il y a évidemment la mauvaise interprétation des libertés individuelles, depuis trois jours, huit militaires ont été tués par la population ici estimant que ce n'étaient pas des militaires mais que c'était de l'ennemi. Il faut que ça s'arrête ». Le général Léon Kasonga a également mis en garde tous les médias qui diffusent les messages de haine et qui font l'apologie de la violence.

Zongo : Félix Tshisekedi lance un appel à l'unité de la RDC. Il a dénoncé tout discours de haine tribale. « Tout en respectant votre choix à l'élection présidentielle, je voudrais vous rassurer que je suis le président de tout le monde », a

déclaré le Président de la RDC. Félix-Antoine Tshisekedi a promis, dès son retour à Kinshasa, d'expédier un bac pour assurer la traversée entre les villes de Zongo (RDC) et Bangui (RCA) et ce, en attendant la matérialisation du projet de construction d'un pont sur l'Ubangi, rapporte la Presse présidentielle. Aux déplacés du sinistre, il a apporté de « l'assistance directe faite des vivres et décidé d'un lotissement pour eux ». Avant de regagner Bangui, le Président Tshisekedi a visité le quartier inondé.

Ituri : les activités restent paralysées à Bunia, Iga Barrière et Mahagi. La population a décrété deux jours de ville morte pour déplorer la crise institutionnelle entre l'assemblée et le gouvernement provinciaux et aussi pour compatir avec les victimes des tueries dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Cette paralysie des activités vise à faire pression sur les autorités de Kinshasa pour les amener à décanter la crise politique entre les deux institutions provinciales. Les initiateurs des journées villes mortes souhaitent que le gouverneur de province Jean-Bamanisa Saidi, frappé d'une motion de défiance, puisse rentrer à Bunia poursuivre, selon eux, les projets de développement.

Incendie de la mairie de Beni et de la base de la Monusco : l'auditorat ouvre une information judiciaire, contre les responsables des groupes de pression « La Veranda Mutsanga de Beni » et « Je suis Beni ». Selon l'avocat général militaire près de cette juridiction, colonel Kumbu, ces personnes seront poursuivies pour utilisation des groupes Maï-Maï, l'incendie de la mairie de Beni, de la base de la Monusco au quartier Boikene, du bureau de la police au quartier Ma Campagne et du meurtre d'un policier au cours de différentes manifestations organisées depuis le 25 novembre dernier. Selon le colonel Kumbu Ngoma, toutes les personnes, quelque soient leurs grades et titres qui ont financé ces attaques ou qui seront citées dans ces affaires, seront interpellées par la justice.

La RDC déterminée à vaincre le conflit de Beni avec l'appui de la Monusco. La guerre est aujourd'hui localisée dans l'Est de la RDC « et nous sommes en train de la combattre. Et nous allons la vaincre », a assuré le ministre de la Défense nationale, Aimé Ngoy Mukena. Les deux forces sont en effet engagées dans une offensive conjointe contre les groupes armés, particulièrement les ADF à Beni.

Nord-Kivu : reprise des activités après trois jours de paralysie à Goma. La vie a repris quasiment son cours normal ce mardi sur toute la ville de Goma, en dépit de l'appel à une nouvelle journée ville morte lancée par certaines organisations des jeunes. Pour le président des boutiquiers de Goma, « après avoir perdu les journées de vendredi 29 novembre et de lundi 02 décembre, les commerçants n'ont pas voulu continuer à accumuler des manques à gagner. » Seules les écoles n'ont pas toutes fonctionné ce mardi. Un groupe des jeunes a appelé à des journées villes mortes lundi et mardi pour protester contre les meurtres des civils à Beni.

Nord-Kivu : des députés provinciaux de la coalition FCC-CACH déplorent des actes de violence enregistrés à Goma. « Nous sommes très consternés par les tueries à répétition, notamment du fait des ADF, mais aussi des groupes armés locaux. Nous sommes très unis avec la population, et nous saluons l'engagement du Chef de l'Etat, de nos forces loyalistes, à pouvoir mettre fin définitivement à ces groupes rebelles qui endeuillent notre population tout en la plongeant dans l'amertume sans lendemain », a déclaré Anselme Kitakya, porte-parole du groupe des députés provinciaux membres de la coalition au pouvoir FCC-CACH. Ils disent reconnaître le droit constitutionnel de manifester, cependant ils déplorent les dérapages des manifestants observés ces dernières semaines qui ont conduit à la fois à vandaliser les installations de la MONUSCO, mais également à mettre à feu la mairie de Beni.

Des députés du Nord-Kivu appellent au remplacement des troupes de la Monusco par une force spéciale. Face à une guerre asymétrique « qui ne cadre pas avec les principes qui fixent le mandat de la Monusco », il importe de remplacer les forces de la Monusco dans le grand Nord par une autre spéciale du type Artemis pour venir à bout des tueries à Beni. C'est le message qu'une délégation des élus du Grand Nord a apporté à Jean-Pierre Lacroix, en séjour en RDC.

Destitution de Jean Bamanisa : le président l'assemblée provinciale invite Felix Tshisekedi à faire respecter la loi. Le vice-président Jules Mateso a affirmé qu'il n'existait pas de moyen légal et réglementaire pouvant permettre la réhabilitation de « l'ancien gouverneur Jean Bamanisa, déjà déchu dans le respect de la procédure. ». « Depuis que nous avons élu le gouverneur, ça fait plus de cinq mois, tous nos efforts sont restés vains. A ce stade ici, la motion est déjà votée ! A moins que l'autorité puisse nous donner des dispositions légales. Un gouverneur déchu, vous allez le réhabiliter par quel mécanisme ? », Pour le vice-président de l'assemblée provinciale de l'Ituri, le gouverneur déchu peut saisir la Cour constitutionnelle, car le législateur congolais a prévu une brèche pour les recours. Au niveau de la province, il a été déchu dans le respect de la procédure ; malgré la violation du siège par la police et sa fermeture jusqu'à ce jour.

Nord-Kivu : L'UDPS Beni appelle au soutien des Fardc. « Ce qui est passé est passé, fixons nos regards vers l'avenir et soutenons notre armée et ses partenaires », c'est la déclaration du porte-parole de l'UDPS, fédération de Beni-ville Machine Frederick Diouf. Il estime que toutes les manifestations enregistrées ces jours-ci dans la ville de Beni sont « l'expression d'un besoin réel de pacification, pour les populations vivant dans cette partie du pays. »

Nord-Kivu : reprise des activités à Beni, Butembo et Goma. Les activités ont repris timidement ce mardi 3 décembre dans les villes de Beni et Butembo après plus d'une semaine des protestations violentes contre les massacres des civils par les rebelles des ADF. A Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, les activités ont quasiment repris leur cours normal ce 3 décembre sur toute la ville, malgré l'appel à une journée ville morte lancée la veille par certaines organisations des jeunes.

Ebola : encore 4 morts en Ituri. Les victimes de la maladie à virus Ebola se multiplient. Selon l'ONG Codepaf, trois personnes - tous membres d'une même famille - sont mortes d'Ebola samedi 30 novembre à Lwemba. Son coordonnateur adjoint, Laurent Keya, précise qu'il s'agit d'une mort survenue dans la communauté, qui risque d'affecter toute la population locale. Il plaide pour le redéploiement immédiat de l'équipe de riposte, car toutes les activités sont suspendues pour l'instant. Plusieurs personnes manifestent déjà des symptômes de cette maladie, alerte pour sa part le médecin chef de zone de santé de Mandima. A cela s'ajoutent plusieurs cas suspects non encore identifiés.

Sud-Kivu : les Fardc poursuivent leur offensive contre les rebelles rwandais du CNRD. Selon le porte-parole des opérations militaires Sokola 2 au Sud-Kivu, ces rebelles rwandais ont subi des pertes importantes et ont choisi de se réfugier au sein du Parc National de Kahuzi Biega. « Des combats à l'arme lourde se déroulent depuis deux jours dans les environs du Parc. Les rebelles ayant adopté la stratégie d'exposer leurs femmes et enfants comme bouclier humain » indique-t-il. « Ces combats occasionnent un mouvement important des populations vers les villages lointains », a-t-il affirmé.

Kinshasa : les agents de la CENI réclament huit mois d'arriérés de salaire. Dans une interview, ils précisent que leur dossier a été déposé au ministère des Finances depuis plusieurs mois sans pour autant avoir gain de cause. Ils disent ne pas comprendre pourquoi ils ne sont pas payés depuis la fin des élections législatives et présidentielle, et craignent que cette situation impacte négativement sur les opérations électorales futures.

Kongo-Central : Atou Matubwana limoge son ministre de l'Intérieur, qui a assumé son intérim. Le gouverneur du Kongo-central, Atou Matubwana, l'accuse d'avoir abusé de son autorité pendant cette période. Pour rappel, le gouverneur et son vice-gouverneur ont été réhabilités le samedi 30 novembre par le ministre de l'Intérieur.

Le ministère de l'Urbanisme interdit de construire dans les sites fragiles. Il est désormais interdit de délivrer des permis de construire et d'autres documents y relatifs sur les sites et espaces inconstructibles et fragiles qui endeuillent les populations congolaises. Pius Muabilu, le ministre d'Etat, explique que toutes ces mesures s'imposent, pour rêver zéro la catastrophe à cause des constructions anarchiques et autres violations des normes urbanistiques et architecturales dans le pays.

COP 25 : le coordonnateur du Fonds vert pour le climat appelle la RDC à présenter des projets éligibles aux financements. « Lorsque nous avons signé les Accords de Paris, la RDC avait décidé de réduire les gaz à effet de serre à 17%. Elle avait sollicité 21 milliards USD comme compensation financière pour sa lutte contre les changements climatiques. Elle a intérêt à présenter le plus des projets éligibles dans tous les mécanismes qui existent au niveau climatique (...) Les délégués des parties engagées dans la Conventions Cadres pour les Changements Climatiques (CCNUCC) ne vont plus continuer à discuter. La montre va tourner à partir de 2020. Il faut passer à l'action », a expliqué, le coordonnateur du Fonds vert pour le Climat en RDC, Hans André Djamba.

Ebola à Beni : l'OMS appelle les jeunes à ne pas perturber le travail des équipes de riposte. Le responsable de la commission Surveillance épidémiologique, Dr Michel Kalongo, demande à ses jeunes de laisser notamment les ambulances et autres agents de santé « sauver des vies. » Certains piliers de la riposte contre la maladie à virus Ebola n'arrivent plus à fonctionner normalement depuis le début des manifestations des jeunes contre les massacres de civils à Beni il y a treize jours maintenant. « Nous sommes obligés de protéger la population de Beni, et pour protéger cette population, nous sommes obligés de travailler. Même s'il y a l'insécurité on doit travailler pour ne pas laisser que la maladie continue de se propager », affirme Dr Michel Kalongo.

Félix Tshisekedi appelle à la création d'une société inclusive. « J'appelle toutes les institutions du pays à travailler pour la création d'une société inclusive où la reconnaissance et la promotion du droit à la différence seront une réalité dans tous

les secteurs à savoir : l'éducation, la santé, le sport, la culture, l'environnement, la sécurité, l'économie nationale et autres », a lancé Félix Tshisekedi. Il demande aussi aux personnes vivant avec handicap d'avoir davantage confiance en elles et de s'impliquer dans le processus de la reconstruction de la RDC. Il s'engage à multiplier des mesures pour que les personnes vivant avec handicap soient prises en compte dans les secteurs de la vie nationale :

Mercredi 4 décembre.

Antonio Guterres nomme le lieutenant général Costa Neves comme commandant de la force de la Monusco. Il succède au lieutenant général Elias Rodrigues Martins Filho du Brésil, qui a achevé son mandat le 31 octobre 2019 et que M. Guterres remercie pour son dévouement et pour son leadership à la tête de la composante militaire de la Monusco.

Denise Nyakeru nommée « Championne de la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits ». Au cours de la cérémonie, l'épouse du président de la République Denise Nyakeru s'est engagée à apporter sa contribution dans la lutte contre les violences sexuelles en RDC. « Ce fléau répugnant doit impérativement s'arrêter. Je salue à ce titre la résolution du conseil de sécurité des Nations unies qui nous donne de nouvelles armes indispensables dans la prévention et la lutte. Ce fléau n'est pas imbattable je vous rassure. Cela se doit être traduit par une ferme volonté d'agir au-delà de toute compassion passive ou toute passivité coupable » a-t-elle déclaré. Selon Denise Nyakeru, le défi est grand ; il convient de le relever. D'où son appel : « Ensemble nous sommes une communauté plus forte. »

Nord-Kivu : la ville de Butembo en moyenne 3 millions USD à chaque fois qu'il y a une ville morte. « Butembo étant une ville commerciale, chaque organisation d'une ville morte occasionne des pertes incalculables. Les conséquences ne se limitent pas seulement à Butembo. Car la ville de Butembo s'inscrit largement dans le commerce international : il y a des commandes à honorer, des produits et matières à exporter, ... », explique Kambale Talima, analyste économique et financier.

Les installations de MSF, OMS et du centre de traitement d'Ebola attaquées à Biakato. Plusieurs dégâts matériels ont été enregistrés, indiquent ces sources, qui font savoir que cette menace persistante a obligé l'ONG MSF à suspendre ses activités dans la localité de Biakato. Tous les agents de MSF ont été évacués de Biakato vers notamment Mambasa-centre. Des hommes non identifiés auraient jeté des tracts pour menacer d'attaquer cette organisation. Ils ont aussi jeté des projectiles dans les sites de l'OMS et au centre de traitement d'Ebola. Certains malades auraient aussi fui la nuit pour se sauver.

Crashes, naufrages et accidents en RDC : une question orale adressée au ministre des Transports. Son auteur, le député Claude Misare Mugomberwa, l'élu d'Uvira dans le Sud-Kivu, le gouvernement ne devrait pas attendre qu'il y ait un crash d'avion, un naufrage de navire ou un accident de circulation pour prendre des mesures conséquentes de sécurité des Congolais.

Tueries de Beni : les ministres de l'Intérieur et de la Défense attendus à l'Assemblée nationale. Le vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur et Sécurité, Gilbert Kankonde, ainsi que le ministre de la Défense, Aimé Ngoy Mukena, sont attendus à la chambre basse du Parlement pour éclairer la lanterne des députés sur les cas de tueries à répétition de la population civile à Beni depuis le lancement des « opérations de grandes envergures » contre les ADF. Les deux ministres répondront aux préoccupations de la représentation nationale sur ces derniers événements de Beni, mais aussi sur le rapport de l'enquête parlementaire de la législature passée effectuée en novembre 2018.

« Vivre avec handicap n'est pas un handicap pour vivre », estime Irene Esambo. Selon la ministre chargée des personnes vivant avec handicap et autres vulnérables, son ministère fait face à beaucoup de défis. Irene Esambo parle par exemple de la proposition de loi sur la protection de cette catégorie des personnes qui attend d'être adoptée au Parlement. Par ailleurs, elle appelle toutes les organisations des personnes vivant avec handicap à réfléchir ensemble pour leur bien-être.

Nord-Kivu : le gouverneur demande aux jeunes de prendre conscience et d'éviter l'intox au sujet de la question des ADF. La problématique des massacres des populations du territoire et de la ville de Beni par les ADF a été au centre des échanges mardi 3 décembre à Goma entre le gouverneur Carly Nzanzu Kasivita et les jeunes de la province du Nord-Kivu. Le gouverneur Kasivita a d'abord démontré devant les jeunes étudiants que le phénomène ADF était un danger collectif, appelant les jeunes à la prudence et à prendre la question avec intelligence et non avec passion. Il a par la suite attiré l'attention des jeunes d'éviter des manipulations qui sont à la base du soulèvement qu'on constate aujourd'hui avant de leur demander de «prendre conscience et d'éviter l'intox sur cette question. » Carly Nzanzu Kasivita a par ailleurs fustigé la complicité entre la population locale et l'ennemi et démontré comment certains habitants contribuent à consolider ce

phénomène ADF. C'est pourquoi, affirme-t-il, la population a un rôle à jouer en fournissant les renseignements nécessaires aux services de sécurité.

Le personnel scientifique de l'Université de Kisangani menace de déclencher une grève illimitée. « Nous allons en grève à cause du non-paiement de nouvelles unités, de la non mécanisation au grade et au traitement d'activité et du non-paiement des manques à gagner alors que les autres établissements de l'ESU l'ont perçu. Vu la mauvaise foi de notre employeur et le silence des autorités de l'Université de Kisangani face aux revendications de la corporation, nous avons décidé d'organiser un sit in devant le bâtiment administratif de l'université de Kisangani et accordons un préavis de grève de sept jours »

Massacres de Beni : les étudiants de Butembo et de Bukavu dénoncent la barbarie des ADF. Dans ce document, ils demandent au gouvernement congolais de faire le bilan de la présence de la Monusco en RDC; afin de décider de son maintien, son retrait progressif ou son départ. Ces étudiants demandent aussi aux députés d'éclairer la population sur le travail abattu par les casques bleus de la Monusco.

Kalemie : 8 personnes tuées par des crocodiles sur la rivière Lukuga. Selon des sources locales, ces attaques des crocodiles deviennent fréquentes et les mouvements des pêcheurs sur cette rivière ont sensiblement baissé. Le poisson se fait de plus en plus rare sur le marché. Ces attaques des crocodiles restent une menace pour les pêcheurs, qui ne savent plus vaquer à leurs occupations dans le secteur de Kambi ya Wima à 31 km à l'ouest de Kalemie.

Kongo-Central : le gouverneur et le président de l'Assemblée provinciale convoqués à Kinshasa. Le Vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur et de la sécurité, Gilbert Kankonde a convoqué à Kinshasa le gouverneur du Kongo-Central, Atou Matubuana et le président de l'assemblée provinciale de cette province, Anatole Matusila. Les deux personnalités sont convoquées dans la capitale congolaise avec tous les membres du bureau de l'assemblée provinciale, précise le communiqué officiel du vice- premier Ministre. Pour rappel, le gouverneur et tous les membres de l'assemblée provinciale étaient en séance plénière, qui s'est tenue dans un climat tendu avant leur convocation par l'autorité de tutelle. La séance avait été convoquée pour examiner la motion de défiance initiée contre le gouverneur Matubuana. Pendant ce temps, un autre groupe de députés a contesté cette démarche et a plutôt réclamé la destitution du président de l'assemblée provinciale. Ils l'accusent d'incompétence.

Traque contre les ADF à Beni, 12 miliciens capturés. Les équipes de patrouille conjointe des Fardc et de la Brigade d'intervention de l'ONU (FIB) ont capturé, le 30 novembre, douze miliciens dans la zone de Mayi Moya en territoire de Beni (Nord-Kivu). Le commandant de la FIB, le général Dube et le chef d'Etat-major des Fardc, le général Mbala ont effectué des vols de reconnaissance des zones reconquises pour voir dans quelle mesure les consolider, afin d'empêcher des nouvelles attaques sur les civils.

Beni : les chefs de confessions religieuses appellent les jeunes à « opter pour le processus de paix ». « Nous demandons à notre jeunesse de se désolidariser de l'ennemi et jouer à la prudence et à l'apaisement pour ne pas déstabiliser notre chère ville de Beni. Unissons-nous tous pour déjouer les plans de ceux qui, nuits et jours, réfléchissent pour nous croupir dans la misère », a affirmé l'un des chefs religieux, Bishop Janvier Baraka. Cette déclaration des chefs religieux est notamment motivée par l'incident survenue lundi 2 décembre à Beni. En effet, un groupe de jeunes manifestants a tabassé un serviteur de Dieu et jeté sa Bible au feu.

Assemblée nationale : le député Phoba privé de plénière pour avoir tenté d'agresser physiquement le ministre Kankonde. Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Gilbert Kankonde, a échappé à une agression physique, mercredi 4 décembre, à l'Assemblée nationale. Le député national, élu de Boma, Adrien Phoba, a tenté de lui donner des coups pendant qu'il répondait aux préoccupations des élus nationaux sur la situation sécuritaire dans la ville et le territoire de Beni. Adrien Phoba reproche à Gilbert Kankonde d'avoir notamment réhabilité le gouverneur du Kongo-Central sans le consentement de la population. De son côté, le vice-premier ministre en charge de l'Intérieur justifie sa décision évoquant une de dispositions légales, qui fixent la durée de suspension à titre conservatoire à trois mois et non plus.

Beni : le bilan de l'attaque de Pulu-Pulu revu à la hausse, 12 morts, et cinq autres portées disparues. C'est le bilan revu à la hausse de l'attaque, mardi 3 décembre, du village de Pulu-Pulu, dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. L'avant-midi, des sources locales parlaient de quatre morts. Les rebelles ougandais des ADF sont accusés d'être auteurs de ces nouvelles tueries. Le centre d'études pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'Homme (CEPADHO), souligne pour sa part qu'après cette attaque, les populations des villages de Pulu-Pulu, Ndama, Kombo, Bakoko et Kisegeta fuient vers Nobili, agglomération frontalière de l'Ouganda jugée plus sécurisée.

Jeudi 5 décembre.

Traque des ADF : l'inspecteur général de l'armée, John Numbi à Beni. « Le général d'armées John Numbi est arrivé à Beni, en provenance de Kinshasa. Sa mission c'est en exécution des instructions du Président de la République. Tous les responsables militaires devraient venir ici appuyer les unités engagées, les forces armées, de manière à magnifier les opérations et aboutir rapidement à la victoire finale », a expliqué le général Léon Kasonga, porte-parole de l'armée. Il a également annoncé la neutralisation par les Fardc de quatre des six hauts responsables militaires de l'ADF, depuis le début des opérations le 30 octobre dernier. « Il avait été inventorié six chefs des ADF les plus recherchés, donc des criminels, des tueurs, des terroristes. Quatre ont été neutralisés par les forces armées. Il s'agit du général Nasser Abdou Hamid, général Tanka Tanka, général Ibrahim, général Muhamed Mukubwa Islam et puis une dame combattante qui s'est ajoutée à cette liste qui s'appelait Maman Sarah », a affirmé le général Kasonga. Selon lui, toutes ces personnes jouaient le rôle essentiel dans le commandement, la planification des massacres et de la mort des Congolais.

Kinshasa : des sinistrés de la pluie du 26 novembre dernier bientôt installés sur le terrain MEFÉ, dans le quartier Madrandele, Commune de Lemba. Mais les habitants de ce quartier s'opposent à cette décision. Pour eux, les conditions sanitaires ne sont pas réunies à cet endroit. Les habitants comptent empêcher par tous les moyens l'installation des sinistrés dans ce coin. Une pétition circule pour appeler les autorités de la ville à identifier un autre site. La pluie qui s'est abattue le 26 novembre dernier Kinshasa a fait plus de 30 morts, des centaines des sans-abris et entraîné des dégâts matériels énormes.

François Muamba à la tête de la commission PAJ du Sénat. Le Sénat a mis en place mercredi 4 décembre à Kinshasa ses huit commissions permanentes et un comité de réconciliation et arbitrage. La Commission politique, administrative et juridique (PAJ) est présidée par François Muamba, du Cap pour le Changement (CACH), alors que la commission chargée de l'économie, finances et bonne gouvernance est chapeautée par Moïse Ekanga, du FCC. La commission défense et sécurité est présidée par Pama Baramoto, celle chargée des relations extérieures par Francine Muyumba, celles des infrastructures, par Valentin Gerendo. Tandis que le comité des sages est confié à José Endundu. Chaque commission sera dirigée par un président, un vice-président, un rapporteur et son adjoint.

La Monusco sensibilise la population d'Uvira sur son mandat et sa mission. « La Monusco apporte un appui considérable aux Fardc. Le M23 et Yakutumba n'avaient pas atteint Uvira, grâce à l'appui de la Monusco. Nous avons encore besoin de la mission à Uvira.» Cette campagne de sensibilisation, qui a commencé le jeudi 28 novembre, a pour but d'expliquer à la population le rôle que joue la Monusco en RDC.

La police s'engage à éradiquer les violences sexuelles en son sein. Le général Amuli invite ses collaborateurs jusqu'aux hommes de troupes au respect strict d'une série d'engagements. « Je m'engage à traduire en justice les auteurs présumés de violences sexuelles et exécuter les mandats de justice décernés contre eux », a-t-il promis. La responsable du département Protection de l'enfant et Prévention contre les violences sexuelles à la PNC, colonel Néné Musavuli, appelle tous les policiers à s'engager dans ce combat, comme le numéro un a donné le ton.

Le député Ntumba Tshiabola appelle la population de Katanda à la cohabitation pacifique. « Le plus grand message que nous avons apporté à la population de Katanda reste l'amour du prochain, la cohabitation pacifique et le pardon mutuel », a expliqué Ntumba Tshiabola Bintu. Pour lui, le plus grand combat demeure le développement du territoire de Katanda et la réhabilitation de la cotonnière, qui est tombée en faillite. Le député Ntumba Tshiabola dit avoir profité de la même occasion pour demander à la population de Beni de faire confiance aux Fardc ainsi qu'à la Monusco de s'impliquer totalement pour mettre fin aux tueries perpétrées par les ADF, comme ce fut le cas avec le M23.

Province du Kwilu : 220 écoles publiques fonctionnent en mode « gratuité de l'enseignement ». La gratuité de l'enseignement de base dans la ville de Kikwit, capitale du Kwilu, semble être sur la bonne voie depuis plus d'un mois. Les cours ont repris grâce aux négociations entre les différentes parties prenantes, sous la bannière de l'autorité urbaine. Cependant pour consolider ce processus de gratuité, le maire de la ville Mutangu Léonard sait que la solution durable se trouve à Kinshasa: « Le gouvernement doit réunir tous les moyens pour que dans peu de temps tout soit effectif. »

Le Kwango et le Kwilu accusent le taux le plus élevé de mortalité maternelle et néonatale. La prise en charge de problèmes néonataux et de la mère doit s'étendre à toutes les formations médicales du Kwango et Kwilu afin de réduire le taux de mortalité maternelle et infantile dans ces deux provinces. Il s'agit de la recommandation phare de la revue annuelle du « programme de mentorat clinique » organisé du 29 novembre au 2 décembre à Kikwit par le ministère de la Santé publique avec l'appui de l'Unicef. La revue annuelle tenue à Kikwit a donné certes des résultats positifs dans quelques

zones de santé. Mais, il faut étendre ce programme à grande échelle dans les deux provinces, ont recommandé unanimement les participants.

Manifestations anti-Monusco : le gouverneur du Sud-Kivu appelle au calme. Le gouverneur du Sud-Kivu, Théo Kasi Nguabidje, appelle la population de sa province au calme et à l'apaisement. Il a lancé cet appel après la marche pacifique organisée mercredi 4 décembre par un groupe d'étudiants de Bukavu pour dénoncer l'insécurité à Beni, au Nord-Kivu, et à Minembwe, au Sud-Kivu. A l'issue de cette marche, les étudiants lui ont remis un mémorandum ; dans lequel ils demandent le retour de la paix non seulement au Sud-Kivu, mais aussi au Nord-Kivu.

Nord-Kivu : les Fardc neutralisent Gaspard Africa, un chef rebelle FDLR. Le colonel Gaspard Africa est le deuxième commandant des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda à être neutralisé par l'armée congolaise, a précisé le major Ndjike. Le porte-parole militaire des Operations Sokola 2 informe par ailleurs qu'avant la neutralisation de cet officier des FDLR, les Fardc avaient tué le commandant second de l'unité d'élite appelée CRAP, une unité très importante des FDLR.

Azaria Ruberwa annonce l'évaluation du processus de décentralisation. « Nous allons vérifier si la décentralisation a apporté plus des qualités en matière de bonne gouvernance, ou si on fait du surplace (...) On va évaluer tous ces aspects y compris au niveau de l'administration ; nous avons la fonction publique provinciale, nous avons des édifices en provinces, nous avons des plans de développement et des budgets provinciaux y compris des aspects des budgets participatifs. Toutes ces questions seront évoquées », a indiqué Azarias Ruberwa, le Ministre d'Etat en charge de la Décentralisation. Le but de ce forum est de voir là où ça n'a pas marché et proposé des remèdes.

Journée nationale de l'arbre : le ministre de l'environnement invite la population à planter des arbres. A l'occasion de la célébration, le 5 décembre de chaque année, de la journée nationale de l'arbre, le ministre de l'Environnement et Développement durable, Claude Nyamugabo a prévenu : « Partout où l'arbre a disparu, l'homme a été puni pour cette négligence. Il est de notre responsabilité de transmettre aux générations futures cette culture de planter des arbres », a-t-il prévenu. Claude Nyamugabo a par ailleurs invité tous les Congolais à s'approprier la vision environnementale du chef de l'Etat, à travers son projet ambitieux de planter 1 milliards d'arbres d'ici 2023. Ce projet de reboisement vise à toucher tous les congolais et surtout à créer des espaces verts dans les zones d'habitation.

Tueries à Beni : les députés nationaux demandent la permutation des généraux des Fardc. Plus de 80 députés nationaux qui ont pris la parole lors de cette séance plénière ont estimé qu'il faut envoyer de nouvelles troupes et commandants non originaires dans la région. Ils citent notamment les exemples des généraux comme Mbuza Mabe, Bahuma, Mamadou Ndala qui ont eu du succès dans cette région sans y être originaires. « Soyons prudents pour demander le départ précipité de la MONUSCO. Nous ne devons pas tomber dans ce piège pour ne pas servir le cynisme et les intérêts inavoués de ceux qui ont pris notre pays en otage », a interpellé le député Gratien Iracan.

Province de la Tshopo : les députés provinciaux jugent recevable le projet d'édit budgétaire pour l'année 2020. Il s'élève à plus de 191 milliards, 645 millions de francs congolais équilibrés en recettes et en dépenses. Il s'agit de la redynamisation du secteur agricole en mettant l'accent sur l'amélioration des chaînes de valeurs et l'accroissement de la fourniture de l'électricité, la création des incitations à investir dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la promotion de la femme, du genre et de l'enfant. Puis les sports seront promus de même que l'encadrement de la jeunesse qui se fera à travers la culture et les arts. Enfin, le 4ème pilier de ce projet repose sur l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique.

Ebola : un service minimum organisé au centre de traitement de Biakato. Le centre de traitement de Biakato reçoit depuis mercredi des cas positifs d'Ebola, qui sont enregistrés dans la zone. Le traitement se fait avec le concours du personnel médical local. Ces prestataires de santé ont été instruits par une délégation du ministère de la Santé et des agences du système des Nations unies à reprendre les activités. D'autres agents des ONG et agences onusiennes seront déployés progressivement pour l'intensification des activités de riposte, affirment le bureau de EERC en Ituri.

Nord-Kivu : Dr Michel Yao redoute la propagation de la maladie à virus Ebola à Beni. « Depuis les événements nous avons eu cinq cas et ces cinq cas sont liés à des cas qui viennent de la zone où les attaques ont eu lieu. La plupart de cas provenaient de la sous-coordination de Biakato et de Luemba. Cela nous fait croire que la maladie est probablement en train de se propager dans cette zone que nous avons quitté malheureusement dû à l'insécurité », a estimé Dr Michel Yao, le coordonnateur en charge des opérations de l'OMS.

Assemblée nationale : les députés nationaux Phoba et Matezolo temporairement exclus des séances plénières. Ces deux élus du Kongo-Central ne vont pas assister à cinq séances plénières de la chambre basse. Ils ont tenté d'agresser physiquement le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Gilbert Kankonde, la veille, lors de la plénière consacrée à l'interpellation de ces deux membres du gouvernement. Ils devraient s'exprimer sur l'insécurité dans la ville et le territoire de Beni au Nord-Kivu. Adrien Phona et Papy Matezolo reprochent à Gilbert Kankonde d'avoir réhabilité le gouverneur du Kongo-Central, sans le consentement de la population.

Kongo-Central : les députés provinciaux divisés sur la déchéance du gouverneur Atou Matubuana. Vingt-quatre députés provinciaux du Kongo-central ont voté, mercredi 4 décembre, la motion de défiance initiée contre le gouverneur Atou Matubuana. Ce vote s'est déroulé à l'Hôtel Bololo, après des troubles survenus dans l'enceinte de l'assemblée provinciale. Des coups de feu ont été tirés dans la salle, empêchant le gouverneur de présenter ses moyens de défense lors de la séance plénière. Les dix-sept autres, qui n'ont pas pris part au vote, rejettent cette décision et la qualifient de nulle. Selon l'initiateur de la motion, le gouverneur Atou Matubuana et ses partisans ont été à la base des incidents d'hier lors de la première plénière

« Les collègues députés de son camp ont cassé le bureau du président. Atou Matubuana a donné l'argent à tous les services de l'Etat pour que l'assemblée ne soit pas protégée. Dans quel pays sommes-nous ? Quelqu'un qui est accusé pour un problème de Mimigate [scandale sexuel du vice-gouverneur Justin Luemba avec l'assistance du gouverneur, Mimie Muyita] et corrompt tout le monde », accuse le député Masumbu Baya.

Vendredi 6 décembre.

Nord-Kivu : la société civile demande l'évaluation de l'accord-cadre d'Addis-Abeba. « Nous pensons que par rapport à la situation que nous sommes en train de traverser, entre autres, les tueries qui se passent à Beni, la solution serait, le respect de l'Accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. Par rapport à cet Accord, il y a des obligations », a indiqué Etienne Kambale, vice-président du groupe thématique « Gouvernance » de la société civile. Pour lui, chaque partie signataire de cet accord devrait s'expliquer sur son engagement pris, 6 ans après. L'Accord-cadre avait été signé le 24 février 2013 dans la capitale éthiopienne par onze pays africains sous l'égide des Nations unies. Il vise la restauration de la paix dans l'Est de la RDC, en proie à l'insécurité depuis plus de deux décennies. Les pays signataires s'étaient notamment engagés à ne pas soutenir les groupes armés actifs dans cette partie de l'Afrique.

« **La MONUSCO a encore un rôle très important à jouer dans la stabilisation du pays** ». Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé de la sûreté et la sécurité, Gilles Michaud, affirme : « L'objectif pour moi est de faire l'évaluation de la situation sécuritaire sur le terrain, mais aussi réitérer notre engagement et détermination à continuer à fournir, pendant notre présence dans la région, les programmes et services à la population congolaise. Je crois que la Monusco a encore un rôle très important à jouer dans la stabilisation, dans le pays en général et particulièrement ici dans l'est du pays. (...) La population peut continuer à compter sur la présence de la Monusco, et appuyer les efforts de stabilisation. Aussi, le partenariat et la coopération entre le gouvernement, la Monusco et les Nations unies reste important et c'est le message que j'ai bien retenu »

Equateur : le ministre provincial de l'environnement recommande aux exploitants forestiers le reboisement. Ainsi à l'occasion de la journée nationale de l'arbre, célébrée le 5 décembre, le ministre provincial de l'environnement et développement durable de l'Equateur, Olivier Nsomi Ehe, constate que des milliers d'arbres continuent à être coupés sans aucun reboisement. Il demande aussi à chaque habitant de planter des arbres dans sa parcelle.

Kasaï-Oriental : au moins 300 maisons détruites après une pluie à Mbuji-Mayi, des routes coupées et des têtes de ravins créées par les érosions, après une pluie qui s'est abattue mercredi 4 décembre et jeudi 5 décembre. Deux enfants ont aussi été fracturés. A Bipemba, un éboulement s'est produit et rend difficile l'accès à la paroisse Saint Marcel, ajoute la même source. Les victimes n'ont pas encore reçu l'assistance, selon des sources locales.

Les ADF tuent 24 civils à Beni. Quatorze civils ont été tués à Kalikoko et dix autres à Mantumbi dans la journée de jeudi 5 décembre, a annoncé la société civile du territoire de Beni (Nord-Kivu). Ces personnes ont été tuées lors des incursions des ADF dans ces deux localités du secteur de Beni-Mbau. La société civile locale, qui donne cette information, craint que le bilan ne s'alourdisse ; car il y a toujours des personnes portées disparues.

Le taux de croissance démographique incompatible avec les exigences de l'émergence. La quatrième conférence nationale pour le repositionnement de la planification familiale s'est clôturée jeudi 5 décembre à Kinshasa. Selon les tendances démographiques actuelles, 46% de la population a moins de 15 ans. Une cible importante, qui doit être prise en

charge pour l'aider à prendre des décisions maintenant et dans le futur, afin de favoriser la gestion de leurs ménages et leur vie sexuelle. Au cours des cinq dernières années, la RDC a atteint une prévalence contraceptive de 18 sur les 19% attendus pour l'année prochaine. Le Plan Stratégique de la RDC vise deux objectifs principaux : augmenter la prévalence contraceptive moderne estimée à 6,5% en 2003 à au moins 19% d'ici 2020 ; assurer l'accès et l'utilisation de méthodes contraceptives modernes à au moins 2.1 millions de femmes d'ici à cette même période.

Kwilu : 20 morts dans un accident de route. Un gros véhicule, en provenance de Kinshasa vers Tshikapa (Kasaï) avec passagers et marchandises à bord, s'est renversé. Le drame est survenu à un endroit, où il y a une pente et une courbure.

Le gouvernement veut promouvoir le volontariat. A l'occasion de la célébration, le 5 décembre, de la journée internationale des volontaires, le Secrétariat national du volontariat : « Conformément aux résolutions des Nations unies et dans le souci de restaurer les valeurs qui ont permis aux communautés traditionnelles de survivre et de vivre dans la cohésion sociale, le gouvernement congolais a pris l'option de promouvoir le volontariat. Le secrétaire national du volontariat, Grâce Mimbo Hotang, a invité le gouvernement congolais à mettre les moyens à la disposition des volontaires pour les permettre d'aller partout secourir les victimes de différentes catastrophes naturelles qui frappent la RDC.

Massacres de Beni : le FCC sollicite un calendrier de retrait de la Monusco. « La réaction des populations du Kivu face aux syndromes des assassinats ciblés et crapuleux des victimes innocentes est tout à fait légitime. En tout état de cause, il s'avère impérieux au gouvernement, en urgente consultation avec la Monusco d'apporter aux populations traumatisées une réponse satisfaisante et crédible à leur cri de détresse en rendant public un calendrier de retrait des troupes de la Monusco », a déclaré Atundu Liongo, communicateur attitré du Front commun pour le Congo. « **Que le FCC n'en fasse pas une récupération politicienne** ». « Que le FCC ne fasse pas une récupération politicienne, je comprends personnellement l'exaspération de la population : c'est pour dire que 'si aujourd'hui la Monusco ne peut pas agir, à qui d'autre voudrions nous nous confier ?' », a poursuivi le député Jean-Baptiste Muhindo Kasekwa.

Beni : une grenade lancée par des présumés ADF fait trois blessés graves. Trois personnes ont été blessées après l'explosion d'une grenade jeudi 5 décembre au petit marché de Mabakanga, au centre de Beni. D'après le maire Nyonyi Bwanakawa, la grenade a été lancée aux environs de 19h30, heure locale, par deux présumés rebelles des ADF, qui se trouvaient sur une moto. Nyonyi Bwanakawa rassure que les victimes sont prises en charge à l'hôpital général de Beni.

Nord-Kivu : 707 Mai-Mai « Uhuru » cantonnés à Samboko. Ce groupe armé demande aux autres de lui emboîter le pas, afin de s'unir pour faire face aux rebelles ougandais des ADF. D'après le chef du groupe, Muhasa Uhuru Kasereka, la motivation principale de cette reddition est de répondre à l'appel du chef de l'Etat et s'unir pour traquer les ADF. C'est ce groupe, selon lui, qui est l'unique ennemi qui endeuille le territoire de Beni. Les responsables de l'armée ont salué le geste posé et accueilli ces miliciens du groupe Uhuru. Cependant, l'armée réitère son appel aux autres groupes à emboîter le pas.

« **Le Kongo-Central est sacrifié sur l'hôtel des intérêts privés** ». « Qui dirige la province du Kongo-Central ? », s'interroge la Nouvelle société civile du Congo (NSCC). Elle fait remarquer qu'après la convocation à Kinshasa du gouverneur Atou Matubuana et du président de l'assemblée provinciale, Anatole Matusila, à la suite des incidents qui ont émaillé la dernière plénière, les choses sont loin d'être rassurantes. « La cacophonie est totale ! Et les guéguerres entre les institutions provinciales fragilisent davantage et le développement de notre province et sa cohésion sociale », s'inquiète Jonas Lukoki.

Activités paralysées à Butembo. Selon le commandant urbain de la police, colonel Richard Mbambi, les manifestants qui avaient placé plusieurs barricades dans la nuit de jeudi vers Fourou et Mutsanga au nord de la ville, ont été dispersés l'avant midi. Le colonel renseigne par ailleurs que la tension était vive dans la partie Nord de la ville, où la police a usé des coups de feu pour disperser les manifestants qui tentaient de barricader les routes. Selon toujours le commandant de la police, parmi les manifestants, on comptait des Mai-Mai. Le colonel Mbambi regrette que les manifestants soient armés.

Nord-Kivu : le conseil provincial de la jeunesse dénonce des menaces que subiraient certains jeunes. « C'est pour avoir pris des positions contre les manifestations violentes dans cette partie de la province du Nord-Kivu que ces jeunes sont menacés », a expliqué Guy Kibira, président du conseil provincial de la jeunesse du Nord-Kivu. Il affirme que ces jeunes, pour la plupart, vivent en clandestinité après avoir fait l'objet des menaces de mort par téléphone. Il demande au gouvernement et aux services et forces de sécurité de prendre des mesures nécessaires pour leur sécurité.

Samedi 7 décembre.

La Haye : la société civile demande à la CPI de se saisir de crimes commis à Beni. La situation sécuritaire et celle liée aux crimes graves à Beni ont été présentées à la session de l'Assemblée des Etats Partis de la CPI. Me Joseph Dunia Ruyenzi, accrédité à cette session pour le compte de la RDC, demande à la Procureure de la CPI des actions urgentes pour Beni : « En attendant qu'elle puisse mettre en mouvement l'action de la Cour pénale internationale, qu'elle puisse même faire un communiqué urgent (pour) interpellier les autorités congolaises et tous les acteurs de sorte que tout soit fait pour que les crimes cessent. »

Le Parlement adopte le règlement d'ordre intérieur du Congrès. Ce règlement intérieur qui devrait être adopté au cours de la session inaugurale conformément à l'article 114 de la constitution, a été élaboré en procédure d'urgence par une commission paritaire mixte spéciale Assemblée nationale et Sénat. « Le Congrès se réunit pour la procédure de révision constitutionnelle, l'autorisation de la proclamation de l'état d'urgence ou de l'état de siège, et de la déclaration de guerre, l'audition du discours du Président de la République sur l'Etat de la Nation, l'autorisation de prorogation de l'Etat d'urgence et de l'Etat de siège, la décision des poursuites ainsi que de la mise en accusation du Président de la République ou du premier ministre devant la Cour constitutionnelle », rappelle le rapporteur du congrès Célestin Musau Kalombo.

Sud-Kivu : les Fardc capturent plus de 1000 FDLR et leurs dépendants à Kalehe. Ils ont été capturés le 26 novembre au cours des combats qui opposent l'armée au groupe du Congrès national pour le renouveau démocratique (CNRD) dans le territoire de Kalehe depuis la fin du mois de novembre. Jusqu'à vendredi 6 décembre, c'est environ 600 FDLR et leurs dépendants qui sont acheminés au camp militaire Nyamunyuni aux alentours de l'aéroport de Kavumu. Plus de 400 autres étaient encore à Bitale dans le territoire de Kalehe. Les conditions de vie de ces personnes commencent à se détériorer là où ils sont gardés depuis quelques jours. C'est notamment les besoins alimentaires et sanitaires pour les blessés par balle, les femmes et enfants malades.

Mbanza Ngungu : 10 morts dans un éboulement. Le glissement des terres a été provoqué par la pluie torrentielle qui s'est abattue de vendredi 6 novembre à ce matin. Selon l'administrateur de territoire, les dégâts matériels sont importants. L'administrateur du territoire de Mbanza Ngungu, Luc Mukiyadi lance un « cri de détresse » aux autorités nationales et provinciales en vue d'assister les familles frappées par cette catastrophe naturelle.

Beni : début de contrôle et de fouille systématique de tous les engins roulants et des colis transportés par les piétons. «Le comité urbain de sécurité, bientôt, va recourir au système de checkpoints. Ce sont les barrières intempestives que vous pouvez trouver à n'importe quel point de la voirie urbaine de la ville de Beni. Là vous trouvez des forces de l'ordre qui vous arrêtent et qui commencent à faire la fouille soit dans votre véhicule, soit sur votre moto soit dans les marchandises que vous êtes en train de transporter Nous demandons à la population : chaque fois que vous vous retrouverez devant un checkpoint, obtempérez, voyez ce que l'on va faire, il n'y a rien de tracasserie. Par contre, c'est pour permettre que la paix et la sécurité règnent au niveau de la ville de Beni. Nous allons demander à la population d'éviter les attroupements, parce que, l'ennemi cherche là où les gens sont agglutinés, sont attroupés, pour qu'il y jette une grenade pour que ça nous paye le deuil au niveau de la ville.», a annoncé check-points.

Kasaï Oriental : 2 cadres de l'administration arrêtés pour un présumé détournement de 950 000 USD. Cette arrestation est une des retombées du contrôle parlementaire menée depuis le 17 novembre dernier, sur la gestion de la province par le gouverneur de province honoraire Alphonse Ngoyi Kasanji. La commission a découvert la disparition de près de 950 000 USD, sortis de la banque par ces deux cadres, pour l'asphaltage par l'Office des voiries et drainage (OVD) des avenues Cathédrale et Lusambo, actuellement en état de délabrement. Le responsable de l'OVD a fait savoir à la commission parlementaire que ces fonds ne lui ont jamais été remis.

Ebola en RDC : l'insécurité perturbe le suivi des cas suspects et de leurs proches (OMS). Ces dernières semaines, l'OMS a continué d'observer une diminution encourageante du nombre de cas de maladie à virus Ebola confirmés. Mais en même temps, l'agence onusienne rappelle que « la violence, les troubles civils généralisés et les attaques ciblées ont gravement perturbé la réponse d'Ebola et restreint l'accès aux communautés touchées dans plusieurs endroits ». « Le volume des alertes provenant des zones sanitaires touchées par l'insécurité est plus faible que d'habitude, ce qui a entraîné une réduction globale du nombre moyen d'alertes signalées la semaine dernière », a précisé l'OMS. Toutefois sur les 3.346 alertes signalées, 96% ont fait l'objet d'une enquête dans les 24 heures. De façon générale, les organismes humanitaires redoutent une reprise de l'épidémie à un moment où elle semblait maîtrisée. Neuf nouveaux cas confirmés d'Ebola ont été signalés entre le 27 novembre et le 3 décembre dans les provinces du Nord-Kivu et d'Ituri.

Félix Tshisekedi demande l'institution d'une commission pour mettre fin à l'instabilité dans les institutions provinciales. Cette commission aura pour mission de faire des propositions au Conseil des Ministres pour ramener la

paix dans les provinces, a indiqué David-Jolino Makelele, ministre de la Communication et des Médias et Porte-parole du Gouvernement. La lutte de Leadership et le paiement irrégulier des montants de rétrocessions figurent parmi les raisons à la base de ces tensions de même qu'une interprétation souvent gauche des dispositions légales et réglementaires applicables aux assemblées provinciales, ajoute M. Makelele.

Kinshasa : le budget 2020 évalué à 911 milliards de FC. Ce projet de budget a été examiné et adopté au cours du conseil des ministres du gouvernement provincial. Selon Charles Mbuta Muntu, porte-parole du gouvernement, ce budget reflète les besoins réels des kinois et va permettre au gouvernement provincial d'appliquer le programme Kinshasa Bopeto.

Sylvestre Ilunga : « La Formation professionnelle permet de résoudre le problème de chômage de masse et de la pauvreté » Le ministre de la Formation professionnelle, arts et métiers, John Ntumba a rappelé que ce forum a été organisé pour sensibiliser toutes les couches de la société congolaise ainsi que les partenaires du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle sur l'importance, les défis et les enjeux de la formation professionnelle en RDC.

Dimanche 8 décembre.

Beni : le CEPADHO consterné par les massacres des 150 civils en 5 semaines. Le Centre d'études pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme (CEPADHO) demande à l'armée : « Nous voudrions appeler les FARDC à plus de promptitude, à plus de sérénité dans leurs actions. Mais aussi, nous voudrions qu'une attention particulière soit accordée à la partie Ouest et Nord du triangle de la mort. Nous voudrions ici saluer la venue dans cette zone de l'inspecteur général des forces armées. Nous voudrions que sa présence apporte un plus sur les actions des Fardc, pour que cessent ces massacres, pour que l'ennemi soit contraint et pour que, son stratagème de vouloir opposer les Fardc à la population ne réussisse pas »

Sud-Kivu : situation sécuritaire précaire à Kalehe, 700 personnes sans assistance. Les sept cents personnes regroupées autour du camp de la Monusco de Bibatama se retrouvent dans les localités voisines à la recherche de l'assistance alimentaire.

Seule une vingtaine de déplacés sont encore pris en charge la Monusco sur place. La Monusco et la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) sont allées évaluer la situation de protection des civiles après l'offensive militaire des Fardc contre les FDLR du CNRD dans les hauts plateaux de Kalehe.

Le gouvernement promet d'accompagner la FRPI à se transformer en parti politique. Le gouvernement de la RDC a promis d'accompagner les leaders de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) pour la transformation de ce groupe armé en parti politique. Cet engagement a été pris à l'issue de deux journées de négociations directes entre les deux parties, tenues vendredi 6 et samedi 7 décembre à Gety, chef-lieu de la chefferie de Walendu Bindi (Ituri). « Nous sommes pour la paix durable en Ituri et nous sommes très déterminés. Que tout le monde accompagne le processus jusqu'au bout », a souhaité Richard Adirodu Mbadu, le chef de la milice FRPI. La délégation du gouvernement central était représentée notamment par le ministère de l'Intérieur, de la Justice, de la Défense et du plan.

Est de la RDC : la CNDH appelle les Nations unies, l'Etat et la population à s'engager pour la paix. « Les nations unies ont leur part dans détérioration de la situation sécuritaire, surtout en matière de maintien de la paix. Mais l'Etat congolais aussi a sa part de responsabilité ainsi que la population congolaise. Chaque partie prenante doit fournir beaucoup d'efforts pour que la paix revienne effectivement en RDC », a indiqué Claudine Bela, présidente de la Commission nationale des Droits de l'Homme pour la Province de la Tshopo. Pour sa part, Dr Chober Agenonga pense que les institutions nationales s'assument faiblement. Elles ont abandonné la charge à la communauté internationale. Il a proposé ainsi la réforme de l'armée. Il faudra aussi actionner la fibre sociale notamment l'encadrement de la jeunesse désœuvrée, a ajouté le professeur Alfonse Ediba. L'insécurité croissante en RDC, dans l'Est a été le sujet principal de cette conférence scientifique. Les intervenants, épris de paix, se sont demandés si la paix était une mission impossible après vingt ans de présence onusienne en RDC.

Kasaï-Central : Environ 100 femmes attendues à la campagne de réparation gratuite des fistules obstétricales. Le gouvernement provincial du Kasaï-Central a lancé, samedi 7 décembre à Kananga, la campagne de réparation gratuite des fistules obstétricales. Environ cent femmes porteuses de fistules sont visées à travers cette activité, financée par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) à travers le projet « Central emergency response fund », CERF.

Lundi 9 décembre.

« **RDC : Budget 2020, l'accroissement de 60% des recettes paraît irréaliste (FMI)** ». Bien qu'exprimant le volontarisme du gouvernement, l'atteinte de ces assignations budgétaires augmentées de 62% est purement irréaliste aux yeux de cette institution de Bretton Woods. En d'autres termes, il y a risque que le gouvernement congolais, dans l'exécution du budget, termine l'année 2020 avec un gap de plus de trois milliards de dollars américains, examine le média en ligne.

A Kigali, Félix Tshisekedi expose sa vision de gouvernance « basée sur l'homme ». Sa gouvernance est basée sur l'homme, à travers la gratuité de l'enseignement de base et l'accès aux soins de santé. Ces deux axes sont les principaux moteurs de l'épanouissement de l'homme, a indiqué Félix Tshisekedi. Ce dernier, comme d'autres personnalités africaines, sont invitées à Kigali pour intervenir dans le cadre d'un panel qui réfléchit sur ce que sera l'Afrique dans 60 ans. Au regard de son potentiel fait d'une population jeune et de nombreuses richesses environnementales, tous les panelistes sont unanimes que l'Afrique changera le cours de l'histoire dans un proche avenir. L'avenir de l'Afrique, ont-ils développé, dépend aussi de projets intégrateurs à l'instar du projet Inga III, devenu le projet phare de l'Union africaine.

Nord-Kivu : arrestation de 36 personnes impliquées dans incendie de la mairie de Beni et la base de la Monusco. Selon des sources judiciaires, elles sont accusées de l'incendie du bâtiment de la mairie et de l'une des bases de la Monusco au quartier Boikene. Les prévenus sont aussi poursuivis pour meurtre d'un policier ainsi que de l'utilisation des groupes Maï-Maï et des enfants pendant les manifestations de ces deux dernières semaines dans la ville de Beni. Toutes ces personnes ont été arrêtées et sont détenues à la prison centrale Kangbwayi de Beni depuis vendredi 6 décembre dernier.

Ituri : 12 personnes enlevées par des miliciens de Codeco à Djugu. Ces personnes ont été enlevées depuis le vendredi dernier 6 décembre au camp de pêche de Kango, situé dans le groupement Losandrema, au bord du Lac Albert. Un membre de la société civile, se dit inquiet surtout que trois corps aient été retrouvés le week-end sur place par la population.

Butembo : début de la campagne de vaccination contre la rougeole. Elle couvre dix-sept zones de santé de la région de Beni-Lubero, pour une durée de cinq jours. Au total, 738 708 enfants de 0 à 59 mois sont attendus au cours de cette opération. Les parents, satisfaits de cette initiative, invitent leurs pairs à ne pas trainer les pas et à amener leurs enfants à la vaccination en vue de sauver leurs vies. La vaccination se fait dans des sites fixes, précise le chef d'antenne du PEV.

Kasaï-Oriental : le nouveau vaccin contre la diarrhée virale sera introduit en fin décembre. Selon le chef de division provinciale de la santé au Kasaï-Oriental, Dr Nestor Tshiteku, ce vaccin vient lutter efficacement contre des maladies d'origine diarrhéiques qui tuent environ 10 % d'enfants par an dans la province. Les enfants de moins d'un an recevront 3 doses du Rotassil au même moment que d'autres vaccins habituels à la 6^{ème}, 10^{ème} et 14^{ème} semaines, tel qu'indiqué au calendrier vaccinal en RDC. Dr Nestor Tshiteku précise que les journalistes ont été également associés à cet événement pour qu'ils aient la bonne information.

L'Union européenne lève les sanctions contre deux personnalités. Les sanctions avaient été adoptées en réponse aux entraves au processus électoral et aux violations des droits de l'homme. Le Conseil réexaminera à nouveau les mesures restrictives au vu de l'évolution de la situation et se tient prêt à les adapter en conséquence. Roger Kibelisa, conseiller pour la sécurité auprès de la présidence congolaise, et Lambert Mende, ancien ministre de la Communication, ne sont plus soumis aux mesures restrictives individuelles. « L'UE note avec satisfaction les engagements pris par le président Tshisekedi en faveur d'un redressement national basé sur le respect de l'état de droit, la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes et des filles, la lutte contre l'impunité et contre la corruption et l'amélioration de la situation sécuritaire », renseigne le communiqué. Afin de consolider la démocratie et garantir la stabilité, et en prévision des futures échéances électorales, l'UE appelle à la réforme des institutions garantes de la démocratie et des processus électoraux, en particulier la Cour constitutionnelle et la Commission électorale nationale indépendante, dans le cadre d'un processus inclusif et crédible. La transparence et la crédibilité des prochains scrutins ainsi que la participation de tous, y compris des jeunes et des femmes, seront essentielles pour consolider la stabilité en RDC, note l'UE.

Lutte contre Ebola : la RDC et le Rwanda mènent une campagne de vaccination conjointe. Le deuxième vaccin expérimental con. et rwandais. D'après le docteur Jean-Jacques Muyembe, coordonnateur du secrétariat technique de la riposte contre Ebola, l'objectif poursuivi par la RDC et le Rwanda est d'immuniser le plus grand nombre des populations à risque, proches des foyers de la maladie, notamment Beni et Butembo. Au moins cinq cent mille personnes sont concernées par cette campagne dans la ville congolaise de Goma et quatre cent mille autres personnes sont attendues pour la ville voisine de Gisenyi, au Rwanda. Même si l'épidémie se termine aujourd'hui, ce vaccin immunise les populations pour les jours à venir.

Nord-Kivu : l'armée reprend 15 villages jadis occupés par les Mai-Mai Nyatura. La reprise de ces villages est intervenue au terme d'une opération militaire lancée vers la fin du mois de novembre dans la zone. Pendant cette offensive, les Fardc ont réussi à neutraliser les combattants Nyatura du groupe de Baruhutse Dominique, connu sous l'appellation de Nyatura-Domi, dans ces quinze villages repartis dans les localités Butsuru, Rubwe Nord et Rubwe Sud. Deux fosses communes ont été découvertes dans deux anciennes positions des Nyatura à Rubwe Nord et Rubwe Sud.

Inondations à Mbanza-Ngungu : 1000 hectares de cultures détruites. Les inondations touchent plus de cent villages du territoire de Mbanza Ngungu. Les rivières Nvuazi, Nkokozi, Kuilu, Mueke et Fuma ont déversées les eaux dans les vallées, où cultivent près de sept-cents agriculteurs. Toutes les cultures d'arachides, choux, maïs, maniocs, tomates, aubergines et piments sont engloutis sous les eaux. Les dernières pluies qui se sont abattues dans la zone ont également fragilisé deux ponts suspendus sur la rivière Nvuazi et Nkokozi, qui sont menacés d'affaissement.

Sommet de l'ACP : Félix Tshisekedi recommande la mutualisation des énergies pour améliorer les conditions de vie des populations. « Le multilatéralisme que nous voulons pour un groupe ACP renforcé et engagé voudrait que nos États du Sud, en considérant le chemin parcouru depuis les indépendances, travaillent autour de leurs intérêts communs qui les caractérisent. Ce multilatéralisme est donc un levier puissant pour définir un cadre juridique fondé sur un accord de base commun dans le but de consolider la paix, la gestion des migrations, la libération du potentiel économique et la lutte climatique (...)» il faut encourager la participation active des femmes et des jeunes à la vie publique en vue de leur représentation à tous les niveaux de gouvernance et du secteur privé pour renforcer la parité hommes-femmes dans les processus législatifs et décisionnels des pays ACP. », a proposé Félix Tshisekedi dans son discours.

COP 25 : la priorité des priorités de pays africains demeure la réduction de la pauvreté. Tous les ministres de l'Environnement des 197 parties engagées dans la convention cadre des Nations unies pour les changements climatiques prennent part au segment ministériel qui débute lundi 9 décembre à Madrid. Cette réunion des ministres intervient après le travail des experts, qui ont soutenu que les 77 pays africains et la Chine attendaient les financements climatiques dans différents secteurs émetteurs, afin de réduire les émissions de gaz à effets de serre. Selon l'ambassadeur et négociateur climat, Tosi Mpanu Mpanu, la priorité des pays africains demeure la réduction de la pauvreté de leurs populations. Les experts de pays africains identifient en ce moment les secteurs émetteurs et étudient comment réduire les émissions en utilisant les financements et l'appui climatique disponible. « Si c'est l'énergie, il y a moyen de produire cette énergie de manière plus propre et cela pourrait stimuler des investissements dans les énergies renouvelables de telle sorte que les émissions puissent être réduites », a-t-il estimé. Il cite également l'agriculture, qui pourrait être faite de manière plus vertueuse, et les techniques agricoles pourraient être améliorées, si elle est financée.

Tanganyika : le Baraza invite toutes les communautés à la cohésion sociale. Toutes les communautés ont le droit de s'installer où elles veulent. La constitution accorde ce privilège à tous les Congolais. « Parmi nous, il y a ceux qui sont ici depuis 1960, d'autres sont là depuis 1957. Toutes ces personnes connaissent la culture et la mentalité des communautés du Tanganyika. Ils sont plus à l'aise ici que chez eux » Selon le coordonnateur de Baraza intercommunautaire pour la paix, la cohésion sociale n'est pas menacée dans la province du Tanganyika.

Général Kasonga : « Les ennemis de la paix seront vaincus par une pression populaire et militaire ». Pour lui, cette collaboration doit se poursuivre, mais cette fois-ci avec une pression populaire et militaire pour chasser l'ennemi hors du pays.

« C'est ici donc l'occasion de renouveler l'appel citoyen en direction de nos populations d'ici Beni, de Butembo et de Lubero, pour regarder dans les mêmes directions avec les forces armées, afin que, la pression militaire cumulée avec la pression populaire, tous ces criminels, tous ces terroristes, tous ces hors-la-loi, puissent être contraints de déposer les armes et de se rendre ou en tout cas être éradiqués, si non, traverser la frontière et rentrer dans leur pays, parce que ce n'est pas ici chez eux», note le général Kasonga, porte-parole des Fardc.

Des ONG demandent à Félix Tshisekedi de matérialiser ses promesses faites sur la lutte contre la Corruption. « Il y a des cas de corruption qui ont été dénoncés. Je prends l'exemple de cas de corruption lors des élections sénatoriales. Jusqu'aujourd'hui, nous tendons vers une année, rien n'a été fait. La question des 15 millions, il avait lui-même dit que cette est en train d'être étudiée en justice, et qu'une enquête a été ouverte. Mais jusqu'aujourd'hui, on n'en parle pas. En un mois, le ministère public peut ouvrir une enquête mais nous avons l'impression que ça risque d'être une lettre morte », a fait remarquer Michel Mvondo, coordonnateur du Réseau d'éducation civique au Congo RECIC.

Mardi 10 décembre.

Me Aimé Kilolo : « Le ministre Mende n'a pas encore reçu une note officielle du Conseil européen ». Le communiqué ne cite nommément les personnes concernées par la levée des sanctions. Mais Radio France internationale (RFI), cite Roger Kibelisa, conseiller pour la sécurité auprès de la présidence congolaise, et Lambert Mende, ancien ministre de la Communication, ne sont plus soumis aux mesures restrictives individuelles. Pour Me Aimé Kilolo, ces punitions de l'UE sont une situation inédite de violation du droit international contre lesquelles il faut lutter. Il qualifie ces sanctions de «néocolonialisme. » Les sanctions de l'UE avaient été adoptées en réponse aux entraves au processus électoral et aux violations des droits de l'homme.

Evasion à Kananga : peine de prison à perpétuité requise contre 11 policiers et militaires. Parmi les 11 prévenus, seuls quatre sont en détention. Le ministère public les accuse d'avoir fait preuve de négligence. Une négligence qui, selon lui, a abouti à l'évasion de plusieurs détenus dans la nuit du 6 au 7 mai dernier. Lors de cette évasion, plusieurs détenus avaient réussi à s'échapper de la prison. Leur nombre n'est toujours pas connu. Mais parmi les évadés, il y avait Tshaba Kanowa et Ilunga Lumu, deux personnes poursuivies pour le meurtre de deux experts de l'ONU au Kasai. Le premier a été rattrapé. Pas le second. Ce dernier est le seul accusé qui avait reconnu avoir assisté à l'exécution des experts de l'ONU. Le tribunal militaire de Kananga rendra son verdict sur le dossier de l'évasion de détenus la semaine prochaine.

Nord-Kivu : l'insécurité à Beni a occasionné la hausse des cas positifs du virus à Ebola. Sept cas positifs de la maladie à virus Ebola sont enregistrés par semaines depuis la semaine du 25 novembre, dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Avant cette date, seul un à deux cas étaient recensés. Cette situation est due à l'insécurité qui prévaut dans cette partie de la RDC. Diverses attaques des sites de traitement, et les menaces vis-à-vis des agents de la riposte ont été constatées.

Le Parlement va voter les trois juges de la Cour constitutionnelle pour éviter le favoritisme (Lokondo) Les deux chambres du Parlement réunies en congrès ont notamment décidé de choisir les trois juges de la Cour constitutionnelle par vote à bulletin secret. « Une commission ad hoc va recevoir leurs candidatures, elle va nous faire rapport à la plénière. Celle-ci va entendre les candidats qui vont se vendre et nous allons voter à bulletin secret. Cette procédure leur confèrera une légitimité conséquente, que d'apprendre que les deux présidents des deux chambres se sont retrouvés pour désigner les gens qui vont représenter le Parlement au niveau de la Cour constitutionnelle », a déclaré Henti-Thomas Lokondo, auteur de cet amendement.

Kinshasa : près de 1000 personnes tuées dans des accidents de circulation en 2018 (Police). La ville de Kinshasa a totalisé un maximum de mille deux cent cinquante et un cas d'accidents qui ont occasionné le décès de neuf cent quatre-vingt personnes et huit cent quatre-vingt-cinq autres personnes grièvement blessées. « Le permis de conduire est actuellement vendu comme une marchandise à qui le veut sans avoir soumis au requérant la moindre épreuve théoriques et pratiques, cette pratique qui vise le lucre produit des conducteurs sans aucune notion du code de la route. Cet état des choses à lui tout seul explique les catastrophes routières que nous offrent ce secteur vital sous tendu par l'ignorance du code de la route », a expliqué le Commissaire supérieur principal Kabamba Nkole.

Goma : un élève tué par un policier lors d'une manifestation populaire. Tout a commencé à 6 heures locale quand la population du quartier Kasika est descendue dans la rue pour manifester contre l'insécurité dans leur entité. Entre minuit et 3 heures du matin, en effet, selon les témoins dans ce quartier, une dizaine de maisons ont été victimes des cambriolages par des hommes armés, sans intervention des forces de l'ordre. Alors que cette foule des manifestants s'approchait du commissariat de la police à Kasika, un policier, qui y était commis à la garde, a tiré à balles réelles, touchant un élève d'environ quatorze ans qui se rendait à l'école et blessant une femme. Ce meurtre a envenimé la situation. Les manifestants ont incendié ce commissariat de police et quelques étalages des vendeurs dans le marché voisin. Et du coup, cette manifestation s'est vite propagée dans tous les autres quartiers voisins.

Le Haut-Katanga et le Lualaba se liguent contre la criminalité. Réunis le week end dernier à Lubumbashi, les conseils provinciaux de sécurité du Haut-Katanga et du Lualaba ont mis sur pied un mécanisme conjoint de lutte contre le regain de la criminalité. Ce dispositif est adapté à la menace en vue d'anticiper toutes les tentatives de trouble de l'ordre public et la mobilisation tous azimuts des services de sécurité pour décourager et mettre hors d'état de nuire ces hors la loi, a expliqué le ministre provincial de l'intérieur du Haut-Katanga, Bobo Malulu Kalungwe.

Butembo : un centre de santé saccagé par des présumés Mai-Mai. Des présumés Mai-Mai ont vandalisé lundi 9 décembre soir le centre de santé Wayene dans la zone de santé de Katwa à Butembo (Nord-Kivu). Ils ont saccagé des biens et emporté d'autres avant de prendre une destination inconnue. Selon des sources au sein du centre de santé Wayene, les assaillants étaient munis de lances et de lance-pierres. Ils ont d'abord terrorisé le personnel soignant qui était de service. Conséquence, les activités de prise en charge médicale des malades ont connu un ralentissement.

Haut-Katanga : la Linapedho invite les défenseurs des droits de l'homme au respect de la loi. Le coordonnateur de la Ligue nationale paysanne des droits de l'homme, Schadrack Mukad, affirme qu'il était important pour la Linapedho de rappeler aux défenseurs des droits de l'homme leur mission et leur mandat, afin qu'ils puissent travailler dans le respect de la loi et des autorités établies. Il a profité de la même occasion pour parler du travail d'un défenseur de droits de l'homme : «Un défenseur de droit de l'homme n'est pas un Officier de police judiciaire (OPJ). Il n'est pas un avocat. C'est un conseiller de la population. Il est une personne qui doit accompagner les justiciables. »

Procès du meurtre des experts de l'ONU : une nouvelle audience écourtée, les prévenus s'agacent. Dans le procès des présumés meurtriers des experts de l'ONU, une nouvelle audience a été écourtée mardi 10 décembre à la cour militaire de l'ex-Kasaï-Occidental à cause de l'absence de certains avocats. Ces dernières semaines, d'autres audiences ont connu le même sort pour la même raison. Ce qui agace plusieurs prévenus, dont certains sont en détention depuis plus de deux ans. Ce mardi, c'est après avoir constaté que cinq prévenus n'étaient pas assistés que le président de céans fait savoir que la Cour est obligée de suspendre l'audience et de renvoyer la cause à une date ultérieure.

Haut-Uele : la dégradation des routes entraine la hausse des prix des produits de première nécessité. Les sources locales précisent que le sucre, le sel, les savons et le carburant ont vu leur prix doublé ou quasiment triplé à cause de la dégradation des principales voies d'accès qui sont : la route Dungu-Faradje et Dungu-Niangara. Le trafic est quasiment interrompu sur ces deux axes.

Beni : reprise des cours au sein des écoles et universités. Les cours ont repris ce mardi 10 décembre dans plusieurs universités et écoles dans la ville de Beni, après plus de deux semaines des journées villes mortes et troubles dans la ville suite aux massacres à répétitions des civils par les rebelles ADF. Cette reprise des cours est encore timide.

Goma : l'auditorat ouvre un procès en flagrance contre trois policiers accusés du meurtre d'un élève. « Il est inacceptable que la police fasse l'usage des armes létales surtout contre une population inoffensive à l'image des élèves. C'est pour ça que nous avons besoin d'une police formée. Et j'exige qu'une audience en flagrance soit convoquée immédiatement contre ces auteurs de cet assassinat et publiquement pour que cela ne se répète plus jamais dans la province du Nord-Kivu », avait demandé Jean-Paul Lumbulumbu, le vice-président de l'assemblée provinciale.

RDC-Congo Brazzaville : Green Peace et la société civile opposées à une exploitation industrielle dans les tourbières. L'ONG internationale Green Peace et une coalition de vingt-deux autres organisations de la société civile de la RDC et du Congo Brazzaville appellent les gouvernements de ces deux pays à mettre fin à toute initiative de l'exploitation industrielle dans les tourbières de la cuvette centrale. A la place de l'exploitation pétrolière et de l'agriculture industrielle, elles suggèrent que ces gouvernements appuient les projets de développement des communautés locales.

L'ONU appelle à soutenir et protéger les jeunes en première ligne pour la défense des droits de l'homme. « Cette année, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, nous rendons hommage au rôle que jouent les jeunes dans la réalisation de ces droits (...) Partout dans le monde, les jeunes manifestent, s'organisent et font entendre leur voix. Ils manifestent pour le droit à un avenir de paix, de justice et d'égalité des chances », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. «La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948, a montré un engagement ferme de la part des États à protéger les droits de tous – y compris de permettre aux générations futures de défendre la dignité humaine, l'égalité et les droits de l'homme (...) Nous devons utiliser l'idéalisme des jeunes et leur donner les moyens de défendre l'égalité des droits et le traitement équitable de chacun, partout dans le monde », a dit Mme Bachelet, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme dans un message publiée pour la Journée.

Le Trésor américain sanctionne 6 responsables des ADF pour leurs rôles dans les atrocités et autres abus. Le Trésor américain a annoncé ce 10 décembre avoir placé sur ses listes des sanctions les noms de Musa Baluku, chef des rebelles ADF et cinq de ses proches pour leur rôle dans de graves atteintes aux droits humains. Il s'agit d'Amigo Kibirige, Muhammed Lumisa, Elias Segujja, Kayiira Muhammad et Amisi Kasadha, indique le Trésor Américain. Ces membres clés sont accusés d'avoir matériellement aidé les ADF par le recrutement, la logistique, l'administration, le financement, le renseignement et la coordination des opérations. Il sanctionne aussi ces individus pour leurs rôles dans les atrocités et autres abus.

Mercredi 11 décembre.

Le Sénat juge recevable le projet de budget 2020. « Ce projet de loi des finances a fait l'objet d'un premier examen par l'Assemblée nationale conformément à la Constitution (...) Une enveloppe additionnelle a été retenue et affectée à l'appui aux opérations militaires dans l'Est de la RDC, à l'indemnisation des guerres de Kisangani, au secours des victimes des inondations et des guerres, au financement des investissements en provinces, notamment la construction des hôpitaux généraux de référence, la mécanisation agricole et le développement de la pisciculture et de l'aquaculture ainsi que le cantonnement manuel », a expliqué Jean-Beaudouin Mayo. Le Sénat a aussi examiné et adopté la loi portant réédition des comptes 2018. Les deux projets de loi ont été déclarés recevables.

Ituri : 48 femmes fistuleuses guéries en l'espace d'une semaine. La campagne de réparation gratuite de fistules a débuté 3 décembre 2019. Elle est financée par le Fonds des Nations Unies pour la population à hauteur de 50000 USD pour 100 femmes fistuleuses. Des sources médicales renseignent qu'environ 7 000 autres se cachent encore dans la communauté en Ituri.

Sud-Ubangi : vive tension entre les étudiants de l'ISEA et un groupe de jeunes à Bokonzi. Selon les sources locales, ces étudiants s'étaient opposés à la perception des frais de péage non officiels instaurés par les jeunes de la contrée, sur la digue de Makengo-Bomboma, longue de 9 km. Ces jeunes exigent à tous les passants une somme de 1000 à 2 500 FC [0,5 SUD à 1,4 USD] avant de traverser. Ils prétendent avoir aménagé, sur leur propre initiative, sept ponts jetés sur ce tronçon.

Haut-Uélé : la CNDH demande au gouvernement central de cantonner les éleveurs Mbororo. Ce cantonnement permettra de réduire le nombre d'exactions et violations dont ils seraient auteurs dans les territoires de Niangara, Faradje, Watsa et Poko. « A chaque fois, la province du Haut-Uélé et du Bas-Uélé ne cessent de pleurnicher à cause du phénomène Mbororo. Le gouvernement national doit maintenant chercher des mécanismes pour les cantonner à un endroit pour dire que voilà vous allez vivre ici pour que la population du Haut Uélé vive aussi à son aise ».

Une ONG appelle la RDC à ratifier le traité sur l'interdiction des armes nucléaires. L'ONG Cris de secours contre la prolifération des armes légères en Afrique, plaide pour que la RDC ratifie le traité sur l'interdiction des armes nucléaires. « Aucun Etat n'est à l'abri de ces conséquences. Ce traité n'a aucune conséquence sur le projet de développement de notre industrie technologique. Nous avons espoir qu'au cours de la prochaine session parlementaire, que les deux chambres vont adopter le projet de loi portant autorisation de ratification du traité sur l'interdiction des armes nucléaires ». Les armes nucléaires doivent être abolies parce qu'elles menacent à la fois la vie et les droits humains mais aussi l'environnement.

Ituri : deux écoliers tués dans un accident de circulation routière à Bunia. Le drame s'est produit vers 7h du matin pendant que la police réglait la circulation pour faciliter le passage aux écoliers. Un camion qui roulait à vive allure a dépassé d'autres véhicules qui se sont arrêtés et a cogné deux élèves qui sont morts sur le champ et un autre est grièvement blessé. Ce camion a achevé sa course au bâtiment de l'école adventiste. Deux salles de classes ont été endommagées et dix élèves parmi ceux qui étaient à l'intérieur ont été blessés. Le conducteur du véhicule et son assistant sont en fuite.

Les Députés du Kwango alertent sur une épidémie qui tue les animaux domestiques. « Ça fait trois mois que cette épidémie persiste. Toutes nos bêtes sont exterminées. La population est enclavée. Elle n'a pas la possibilité de déplacer les animaux qui ne sont pas atteints, ni de les consommer ». Ces élus de Kwango demandent au gouvernement d'intervenir de toute urgence car le territoire de Feshi alimente toute la province de Kwango en viande, mais nourrit aussi la ville de Kinshasa.

Nord-Kivu : procès en flagrance contre 3 policiers auteurs présumés du meurtre d'un élève à Goma. La policière Henriette Furaha et ses coaccusés Moussa Kapayana, et Ndwige Rwakadigi, avaient déjà été identifiés, au début de ce procès en flagrance, le mardi 10 décembre peu après leur interpellation, comme auteurs et complices du meurtre de l'élève Théophile Bahogwere. Ils sont par ailleurs accusés d'avoir blessé par balle une femme vendeuse des braises au quartier Kasika.

Justice : au moins 235 condamnés à mort vivent dans les différentes prisons du pays. L'Asbl "Culture pour la paix et la Justice" révèle des conditions difficiles dans lesquelles vivent deux cents trente-cinq condamnés à mort, détenus dans dix prisons de la RDC. Le rapport qui s'intitule "Vers une mort en silence" mentionne le manque des soins de santé, de nourriture et de logement pour cette catégorie des détenus. D'après le rapport, les condamnés à mort dans les prisons de Luzumu, Makala, Angenga, Ndolo, Kassapa, Bulowo, Kindu, Goma, Osio sont « des laissés pour compte. »

Nord-Kivu : le chef de secteur de Bapere appelle ses administrés à faire vacciner les enfants contre la rougeole. Les habitants du village Isange, dans l'aire de santé de Bandulu, s'opposent à la campagne de vaccination contre la rougeole

lancée lundi 9 décembre, dans la zone de santé de Manguredjipa, en territoire de Lubero. Selon le chef de secteur de Bapere, Kombi Neapanepa, cette résistance est liée à la confusion entre la campagne lancée et les activités de la riposte contre le virus Ebola. Le chef de secteur appelle ses administrés à accepter ce vaccin pour sauver la vie des enfants.

Instabilité des exécutifs provinciaux : Félix Tshisekedi pour la mise en place d'un mécanisme de mise à niveau des gestionnaires. « Je vais faire une recommandation aux séminaristes pour imaginer des séminaires de mise à niveau ou de renforcement des capacités pour permettre aux gestionnaires locaux d'avoir la stature adéquate pour conduire des réformes et surtout atteindre des résultats qu'attendent des Congolaises et des Congolais. Parce que des spectacles auxquels nous assistons actuellement dans nos provinces sont assez désolants », a dénoncé Félix Tshisekedi. « Nous ne pouvons pas comprendre surtout dans les provinces où il y a énormément des poches des violences, qu'il y ait, pour des intérêts politiques et mesquins, des individus qui tentent de déstabiliser ces institutions provinciales en s'attaquant aux gouverneurs. C'est inadmissible ».

Nord-Kivu : François Grignon à Beni pour la mise en œuvre de nouvelles stratégies de la Monusco dans la sécurisation des civils. Le représentant spécial adjoint intérimaire du secrétaire général de l'ONU chargé de la protection et des opérations François Grignon est arrivé ce mercredi 11 décembre à Beni. C'est la troisième mission en moins de deux semaines de François Grignon à Beni. « Le message à la population c'est que la Monusco est en train de revoir ses activités pour pouvoir s'assurer que tous les moyens et toutes les initiatives nécessaires sont mis en œuvre pour répondre aux attentes et pour essayer de faire en sorte que la violence soit réduite et que nous puissions avec les autorités nationales et provinciales restaurer l'autorité de l'Etat et amener la justice pour les crimes qui ont été commis ».

Les étudiants congolais appelés à lutter contre toutes les formes de violences, et la discrimination dans les milieux universitaires. C'était à l'occasion de la clôture, par la ministre du Genre, famille et enfant Béatrice Lomeya, de la campagne de 16 jours d'activisme contre les violences faites à la femme et basées sur le genre. La représentante de la Coordination des étudiants des universités et instituts supérieurs de la ville de Kinshasa, Joséphine Mawete affirme que la jeunesse estudiantine qui a été outillée lors de cette journée de campagne, est prête à dénoncer toutes les formes de violences basées sur le genre dont elle est victime.

Général Mbala : « Notre mission est de mener des opérations d'envergure pour chasser les ADF en dehors de notre pays ». « Il s'avère très important pour nous tous de bien comprendre et connaître notre mission. Mais tenant compte de l'environnement dans lequel nous nous trouvons ici à Beni, notre grand ennemi c'est le groupe armé ADF. Nous devons chercher à comprendre le mode opératoire de l'ennemi, qui, selon ses traces, c'est une guerre asymétrique. L'armée et la police se battent au fur et à mesure pour chasser l'ennemi et sécuriser la population », a noté le général Mbala.

Jeudi 12 décembre.

10 millions USD de l'ONUDI pour appuyer les nouvelles innovations industrielles. Cette somme permettra notamment de soutenir les lauréats de l'exposition du 18 décembre en leur octroyant des moyens conséquents. « Nous aurons une enveloppe que nous allons mettre à la disposition de tous les Congolaises et congolais qui vont exceller dans l'exposition de leurs inventions ou dans leur innovation », a noté Henry Itoka, le conseiller itinérant du ministre de l'Industrie. « Il est question de mettre en place une équipe d'incubateur qui va accompagner les projets qui seront retenus dans le cadre de l'innovation et de l'invention congolaise. Et aujourd'hui nous sommes très satisfaits de voir que l'ONUDI vient d'affirmer sa promesse et de confirmer également les modalités de mise en œuvre de ce décaissement de fonds au profit des lauréats de ce jour ».

Ebola en Ituri : les Nations unies et des ONG internationales appuient le personnel médical de Biakato. Une équipe d'agents du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et d'autres ONG internationales se rendent depuis environ une semaine à Biakato, dans le territoire de Mambasa (Ituri). Le but de ces mouvements quotidiens est d'appuyer le personnel médical local dans la prise en charge des malades d'Ebola, et contenir cette épidémie après le retrait des partenaires qui œuvraient dans ce secteur. Ces agents sont escortés par les Casques bleus de la Monusco à partir de la localité voisine de Mangina au Nord-Kivu où ils sont installés pour l'instant.

Kinshasa : MSF sensibilise 50 jeunes malades du SIDA à un comportement responsable. Cinquante jeunes malades du SIDA ont été sensibilisés, mercredi 11 décembre, à Kinshasa, sur le comportement à adopter pour que cette pandémie ne constitue pas un frein à leur épanouissement. Organisée dans le cadre du Projet VIH de Médecins sans frontières (MSF), cette activité a concerné les jeunes âgés de 15 à 25 ans. Celle-ci avait pour objectif notamment d'obtenir l'adhérence au traitement des jeunes et enfants vivant avec le VIH.

Maniema : Caritas et UNICEF assistent 801 ménages sinistrés de Kindu et Kailo. Ces personnes sont sinistrées, victimes du vent violent du 24 septembre dernier et de la pluie torrentielle du 30 octobre dernier qui se sont abattus dans la province du Maniema. Le communiqué de Caritas indique que le samedi 7 décembre 2019, Caritas Kindu a distribué des articles ménagers essentiels à 288 ménages sinistrés dans trois sites de la Cité de Kailo : Lukungu, Nyoka et Muyengo. Quelques jours plus tôt, soit lundi 25 novembre dernier, 513 autres ménages ont été servis au chef-lieu du Maniema. La distribution avait eu lieu dans les installations de la Caritas-Développement Kindu.

Maniema : des agents de la prison centrale de Kindu réclament la prime de risque. « Nous sommes totalement déçus par nos autorités parce que nous avons déjà écrit plusieurs fois concernant notre prime de risque parce que là où nous travaillons, il y a beaucoup des risques », a déclaré l'un des manifestants. D'après lui, ils (agents et surveillants) sont exposés au risque, par le fait de travailler avec des policiers et militaires qui ont des armes.

Tanganyika : des Casques bleus indonésiens assistent les détenus de la Prison centrale de Kalemie. L'aide des Casques bleus indonésiens à l'endroit des détenus a été de tout genre. Ils ont exhibé la danse, ont procédé aux consultations médicales ainsi qu'au partage du repas avec les prisonniers. La Maison carcérale de Kalemie a été construite à l'époque coloniale et réhabilitée en 2009 par la Monusco. Conçue pour une capacité d'accueil de 250 personnes, elle regorge aujourd'hui huit cent vingt-trois détenus dont vingt et une femme et vingt-cinq mineurs. « Les détenus sont saturés, ils dorment aussi à même le sol. Ils n'ont pas de couvertures ni de draps et aussi des uniformes pour les identifier. »

Sud-Kivu : la Société civile préconise un dialogue franc pour une paix durable à Uvira et Fizi. La synergie de la société civile populaire de l'Afrique l'a préconisé mercredi 11 décembre, lors de la présentation à Kinshasa du rapport périodique de l'observatoire de l'ordre public et de la sécurité civile dans la zone d'Uvira et ses environs. « La grande recommandation que nous avons formulée, l'Etat doit manifester son autorité, imposer son autorité. Et une fois que son autorité est imposée sur le terrain, le reste va suivre naturellement. Cela d'autant plus que la zone est en proie à la présence de multiples forces négatives tant nationales que étrangères », a expliqué le président de la synergie société civile pour l'Afrique.

Lubumbashi : le calme est revenu dans la ville après des manifestations contre le meurtre d'un homme. C'est aux environs d'une heure du matin que des malfaiteurs ont visité certaines maisons du quartier Kilobelobe dans la commune de Kampemba. Ils se sont introduits dans la résidence de l'homme sur qui ils ont tiré. La mort de cet homme, comptable dans une entreprise minière de la ville, a révolté les habitants de ce quartier qui sont descendus dans la rue saccageant tout sur leur passage, notamment le bureau de la société nationale d'électricité. D'après les manifestants, c'est à cause de l'obscurité que ces bandits ont opéré. Dépêchés sur place pour rétablir l'ordre, les éléments de la police ont fait face à une population en colère qui les a attaqués à coup de projectiles. La police a usé des gaz lacrymogènes pour les disperser.

Inondation à l'Equateur : les besoins des victimes évalués à 10 millions USD, pour délocaliser les sinistrés des inondations vers deux sites à Mbandaka et à Bikoro-centre. Cette décision intervient après la publication du rapport réalisé à l'issue de la réunion de concertation qu'il a présidée mardi 10 décembre avec le comité d'éveil provincial et les partenaires humanitaires. Ce rapport renseigne que 370 000 personnes sont victimes des inondations en cours dans l'ex province de l'Equateur.

Bukavu : 9 morts dans un éboulement provoqué par la pluie. La pluie qui s'est abattue la nuit de mercredi à ce jeudi 12 décembre a causé neuf morts, six blessés graves et d'importants dégâts matériels dans la commune d'Ibanda (Bukavu). Selon les sources locales, les victimes résidaient sur l'avenue Ruzizi 3 et Mukukwe au quartier Ndendere.

Prison de Bunia : 5 détenus meurent en un mois par manque de nourriture. Selon le directeur de cette prison, le dernier fonds reçu du gouvernement central pour la prise en charge alimentaire des détenus remonte au 18 Juillet 2019. Il affirme que c'est pratiquement depuis cinq mois que ces prisonniers vivent dans des conditions humanitaires difficiles. Au courant de cette année, 15 détenus sont déjà décédés de suite de cette condition carcérale déplorable. A ce jour, la prison centrale de Bunia accueille 1332 détenus au lieu 220, soit plus six fois plus que sa capacité d'accueil initiale.

Ituri : découverte de 9 corps sans vie à Mutanga au bord du Lac Albert. Des hommes armés se sont introduits dans ce village, la nuit, sans tirer un seul coup de feu. C'était, selon les habitants, pour ne pas alerter les militaires des Fardc. Lors de cette incursion, ils s'en sont pris à neuf personnes parmi lesquelles, le chef de ce village. Toutes ces personnes ont été abattues soit par balle soit à la machette, rapporte le communicateur de la chefferie de Bahema-Banywagi, Daniel Mugisa.

Vendredi 13 décembre.

Gilbert Kankonde s'engage à finaliser la nouvelle architecture de la police. Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières, Gilbert Kankonde : « Nous nous engageons à finaliser dans les meilleurs délais, la nouvelle architecture de la Police nationale congolaise, pour qu'elle fonctionne selon les standards classiques. De ce fait, nous en appelons au commissaire général de la PNC et aux commissaires provinciaux de soutenir l'extension du fonctionnement de la police de proximité à l'ensemble de la police et sur toute l'étendue du territoire national. L'autorité politico administrative a le devoir d'accompagner le fonctionnement de ce nouveau mode de travail de notre police. »

Le député Gratien Iracan opposé à l'adhésion de la RDC à la zone de libre-échange. L'élue de l'Ituri a estimé que le projet de loi autorisant la ratification de la RDC de l'accord sur la zone de libre-échange, actuellement sous examen à la commission économie et finances de l'Assemblée nationale, présente une menace sur l'économie congolaise. « Nous ne produisons rien, mais si nous ratifions encore, ça veut dire que maintenant nous allons chercher à ce que tous les autres pays viennent vendre chez nous. Nous ne parvenons pas à produire parce qu'on n'a pas des routes de dessertes agricoles, on n'a pas mis de l'argent pour les agriculteurs, donc le crédit agricole, nous allons avoir des difficultés énormes. » Il pense que le modèle économique convenable, pour le moment à la RDC, c'est l'économie basée sur le protectionnisme.

Le trafic routier entre Goma-Butembo interrompu depuis une semaine. La route est rongée par une érosion profonde au niveau de la localité de Burayi, entre le village de Rubare et la localité de Rutshuru-centre. « Nous allons ouvrir une autre piste qui va permettre la déviation. En attendant qu'on stabilise le ravin qui s'est coupé sur la nationale numéro 4. Je crois que c'est un besoin important. C'est la raison pour laquelle nous demandons au gouvernement central de diligenter les procédures de financement de cette route pour qu'on ait plus de difficultés comme celle-ci », a-t-il déclaré, le gouverneur du Nord-Kivu.

Kinshasa : 5.000 cantonniers réclament les arriérés de 12 mois devant le ministère des Finances. Les cantonniers se disent désespérés et décident de camper jour et nuit devant ce ministère jusqu'au paiement de tous les arriérés. Ces cantonniers sont déterminés à poursuivre leur mouvement de grève en jetant des immondices sur la chaussée et en brûlant des pneus.

Devant le Congrès, Félix Tshisekedi condamne les attaques contre la Monusco. Lors de son premier discours sur l'Etat de la Nation vendredi 13 décembre devant les sénateurs et députés réunis en Congrès, le président Félix : « La MONUSC n'a pas vocation à rester indéfiniment en RDC », a affirmé Félix Tshisekedi, reconnaissant que la mission onusienne a été d'un appui précieux dans le rétablissement de la paix dans ce pays. Il a ainsi souligné la nécessité de renforcer la brigade intégrée de la Monusco pour protéger les civils et le personnel onusien. « **Je ne serai pas en paix avec moi-même tant que le Nord-Kivu et les autres provinces ne seront pas totalement pacifiées** ». Il a appelé les députés et sénateurs du Nord-Kivu au sens de responsabilité pour collaborer avec les forces armées et de sensibiliser la population « afin que ce groupe résiduel de terroriste soit traqué jusque dans son dernier retranchement. » Il a estimé que le temps est à la communion, à la cohésion et à l'union de toutes nos forces. Il a aussi indiqué qu'il a décidé d'installer un Etat-Major avancé à Beni avec les meilleurs officiers pour combattre les rebelles ougandais des ADF. Il a aussi souligné avoir permuté les 11 000 militaires qui étaient présents dans la zone de conflits armés, pour les remplacer par 21 000 hommes. « **C'est pour promouvoir notre nouveau visage, notre nouveau contexte que je parcours le monde.** » Je considère donc mes déplacements comme le prix à payer pour redorer l'image de notre pays, consolider nos relations avec nos voisins, reprendre le programme avec les institutions de Bretton Wood, relancer notre partenariat stratégique avec les Etats-Unis d'Amérique (...) Il a aussi rappelé que depuis plusieurs années, la RDC a toujours été présentée « sous son plus mauvais visage avec les guerres, les viols et toute la cohorte de malheur, bref, un trou noir. Peu de ceux qui parlaient du Congo à l'extérieur ont fait attention à nos héros silencieux qui trouvent des solutions de survie aux problèmes les plus complexes (...) Il n'est plus question de parler du Congo, sans le Congo. Il n'est plus question de compter sur le potentiel du Congo sans les Congolais et sans en payer le prix », a martelé le Président congolais. Le Président de la République, Félix Tshisekedi appelle les députés et sénateurs, réunis en congrès, **à réfléchir sur le rétablissement du second tour de l'élection présidentielle.** En RDC, la présidentielle se déroule à un seul tour depuis 2011. En 2006, le président était élu après un second tour qui opposait les deux premiers candidats qui obtenaient les plus de voix. Pour le Président Tshisekedi, le second tour va « être revêtu de la légitimité suffisante pour appliquer sa vision, partant d'une posture de rassemblement. » Félix Tshisekedi dit aussi se réjouir de la collaboration institutionnelle et du **climat serein qui caractérise les échanges entre différents chefs d'institutions de deux Chambres parlementaires.** « Je suis conscient de vos difficultés en ce que la population dont vous êtes l'émanation attend de vous des routes, des écoles, des frais funéraires, des frais de mariage, des frais de subsistance, etc. Il est nécessaire que nous puissions, sans entraver les prérogatives des uns et des autres, trouver des mécanismes pour créer une synergie Gouvernement - Parlement de sorte que vous puissiez être associés aux concrétisations

de nos projets dans vos circonscriptions respectives », a promis Félix Tshisekedi. **Félix Tshisekedi sur le budget 2020 : « Pour un grand Congo, il faut une grande ambition »** Le Président de la République, Félix Tshisekedi, dit ne pas être d'accord avec ceux qui pensent que le budget 2020 est irréaliste et utopique. Il a indiqué que ce n'est pas avec un budget de 4 milliards USD que le gouvernement va changer le rapport de la pauvreté dans laquelle vivent les Congolais. Il affirme que l'Angola, pays post-conflit comme la RDC ravagé après plus de 25 ans de guerre, a aujourd'hui un Budget de 32 milliards USD, contre une population de 29 millions. « Comment, dans ce cas, les gens peuvent-ils s'étonner que le gouvernement propose un Budget de 10 milliards USD avec 80 millions de congolais » ? s'interroge-t-il. Il en appelle à tous les Congolais à faire preuve de civisme fiscal. Félix Tshisekedi promet de s'assurer que les revenus fiscaux servent effectivement à répondre aux besoins de notre peuple. **2 500 000 enfants sont retournés à l'école grâce à la gratuité de l'enseignement, se réjouit Félix Tshisekedi.** Il a indiqué que sur le plan de l'éducation, l'homme congolais est au centre de sa politique. « Cet homme doit être formé afin qu'il soit un véritable agent de développement. L'accès à l'éducation, à cause de son coût, a entraîné un taux de déscolarisation très élevé des jeunes congolais. Pour pallier cette difficulté, j'ai ordonné la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire dans les établissements publics, et ce, conformément à l'article 43 de la Constitution », a dit le Président Tshisekedi. Il a souligné que la gratuité de l'enseignement primaire consiste en la suppression de tous les frais de scolarité payés par les parents.

primaires. Tous ces frais ont été totalement pris en charge par l'Etat », a détaillé le Chef de l'Etat. Il dit avoir été « conscient du risque énorme que représentait la mise en œuvre de cette importante réforme inscrite dans notre Constitution depuis 2006. Mais, j'ai décidé que l'heure était venue de concrétiser cette volonté du constituant. Je suis assuré que dans l'intérêt de nos enfants, je peux compter sur vous pour qu'ensemble nous menions cette réforme à bon port.

Inondations à Boma : les populations riveraines du fleuve Congo appelées à quitter leurs habitations. Le maire de Boma, Marie Josée Niongo Suami, a invité les populations riveraines à quitter leurs milieux de vie respectifs exposés aux inondations, jusqu'à l'étiage des eaux du fleuve Congo. Il est également interdit de naviguer la nuit et tous les armateurs doivent prévoir le moteur de secours pendant la traversée.

Samedi 14 décembre.

Réactions au discours du Président : Le député Lokondo salue l'engagement de Félix Tshisekedi à combattre la corruption. « Comment vous pouvez avoir un budget voté de 10 milliards USD, si vous n'arrêtez pas la corruption, les détournements ou les malversations financières ? Donc, rien ne va aller ! ». Initiateur d'une proposition de loi sur la mise en place d'une agence nationale de lutte contre la corruption, l'élu de Mbandaka pense que le train de vie de la RDC dépend de l'éradication de ce fléau. Il salue également les efforts consentis par le Chef de l'Etat en vue de restaurer la paix dans l'Est du pays. **Le député Okundji** salue la détermination de Félix Tshisekedi à amener la RDC à occuper une place de choix dans le concert des nations et à rétablir totalement la paix dans l'est du pays. « Le deuxième aspect qui m'a beaucoup plus frappé, c'est sa détermination à combattre les forces négatives et les terroristes qui sèment la mort et la désolation dans l'est de notre pays ». **Le Cardinal Fridolin Ambongo** encourage le Président de la République à réellement matérialiser toutes ses ambitions déclarées particulièrement sur la gratuité de l'enseignement de base. « Tous les enseignants non payés, nouvelles unités qui vivaient des interventions des parents, aujourd'hui ne sont pas payés. Et pour nous, c'est une grande préoccupation. Donc, nous travaillons avec lui (Tshisekedi) pour que cette solution soit trouvée le plus vite possible. On ne doit pas attendre le mois de février, mars, pour les prendre en charge. C'est maintenant, parce que ce sont des pères des familles et des mères des familles. »

« La Monusco peut soutenir l'Etat à partir du moment où l'Etat montre sa volonté » (François Grignon) Le représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies en RDC en charge des opérations et de la protection, François Grignon, a appelé vendredi 13 décembre à Kindu les autorités publiques du Maniema à faire cesser les exactions des Mai-Mai dont sont victimes les populations civiles dans les territoires de Kabambare et Kasongo. A cet effet, M. Grignon dit avoir discuté avec le gouverneur du Maniema sur les modalités pratiques ; « sachant que bien sûr, c'est une responsabilité qui est aussi celle des autorités nationales. Et donc, nous avons besoin d'une réaction des autorités nationales et provinciales pour faire cesser cette situation. »

Mbandaka : deux commerçants abattus par des hommes armés. Les victimes, Nadine Nyamanongo et son jeune frère Lombo Mata, vendaient chaque semaine chèvres et poissons. La nuit dernière, ils ont fait escale chez le chef de localité adjoint du campement Mikese, où ils allaient se ravitailler. Deux bandits en armes ont surgi parmi les nombreux commerçants qui campaient sur le lieu. Ils ont d'abord braqué et abattu la sœur à bout portant. Puis son jeune frère, qui tentait de protester, a subi le même sort. Les assaillants auraient ravi aux victimes environ 2 millions de francs congolais (1 176 USD).

Destitution de Jean Bamanisa : les chefs religieux de l'Ituri interpellent Félix Tshisekedi. Les leaders religieux, regroupés au sein du « Conseil des confessions religieuses de l'Ituri » (CCRI), ont relevé plusieurs défis occasionnés par cette politique en Ituri. Il s'agit de l'interpellation des membres du bureau de l'assemblée provinciale et du gouverneur Jean Bamanisa Saidi et son adjoint par la hiérarchie à Kinshasa. Cette situation, selon eux, crée l'incertitude et la spéculation au sein de la population locale. « Nous demandons au Chef de l'Etat de veiller à l'octroi régulier des émoluments et la rétrocession au niveau de la province pour son bon fonctionnement (...) de nous renvoyer ces autorités-là pour qu'elles viennent s'occuper de problèmes de la province, avant que la province ne tombe dans le chaos ; parce que nous avons vu des conflits et tueries dans Djugu », a affirmé leur porte-parole, le pasteur James Biensi. Ils ont également interpellé les chefs de la milice CODCO de ne pas profiter de cette crise politique pour endeuiller la province.

Beni : 6 morts après une nouvelle attaque des rebelles des ADF. Cette nouvelle incursion attribuée aux rebelles des ADF est intervenue vendredi aux environs de 20 heures locales dans la cellule de Menga, à plus au moins 5 kilomètres du centre-ville de Beni, dans la commune de Beu, au quartier Rwangoma. Six civils ont été tués à l'arme blanche parmi lesquels un bébé d'au moins deux ans et une femme enceinte. Des sources locales parlent également de personnes portées disparues, sans préciser toutefois le nombre. Tôt ce matin, toutes les activités ont tourné au ralenti.

Dimanche 15 décembre.

Le coordonnateur humanitaire s'inquiète des conditions de détention des personnes dans le camp militaire de Nyamuyinyi. Le coordonnateur humanitaire des Nations Unies, David McLachlan-Karr, exprime sa vive préoccupation concernant les conditions de vie de plus de 2 000 personnes détenues dans le camp militaire de Nyamuyinyi et ses environs, suite aux opérations des Fardc dans la région de Kalehe, en province du Sud-Kivu. « Les autorités congolaises ont l'obligation de garantir le respect de la dignité humaine et des principes humanitaires », a-t-il déclaré, alors qu'une dizaine de personnes détenues, dont des enfants, ont succombé aux mauvaises conditions de vie dans ce camp. Depuis plusieurs semaines, les Forces armées congolaises ont initié des opérations militaires dans des territoires de la province du Sud-Kivu. Ces opérations ont entraîné la capture de nombreux combattants et de leurs dépendants, des femmes et des enfants. Conditions d'hygiène insalubres, promiscuité, faible accès à l'eau, aux soins de santé et à la nourriture : des centaines de personnes détenues dans ce camp militaire sont malades, notamment des personnes âgées et des enfants, détaille le communiqué.

24 zones de santé sur les 29 touchées par la maladie à virus Ebola nettoyées du virus. Pour le Dr Jean-Jacques Muyembe, coordonnateur du secrétariat technique de la riposte contre Ebola, les récentes attaques meurtrières contre des équipes de riposte ont « négativement cassé l'élan vers la déclaration de fin de l'épidémie ». Les récentes attaques armées contre les équipes de riposte à Biakato dans la province de l'Ituri, par exemple, sont à la base de l'augmentation des cas de malades à virus Ebola. Dr Muyembe fait remarquer que 34 cas d'Ebola ont été enregistrés durant la période allant du 29 novembre au 11 décembre 2019. Plus de 10 cas concernent la zone de santé de Biakato. « Les incidents ont entraîné la mort de nos agents de riposte. On a suspendu la réponse. Entretemps, les malades qui étaient à Biakato se sont répandus dans la nature et dans d'autres villes, rallumant ainsi l'épidémie », regrette le Dr Jean-Jacques Muyembe. Afin de consolider les résultats de 24 zones de santé déjà nettoyées du virus sur les 29 touchées, les équipes ont été mobilisées et réconfortées.

Le 2e Forum sur la décentralisation propose d'appuyer l'opérationnalisation de la caisse nationale de péréquation. Créer un projet d'appui pour la coordination efficace de la décentralisation, construire, réhabiliter et équiper les bâtiments à usage administratif et résidentiel en province et dans les entités territoriales décentralisées, appuyer l'opérationnalisation de la caisse nationale de péréquation, sont les principales recommandations formulées à l'issue du 2ème Forum sur la décentralisation. « La population veut de l'eau potable, de la nourriture saine, de l'électricité, d'une bonne éducation, des infrastructures viables, des opportunités de développement pour leurs milieux de base. Maintenant, les principales recommandations issues de ce forum doivent être traduites en actes », a fait remarquer Sylvestre Ilunga. Pour Azarias Ruberwa, ministre de la Décentralisation et Reformes institutionnelle, organisateur principal de ces assises, il n'y a pas développement sans vertu morale. Il appelle ainsi les gouverneurs des provinces à l'intégrité.

Butembo : 500 prestataires de santé formés sur les nouveaux principes standards à appliquer après l'épidémie d'Ebola. Selon le docteur Stanislas Eoma, cadre de la prévention, l'objectif est d'amener ces acteurs de la santé à être capables de mettre en application les nouvelles connaissances acquises en ce qui concerne les épidémies.

Nord-Kivu : la Monusco forme des éléments des Fardc sur des combats dans la jungle. Cette formation qui les outille en nouvelles techniques de combats dans la jungle leur est donnée par des experts en la matière venus du Brésil à la

demande de la Monusco. « La plupart des opérations se déroulent dans la jungle. On les entraîne pour combattre dans la jungle. C'est très important d'avoir des nouvelles stratégies de combats dans la jungle. Je crois que cette façon de faire nous permet de collaborer avec l'armée congolaise dans les opérations de neutralisation des groupes armés illégaux dans le cadre des mécanismes de protection des civils dans cette région », a indiqué le colonel Adelmo Carvalho, responsable de cette équipe de formateurs.

Ituri : 6 morts dans les affrontements entre FARDC et le groupe armé Codeco. Six personnes dont deux soldats des FARDC ont été tuées dans des combats qui ont opposé samedi 14 décembre les forces loyalistes aux éléments du groupe armés Codeco dans certains villages du groupement Dz'na en Secteur de Djatsi dans le territoire de Djugu.

Au moins 28 morts dans l'éboulement d'une mine d'or à Ndiyo, dans le secteur Mangbutu, en territoire de Watsa (Haut-Uele). Le drame s'est produit vers 18 h locales lorsque le sol a cédé dans cette mine, située à 250 km au Nord-Est d'Isiro.

Clôture ce dimanche de la session parlementaire de septembre. Au cours de cette session essentiellement budgétaire, les deux chambres du Parlement ont réussi notamment à mettre en place tous les organes qui les composent dont les commissions permanentes, en plus d'examen des lois portant reddition des comptes 2018 et budgets 2020. Après le vote du budget samedi 14 décembre par le Sénat, en des termes différents avec la chambre sœur, la loi des finances 2020 est donc envoyée en commission mixte paritaire pour harmonisation des vues, avant son adoption.

Beni : les Fardc reprennent le contrôle du camp Kazaroho jadis occupé par les ADF. La conquête du camp Kazaroho est le résultat des opérations militaires en cours dans la région. Kazaroho, qui est une base des rebelles ADF, se situe à 8 km du Point Kilométrique 20, en secteur de Beni-Mbau. Lors de cette conquête, une rebelle ADF de nationalité ougandaise a été capturée. Ces sources ajoutent que dans ce camp qui constituait le grenier alimentaire de ces rebelles, il y a les champs de maïs, banane, manioc et même des champs de chanvres.

Nord-Kivu : 20 civils tués par les ADF à Ndombi. Ce massacre de Ndombi porte à 198 le nombre des civils tués par les terroristes des ADF, en représailles aux offensives d'envergure lancées contre eux par les Fardc depuis le 30 octobre 2019.



www.africafundacion.org

Fundación SUR
conecta con África

informaci[ON]
ilusi[ON]
difusi[ON]
concienciaci[ON]
pasi[ON] **[ON]**